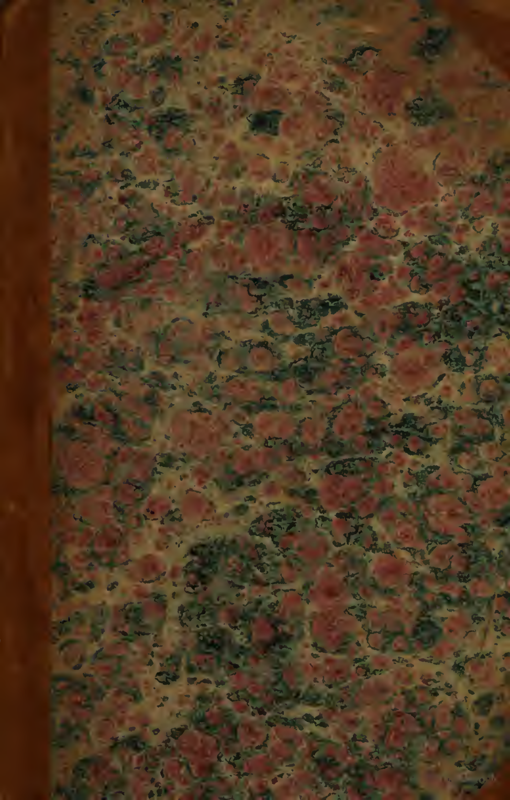




CAMPAGNE

DU DUC

DE BRUNSWICK

CONTRE LES FRANÇAIS,

EN 1792.

CAMPAGNE

DU DUC

DE BRUNSWICK

CONTRE LES FRANÇAIS,

EN 1792,

Avec des réflexions sur les causes, les progrès de la Révolution Française, et son influence sur les destinées de l'Europe.

Publiée en Allemand par un Officier Prussien, témoin oculaire;

Et traduite en Français sur la quatrième édition.



A PARIS,
Chez A. Cl. FORGET, Imprimeur-Libraire, rue du Four-Honoré, N°. 487.

An III. de la République.

Les illusions par lesquelles on a si souvent trompé les hommes n'exercent leur magie qu'au milieu des nuages qui en dérobent la cause. — Et des moyens violens, outre qu'ils sont injustes et odieux, ne font qu'accélérer en effet la catastrophe terrible que par eux on vouloit éviter.

Nouvelles conversations des dieux, *par* WIELAND.

PRÉFACE

DU TRADUCTEUR.

La traduction que j'ose publier, dans une langue qui ne m'est pas naturelle, mérite, sans doute, que la nation pour qui je l'ai écrite, en excuse les défauts. Né dans l'intérieur de la Suisse, que je n'ai presque cessé d'habiter, je ne me suis hasardé de traduire cette relation curieuse que lorsque j'ai vu que, malgré les éditions multipliées qui en ont été faites en Allemagne, malgré les succès qu'elle a dans le Nord, et dans les cours des ennemis mêmes de la nation française, il ne s'est pas en-

core trouvé un patriote de cette nation sachant l'allemand, qui ait eu l'idée de la faire connoître à son pays.

C'est donc par un véritable zèle pour la cause des Français, qu'ils défendent d'une manière si illustre par leurs armes, quoiqu'ils y nuisent grandement par leurs dissentions, et par leur patience à supporter toutes les tyrannies qui se couvrent du masque de la liberté; que je me suis décidé à prendre la plume.

Il est assez étrange de voir le livre le plus honorable pour la France, composé par un *esclave* prussien, et traduit par un *aristocrate* Suisse. Je dis le plus honorable, sans excepter aucun des bons livres, qui peuvent avoir été publiés par des Français; car les louanges qu'on se donne à soi-même, ne signifient rien; mais les paroles de l'étranger

sont le langage de la postérité. Et il faut que la cause des Français soit essentiellement bonne, puisque malgré le grand nombre de brigands qui ont quitté leurs cavernes pour s'y mêler, dès qu'ils ont reconnu qu'ils pourroient, sous cet abri, continuer impunément leur profession ; et malgré cette multitude de crimes inouis qu'ils ont eu l'art de transformer en vertus dans les tribunes les plus respectables : les étrangers ont conservé pour les Français leur première estime.

Telle est l'opinion des sages et des gens de bien, depuis Quievrain jusqu'à Stockolm, depuis Orbe jusqu'à Pétersbourg ; même de ceux qui par leurs habitudes ou par leurs emplois, sont le plus attachés au gouvernement de leur pays. Et ces mêmes Germains qu'on

se plaît encore, dans quelques gazettes françaises, à qualifier d'esclaves, n'ont pas cessé, depuis 1789, de discuter les avantages de la révolution française dans les lieux publics, dans les promenades, notamment à Berlin; ce que les Français n'eussent peut-être pas fait sans gêne à Paris, il y a dix ans, si la révolution s'étoit faite en Prusse. Au reste, je n'aime guères les Prussiens, et j'aime beaucoup les Français, mais la vérité par-dessus tout.

PRÉFACE
DE L'ÉDITEUR ALLEMAND.

L'AUTEUR de ces lettres a été témoin des évènemens arrivés à l'armée prussienne; ainsi, les divers détails de la campagne du duc de Brunswick, *de l'an* 1792, *qu'il décrit ici, c'est par expérience, c'est pour les avoir vus lui-même qu'il les raconte.*

Ce n'étoit rien moins qu'une histoire détaillée et combinée de cette campagne malheureuse qu'il avoit d'abord projetté de composer : ses relations étoient destinées seulement, comme extraits, à servir

de matériaux non recusables pour cette histoire : c'est par là qu'on doit s'expliquer pourquoi bien des évènemens ne se trouvent pas dans ces feuilles, qui pourtant sont arrivés aux Prussiens et à leurs alliés ; c'est que les faits auxquels notre auteur n'a pas été présent, il n'a fait que les toucher légèrement, ou même il les a passés sous silence.

Le principal objet de ces lettres est de prouver que c'est par les fausses insinuations des émigrés, auxquelles on s'est laissé prendre d'une manière inouie et presque incroyable, qu'a été si mal combiné le premier plan du duc de Brunswick, de contraindre la France, par une attaque sur Paris, à raffermir Louis XVI sur son trône, et à ramener par là dans ce royaume la tranquillité

et la consistance : l'auteur de ces lettres pense en avoir fourni complettement la preuve.

Dans le cas où le public, comme l'auteur ose s'en flatter, daigneroit accueillir avec quelqu'intérêt ces lettres, il se propose d'en donner une continuation.

Le ton libre et sans façon qui y règne ne doit offenser personne ; c'est le ton de la franchise et de l'impartialité. Il est vrai que l'auteur est au service prussien ; mais il sait ce qu'il doit à la vérité et au public.

C'est par une sorte d'égards que quelques généraux prussiens et autres officiers qui prirent part aux évènemens que l'on rapporte, ne sont pas ici nommés : ce n'est assurément ni par igno-

rance, ni par précipitation, ni sur-tout par crainte.

Du reste, on doit quelqu'indulgence au style de l'auteur ; c'est sous la tente, c'est au bruit continuel des soldats qu'il écrivoit : d'où pouvoit lui provenir un style élégant ? heureux encore d'avoir pu marquer les faits tels qu'ils se passoient.

Cela, mais rien de plus, a paru nécessaire pour la préface.

LETTRES
SUR
LA CAMPAGNE
DU
DUC DE BRUNSWICK,
CONTRE LES FRANÇAIS,

EN L'ANNÉE 1792.

PREMIÈRE PARTIE.

LETTRE PREMIÈRE.

Vous desirez de moi, mon cher, que je vous communique les observations multipliées que j'ai faites dans la campagne présente : ce n'est pas à beaucoup près un petit travail ; il ne demande rien moins qu'un historien qui auroit, avec assez de loisir,

le talent d'une heureuse narration ; mais si d'une part je puis me résoudre à passer par-dessus l'art des descriptions, et si je prends sur moi d'être satisfait de mon ton et de ma manière de raconter, il me survient en chemin bien d'autres obstacles que je ne puis lever aussi facilement. Le spectacle qui occupe maintenant un aussi grand nombre de grands et petits acteurs et spectateurs, et que l'on appelle *La guerre des patriotes français*, peut être envisagé de tant de côtés différens, qu'il devient bien difficile à celui qui raconte, de choisir tel point de vue qui puisse du moins convenir au plus grand nombre des lecteurs.

Je devrois sans doute, né bon Allemand, et sujet d'un monarque allemand, dépeindre comme des crimes honteux tout ce que les *nouveaux Francs* entreprennent, et injurier à toute occasion la nation française, d'après la méthode de plus d'un journaliste ou gazetier payé par notre Allemagne ; car, on commence, dès à présent, à regarder comme partie essentielle du vrai patriotisme allemand, les injures contre les *nouveaux Francs*, et le soin de peindre avec les plus odieuses couleurs, tout ce qui est et tout

ce qui vient d'eux. C'est là donner des preuves de son amour pour sa patrie, et de son dévouement à ses princes ; et les ci-devant grands seigneurs l'entendent sur-tout comme cela. — Je me trouvai dernièrement dans une assemblée où j'en vis beaucoup de cette espèce qui s'entretenoient des affaires de France. Un jeune homme très-poli marqua son mécontentement à un autre, qui ne cessoit d'attaquer les Français par des épithètes injurieuses. Qu'arriva-t-il? Une espèce d'homme important, d'un âge avancé, apostropha le premier en ces termes : *Apprenez, monsieur, qu'il n'y a que des scélérats qui puissent vouloir empêcher qu'on parle mal des Français ; ainsi, vîte, que tout le monde, à mon exemple, les traite ici comme ils le méritent.* — Et cela passoit pour du patriotisme ! — N'est-il pas étrange que la plupart aiment mieux être des Prussiens, des Autrichiens, des Hessois, des Saxons, etc. que des hommes.

D'autres, au contraire, qui ne sont pas à beaucoup près une petite portion de notre public allemand, voyent dans tout ce qui s'est passé en France depuis cinq ans, comme un dessein bienfaisant de la providence,

de délivrer l'Europe du joug de la servitude, et de réacquérir aux peuples leur liberté naturelle. Leur langage même, sur ce sujet, ressemble beaucoup à celui des défenseurs de la liberté française; et quoique leur ton, depuis le commencement de la guerre, soit plus réservé et qu'ils soient forcés de parler plus bas, leurs sentimens et leurs principes à cet égard n'ont pas du tout varié; peut-être même trouvent-ils dans cette contrainte un nouveau degré d'énergie, rien n'irritant plus les hommes que la défense.

Comment faire maintenant, mon cher, pour ne blesser aucun des deux partis, d'autant que je prévois que vous voudrez rendre publiques mes lettres. Je suis à la vérité franc allemand et sujet prussien bien intentionné: j'aime ma patrie sincèrement, et respecte notre Frédéric-Guillaume comme un prince qui n'a peut-être pas son égal parmi les souverains actuels en générosité et popularité militaire; mais je suis homme aussi, et comme tel, j'admire et loue bien sincèrement beaucoup de ce que mes frères les *nouveaux Francs* ont entrepris et entreprennent pour leur délivrance, et la fondation de leur liberté et de leurs droits: je

leur dois aussi cette justice, que pendant la guerre, ils ont fait grand nombre de choses avec prudence, prévoyance, bravoure et générosité, dans les occasions où nos gens en manquoient eux-mêmes : ceci, au reste, ne doit point me faire accuser d'être un aveugle adorateur de la démocratie des Français : je regarde plusieurs de leurs faits particuliers comme horribles, d'autres absurdes, d'autres puériles : je sais aussi ce que je dois penser et estimer de leur science militaire. Peut-être, au reste, comme prussien, qui dans ce moment même est en campagne contr'eux, ne suis-je pas tout-à-fait exempt de partialité; mais comme auteur au moins, je veux, dans mes récits, et sur eux et sur nous me montrer parfaitement impartial. Ainsi, sans aucune considération et quelque déplaisir que j'en puisse ressentir, j'improuverai bien des choses dans notre conduite, et j'en louerai au contraire beaucoup dans celle de nos ennemis : je ferai en sorte, en un mot, tant que j'aurai la plume à la main, de n'être ni allemand ni prussien, et de rassembler des matériaux avec le même sang froid que si je les tirois des livres anciens,

aulieu de les puiser dans une expérience amère. — Mais, pourquoi m'étendre là-dessus? entrons en matière; les réflexions et les raisonnemens viendront peut-être ensuite. Il faut d'abord des faits; puis, arrivent les apperçus, les connexions, les conséquences.

La paix de *Reichenbach* que le roi de Prusse fit avec l'empereur, en 1790, fut le fondement d'une alliance étroite entre les deux puissances, sur laquelle tous les politiques de l'Europe se trouvèrent fort embarrassés. Un certain auteur disoit à ce sujet, que *cette paix étoit comme la paix de Dieu; qu'elle étoit au-dessus de la raison*: d'autres la regardoient comme une source féconde d'évènemens extraordinaires, mais tous désavantageux à la maison de Prusse.

Lorsque dans la guerre de sept ans, l'imprudent Louis XV s'allia avec la Prusse, chacun de ceux qui avoient quelque connoissance des gouvernemens en présagea bien des malheurs pour la France; et l'on ne se trompa point. Par combien plus de raisons cette alliance Autrichienne devoit-elle être inquiétante, pour une maison dont toute la puissance dépend de la diminution des forces de

cette alliée ? Ce n'est pas ici le lieu de prouver davantage ce point ; la vérité saute pour ainsi-dire aux yeux, sur-tout quand on se rappelle que la Saxe fut aussi réunie dans cette alliance à *Pillnitz*. Il y a deux siècles qu'on auroit pensé que deux maisons archi-catholiques devoient avoir le dessein de convertir une troisième maison hérétique ; et sous le masque de la religion, déjà tous les dévots....... mais que nous importent ici, et les illuminés, et le pape, et leur religion.

Une des suites expressément mentionnées de cette alliance étoit la campagne des Prussiens contre les *nouveaux Francs*. Il y a quelque tems, lorsque la bonne harmonie cessa entre les deux cours de Vienne et de Berlin, et qu'une guerre entre ces deux puissances menaça d'éclater, on accusa le roi de Prusse de favoriser à dessein les troubles de France, pour faire pièce à la maison d'Autriche : on soutenoit même qu'un grand prince, proche parent du roi, avoit beaucoup contribué à l'édition d'une brochure française, qui avoit pour titre : *Vie privée de Marie - Antoinette* ; sans compter aussi que le célèbre *Mirabeau* étoit en commerce de lettres avec plusieurs personnages importans à Berlin. Il suffit de

savoir que le roi de Prusse paroissoit encore, il y a deux ans, ami de la révolution Française.

Une telle amitié de la part de la Prusse pouvoit-elle devenir utile ? C'est une question qu'il importe peu en ce moment de chercher à résoudre : je desirerois fort toutefois pouvoir l'affirmer. --- Mais, comme il a été dit, la Prusse fit la paix avec l'Autriche et se déclara bientôt après publiquement, l'antagoniste de la révolution Française. On ne tarda pas à savoir dans toute l'Allemagne les sentimens de la cour de Berlin.

Une partie des princes, et particulièrement les archevêques de Mayence et de Trèves, y favorisoient ouvertement les *émigrés*, qui, ayant abandonné leur patrie, les uns par opposition à la constitution nouvelle, les autres afin d'échapper à la détention ou à la *lanterne*, cherchèrent, et trouvèrent en effet, asile et protection en Allemagne. Les deux frères du roi, *le comte d'Artois et celui de Provence*, demeuroient la plupart du tems à Coblentz, résidence de l'électeur de Trèves, et le prince de *Condé* vivoit misérablement à Worms, qui dépend du siège de Mayence.

On ne peut se dissimuler que les émigrés

n'ayent apporté des sommes considérables dans ces lieux, et dans d'autres villes dAllemagne; et qu'ils ne les y ayent dépensées; mais en revanche, ils y ont causé bien des maux, et y ont introduit un dérèglement de mœurs dont j'aurai occasion de parler plus au long.

Il n'étoit pas possible que les *nouveaux Francs* vissent avec indifférence, qu'une multitude de leurs compatriotes expatriés, qu'ils regardoient comme criminels d'état, d'abord pour leur conduite en France si funeste à leur pays, et maintenant pour leur fuite, trouvât des protecteurs parmi les princes allemands, qui de plus leur donnoient des secours pour faire des recrues et se mettre en état de défense. Ils en portèrent des plaintes plusieurs fois à ces princes protégeans et aux autres états de l'empire, mais toujours infructueusement.

Au commencement de l'année 1792, il parut que les Français vouloient tenter une invasion en Allemagne. Quelques journalistes allemands en parlèrent même comme d'une chose parfaitement certaine : ce n'étoit pourtant que peu-à-peu que quelques

corps de troupes se fesoient voir, mais sans dessein bien arrêté et sans subsistances ; car la trahison étoit derrière elles comme en embuscade.

Les troupes impériales dans les Pays-Bas furent les premières attaquées et serrées : les *nouveaux Francs* y entrèrent et furent souvent vainqueurs. Ils cherchèrent à tirer avantage de l'aversion des habitans pour la maison d'Autriche, et à recommencer une insurrection qui venoit à peine d'être dissipée. Le peu d'harmonie qui régnoit en France parmi ses habitans leur rendit nécessaire une guerre étrangère : les plus sages parmi eux pensoient que pour ramener le repos et l'union dans leur patrie, il falloit réunir toutes leurs discordes sur un ennemi étranger, et l'empereur parut l'ennemi le plus convenable. Celui - ci les contre - travailla par toutes sortes de manœuvres et sous divers prétextes ; mais ses moyens étoient taris par des élections, des couronnemens, et la guerre contre les Turcs.

Cependant, on ne pouvoit se résoudre à croire en France que la Prusse s'allioit avec l'Autriche contre les Français ; on croyoit du moins, par des raisons politiques,

que malgré cette bonne harmonie, jamais la Prusse ne deviendroit l'amie zélée d'une puissance dont le sort est de s'affoiblir toujours à mesure que la Prusse s'agrandit: mais pour cette fois les politiques français se trompèrent; car le roi de Prusse fit marcher ses troupes dans l'été de l'année 1792, et attaqua la France, d'abord seul, puis conjointement avec l'Autriche et Hesse-Cassel.

C'est cette campagne que je vais décrire; heureux d'être Prussien et comme tel sans crainte d'être puni ou poursuivi, j'ose parler et écrire hardiment, sur-tout, tandis que dans d'autres services on peut à peine parler bas ou même penser. Ce qui est généralement connu, je le passerai ou n'en parlerai que brièvement; je m'inquiéterai peu aussi des usages épistolaires: c'est à des faits que je dois m'arrêter, non à des formes, moins encore à des complimens.

LETTRE II.

Au mois de Juin 1792, quelques régimens prussiens s'assemblèrent et marchèrent vers Coblentz, où étoit le rendez-vous général. L'armée commandée par le duc régnant de Brunswick, étoit composée de cinquante mille hommes. On confia en même-tems à ce prince le commandement sur les Impériaux et les Hessois, qui devoient se réunir aux Prussiens. Le roi lui-même avec ses deux fils, et un fils du prince Ferdinand de Prusse accompagna l'armée; et sa présence n'inspiroit pas peu de courage aux soldats.

Les régimens ne furent pas tous tirés d'une ou même de plusieurs provinces de la Prusse, mais de différens pays très-éloignés les uns des autres : il y avoit en effet, le régiment d'Herzberg de *Glats*, celui de Thadden de *Halle en Saxe*, celui de Konits de *Konigsberg*, celui de Romberg de *Bielefeld*, celui de Brunswick de *Halber-*

stadt, etc. etc. C'étoit pour ne pas dégarnir de troupes toute une province. --- Cette armée n'étoit pas absolument nombreuse, et ne fesoit tout au plus que la quatrième partie des troupes prussiennes ; mais en y comprenant les Impériaux et les Hessois, elle paroissoit devoir être formidable.

Le roi avoit très à cœur de ne rien laisser manquer à ses troupes, dans leur route jusqu'à Coblentz. Il ordonna en conséquence, de distribuer tous les jours de bon pain et de bonne viande ; et de leur côté les habitans des villes et villages par où nous passions ne contribuèrent pas peu à notre bonne nourriture, charmés du spectacle tout nouveau pour eux que nous leur offrions, et dans notre marche, et dans les lieux où nous nous arrêtions.

Plutarque dit quelque part : que le manger et le boire donne aux soldats du courage et de la gaieté dans l'esprit ; j'ai eu lieu plus d'une fois de vérifier cela, par rapport à nos gens : chacun d'eux jusqu'à Coblentz étoit d'une gaieté parfaite : de toutes parts on entendoit des chants d'allégresse : Ah ! s'écrioient beaucoup d'entre-eux, si cette vie pouvoit durer des siècles !

Ces bonnes gens ne voyoient pas plus loin. Quant à moi qui étois content aussi, quoique je me fisse des évènemens une toute autre idée, je laissois voir quelquefois des craintes et prophétisois des malheurs; mais on couvroit ma voix par des cris, et tout sembloit si facile qu'un seul escadron ou une compagnie prussienne étoit plus qu'il ne falloit pour mettre à la raison ces prétendus *patriotes*. Au reste, ces jugemens prématurés et irréfléchis ne pouvoient me fâcher; ils provenoient de gens incapables de faire la différence entre une armée républicaine pleine d'énergie, et une troupe de *Rosback* commandée par des princes et dirigée par des maîtresses : et de bonne foi ils s'attendoient à trouver quelque chose de ressemblant à la guerre contre les marchands de fromage. Le tems a dû les désabuser.

Je passé sous silence les petites particularités de notre marche : ces détails arides ne conviennent a personne; c'est ce que bien des voyageurs ne savent pas assez lorsqu'ils racontent. Quant à moi qui suis défrayé dans ma route, je ne serois pas pardonnable de chercher à grossir cette relation.

Dans les lieux où nous passions, je rencontrai plus d'un homme éclairé et, ce qui vaut mieux, plus d'un brave homme qui tous prophétisoient comme moi et sembloient prendre la nouvelle démocratie française sous leur protection. Le sort des autres nous intéresse d'autant plus qu'il a plus de rapport avec le nôtre.

Nous rencontrâmes près d'Hadamar, la soi-disant gendarmerie française, composée en totalité de gentilshommes : c'étoient tous des émigrés, portant des sabres tels que la *Durandal* du grand *Roland*. J'entrai en conversation avec quelques-uns d'entr'eux et je n'entendis que des fanfaronades qui ne me donnèrent pas une très-grande idée de cette gendarmerie. Ce n'est pas par des injures et de la jactance que se montre le vrai courage.

Pour me distraire à Coblentz, je parcourois les librairies et feuilletois leurs catalogues. Je ne fus pas peu surpris de n'y trouver aucuns des nouveaux écrits les plus raisonnables, mais au contraire une ample collection de livres de théologie, de prières, de catéchismes, et de tristes romans. Quant aux écrits de nos bons auteurs, ils n'étoient

point là : à peine y trouvoit - on le miroir d'or de *Wieland* ou l'histoire des rois de *Schechian*. Je dis franchement au libraire ma façon de penser sur sa marchandise : à quoi il me répondit : si je ne savois pas que les livres que je demandois étoient défendus, et qu'il ne pouvoit pas s'en charger : que son magasin étoit visité à chaque foire, et qu'on lui confisquoit tous les articles suspects : qu'il y avoit bien peu d'amateurs de lecture dans les environs, si peu que cela ne méritoit pas la peine qu'on songeât à l'introduction de livres plus nouveaux. Il ajouta que le monde étoit déjà bien méchant; qu'il ne falloit pas contribuer à augmenter le nombre des esprits forts, etc. Vous avez bien raison, lui dis-je : là où la foi est dominante, on peut très-bien se passer de la raison, ainsi que le prouvent on ne peut mieux de grands et petits seigneurs ici comme par tout ; et là où l'on trouve l'amour, le vin et la *capucinerie*, on n'a assurément que faire de livres ; et je laissai là mon homme.

Coblentz étoit à cette époque rempli de Français. Il fut défendu par les chefs de parler à aucun émigré ; mais malgré la défense je me hasardai à faire connoissance

avec

avec ces fuyards. Je les trouvai tels que je me les étois imaginés : des êtres frivoles qui avoient abandonné leur patrie par haine contre le nouvel ordre de choses où ils ne trouvoient plus leur compte, et qui se consoloient par l'espérance d'y retourner incessamment, et d'y redominer avec toute l'insolence possible sous les aîles des princes. Je dirigeai souvent la conversation sur *Mirabeau*, *Lafayette* et autres révolutionnaires. Ils en parloient en hommes irrités et vindicatifs. J'entendis dire sur le compte de *Mirabeau*, que dans le tems il avoit été sur le point d'être pendu pour toutes sortes de friponneries ; mais qu'il avoit eu le bonheur de s'échapper : quant à Lafayette, il leur paroissoit un homme sans cœur et sans connoissances militaires : il devoit un jour se battre en duel ; le courage lui manqua ; il ne se trouva pas au rendez-vous ; et, en réparation, il reçut publiquement des soufflets, au palais du Luxembourg, à Paris. J'ajoutois peu de foi à ces assertions, et je commençois même à soupçonner la bravoure des émigrés, étant dans l'habitude de ne croire que difficilement au courage de celui qui par des imputations flé-

trissantes, cherche à abaisser son ennemi.

Les Français étoient d'ailleurs, à leur manière, fort étourdis et fort gais. Ils chantoient dans les rues comme au cabaret, et passoient on ne peut mieux leur tems. Ils se comportoient auprès des femmes avec une extrême liberté : on entendoit de toutes parts des mots équivoques qu'ils croyoient fort plaisans, et qui n'étoient au fond que de misérables obscénités. Les mœurs dissolues que les fuyards français introduisirent à Worms et dans le Palatinat, se glissèrent aussi sous leur protection à Coblentz. Les femmes y étoient perdues sans ressource : ils payoient cependant leurs menus plaisirs fort chèrement; mais par ce moyen, il ne leur fut pas difficile de trouver accès. On m'a raconté qu'ils ont donné pour une nuit jusqu'à vingt louis d'or. Qui pourroit résister à ces appâts, dans un pays sur-tout où le confessional absout avec tous ses honneurs et les fripons et les catins ? Les princes et les grands avoient des maîtresses en titre, et ne rougissoient point d'en faire parade.

Le genre de vie de ces *croiseurs* français étoit bien loin de ressembler à celui des Grecs et des Romains, qui, mécontens du

gouvernement, abandonnèrent aussi quelquefois leur patrie. Au désordre de leur conduite, on eût dit qu'ils ne s'étoient proposés qu'un voyage de plaisir. L'argent qu'ils apportèrent en grande quantité leur parut inépuisable : rien ne leur sembloit trop cher. Ils payèrent un coq-d'inde cinq écus de six livres, et une livre de beurre deux florins. J'ai vu plus d'une fois leurs cartes de traiteur, qui se montoient à douze ou quinze écus par tête; et pourtant, ce n'étoit pas là des princes, mais des marquis ou simples nobles, qui dans leur pays avoient à peine de quoi dépenser en un an ce qu'ils dépensoient ici en un mois.

D'où les Français tiroient-ils cet argent prodigieux ? je l'ignore. On a raisonné là-dessus diversement, d'autant qu'il étoit certain que plusieurs d'entr'eux s'étoient expatriés sans un sol. Quelques-uns pensoient qu'ils étoient soutenus par les princes ; mais ceci est tout-à-fait hors de vraisemblance : car, malgré les remises secretes d'argent de la part de leur frère roi de France, et des autres puissances, ces princes excédoient en prodigalités, pour leur compte, toutes leurs ressources, au point que, très-souvent eux-

mêmes, ils n'avoient plus rien. Un certain M. *Grouard*, de Rouen, qui avoit apporté des sommes considérables, me raconta un jour, que dans un jeu, il avoit prêté à *Monsieur* 10,000 livres, dont, à coup sûr, il ne reverroit jamais rien. Les autres princes n'agissoient pas différemment.

Bien moins encore sont fondés dans leur opinion, ceux qui pensent que l'empereur, le roi de Prusse, etc. leur fesoient passer de l'argent. Je suis convaincu que ce dernier n'a pas fourni une obole en espèces, quoique bien des gens à Berlin même, soutinssent que le roi avoit donné je ne sais combien de millions, et par là, fort affoibli son trésor; mais le roi n'est pas si inconsidéré que de placer ainsi son argent dans des bourses percées: quant à l'empereur, il sait aussi, comme nous n'en pouvons douter, beaucoup mieux employer le sien. Ainsi, ce sera toujours une énigme pour moi de savoir comment ils remplaçoient le vuide qui se manifestoit si souvent chez eux, à moins que ce ne soit par le moyen de leurs parens, ou par des contre-révolutionnaires en relation avec eux, ou par leurs co-expatriés, dont quelques-uns étoient fort riches.

Du reste, les habitans des environs, malgré les gros bénéfices qu'ils retiroient du libertinage des Français, en étoient très-scandalisés. On m'a raconté avec douleur, que ces Sardanapales s'étoient servi de vin pour laver leurs pieds.

Les patrouilles, à Coblentz, ont le droit de conduire au corps-de-garde ceux qu'elles rencontrent dans une trop grande familiarité avec les femmes. Du tems des émigrés, de pareilles rencontres n'étoient pas une rareté. La patrouille amenoit journellement plus d'un *Coridon*, malgré leur résistance et malgré leurs prières et offres pécuniaires; mais lorsque les soldats s'apperçurent que ces Français trouvoient ensuite le moyen de se rançonner, ils devinrent plus tolérans, laissèrent fort tranquille chaque galant, moyennant toutefois une petite somme pour eux. Ils poussèrent même la complaisance, jusqu'à conduire ensuite les nouveaux venus chez les objets de leurs recherches.

Quoiqu'à Coblentz, séjour des émigrés, il ne manque pas de filles publiques, malgré la sainteté des lieux, il en étoit encore survenu beaucoup d'étrangères : elles étoient

là comme dans un centre, rassemblées de plus de 20 lieues à la ronde. Elles arrivoient ordinairement fort mal habillées ; mais en peu de tems, elles se montroient parées comme de très-grandes dames. Je sais plus d'une anecdote qu'il n'est pas convenable de rapporter, qui pourroit servir à montrer quelle atteinte ces fuyards ont portée aux mœurs publiques dans ce pays. Il en étoit de même à Worms, d'où l'on a écrit, entre autres, qu'une mère avec ses filles, au nombre de sept, se sont toutes en même tems trouvées grosses des œuvres des Français.

J'ai improuvé sévèrement à Coblentz la conduite des émigrés, même en public; mais tout le monde n'étoit pas de mon avis. Un certain gros financier, tout gonflé de son savoir, soutenoit que les Français feroient prospérer l'Allemagne comme les Huguenots, chassés dans le siècle précédent, firent fleurir les provinces où ils furent accueillis. Je répondis que ce n'étoit pas tout-à-fait la même chose ; car les Huguenots étoient de braves gens, des hommes honnêtes, industrieux : les émigrés actuels, au contraire, sont des gens perdus, orgueilleux, bizarres, sans respect pour les loix,

sans mœurs, sans connoissances, sans arts utiles, livrés à la débauche et aux extravagances : quel pays pourroit jamais tirer le moindre avantage d'hommes de cette espèce ? Je lui demandai aussi si tout homme honnête qui aime la vertu et la probité, qui les regarde comme les premiers appuis des gouvernemens et la base de la prospérité des nations, ne doit pas mépriser une horde de gens qui se révoltent contre les bonnes loix de leurs pays, et se refusent opiniâtrément à faire au bien général le sacrifice de chimères et de bagatelles. Je continuai sur ce ton par des citations de l'histoire de France ancienne et moderne ; mais tout cela déplut à mon gros pédant : il s'en alla.

Le domestique du comte de Vergennes, (de ce Vergennes qui fut ci-devant ambassadeur à Coblentz, et qui s'étoit réuni aux émigrés, mais qui dans le fond, quoique par prudence sans doute fort réservé sur cet article, paroissoit attaché à sa patrie ; car je sais qu'il fit auprès de l'assemblée nationale plusieurs tentatives pour retourner en France, lesquelles ne réussirent pas, parce que probablement le comte tenoit à certaines prérogatives qu'on ne pouvoit lui accorder :)

Ce domestique, dis-je, n'étant pas éloigné de nous, et ayant entendu quelque chose de notre conversation, s'approcha civilement de moi, et me parla dans sa langue : nous avions parlé auparavant en langue allemande dont il comprenoit plusieurs mots : il me dit, qu'en général j'avois raison, mais que, vouloir placer tous les émigrés sur la même ligne, c'étoit une erreur : que plusieurs d'entr'eux étoient de très-honnêtes gens qui même, par leur amour pour la liberté de leur pays, pouvoient soutenir la comparaison avec quelque jacobin que ce fût; mais qu'ils avoient été entraînés, effrayés et quelques-uns séduits par les monts d'or qu'on leur promettoit s'ils passoient du côté des royalistes et des princes. Il ajouta que plusieurs de ces émigrés, ne demanderoient pas mieux que de s'en retourner, s'ils croyoient n'avoir rien à craindre du peuple si courroucé contre la noblesse ; que c'étoit encore une chose douteuse, si tous les émigrés étoient des royalistes ; que quant à lui, il croyoit fermement qu'il y avoit parmi eux beaucoup de vrais patriotes, qui n'étoient là que pour observer les manœuvres des royalistes, et

s'en retournoient ensuite rendre compte à leurs compatriotes de ce qui se tramoit contre la constitution et ses défenseurs. Quant à ce dernier point, la suite des événemens à montré que ce domestique voyoit juste et beaucoup mieux que plus d'un grand seigneur; et quant au premier, j'ai eu occasion moi-même de vérifier, à quelques égards, ce qu'il avancoit sur ce sujet.

Sur le compte de Louis XVI, les émigrés ne parloient pas fort avantageusement; ils lui attribuoient la première cause des désordres que la révolution avoit amenés. M. Grouard avoit coutume de dire: le roi est bon, mais foible; et quand je lui répliquois qu'un roi foible étoit aussi un très-mauvais sujet, un très-mauvais roi, il haussoit les épaules.

Quant à la reine et au reste de la famille royale, les sentimens étoient bien partagés : très-peu parmi ceux que j'ai vus parloient avec éloge de la reine. Le seul comte de *Vinaisal*, vieux libertin, de qui M. *Daurien* me raconta beaucoup d'avantures, ne tarissoit pas en louanges sur son compte. A travers tous ces divers propos, j'ai vu très-clairement que la reine aimoit

passionnément à prodiguer l'argent ; que c'étoit même là le principal trait de son caractère ; que malgré cela, la vie privée de *Marie-Antoinette* et les mémoires de madame *Lamotte* pourroient bien être entremêlés de fables et de faits controuvés.

Mais, quand il étoit question des amis de la liberté, des jacobins et autres patriotes, les injures ne finissoient pas ; tous ceux qui s'étoient rendus célèbres dans la révolution étoient passés en revue. Celui-ci avoit fait banqueroute, celui-là étoit perdu de dettes et poursuivi par ses créanciers, etc. Aucun n'échappoit à leurs injures ; et ainsi, d'après leurs raisonnemens, tous n'avoient cherché qu'à s'enrichir aux dépens de la nation. C'étoit ainsi que les émigrés déclamoient contre leurs ennemis, pour les décréditer et les rendre universellement odieux.

Qu'on jette un coup-d'œil maintenant sur leurs manifestes et mémoires, sur leurs plaintes relatives à la décadence de la religion et des bonnes mœurs dans leur patrie, sur leurs exhortations aux actes de repentir, et que l'on juge après si une telle horde de fous mérite ce que l'on entreprend maintenant pour elle.

LETTRE III.

Les idées que les émigrés s'étoient faites de l'état présent de leur pays et de sa milice, étoient pour la plupart très-fausses, et malheureusement elles avoient l'influence la plus funeste sur toutes nos entreprises, comme je le démontrerai clairement.

La plume me tombe presque des mains, tant je suis outré des mensonges de ces ex-Français, qui ont fait pleuvoir des milliers de maux sur notre patrie et notre armée. On ne peut être loyal allemand et songer à cela de sang froid; cependant, résolu de continuer mon récit, je déclare les ex-Français comme les plus hardis imposteurs du monde, et les gazetiers de *Bayreuth*, *Francfort*, *Hambourg*, etc. comme de misérables barbouilleurs, qui ont vendu pour vérités au public allemand, ces impostures. Est-ce là du patriotisme? Est-ce l'égard qu'on doit au public? Est-ce amour de la vérité? Cela sert-il enfin, à rapprocher les esprits et à éteindre les haines réciproques?

En France, disoient ces émigrés, tout est sens-dessus-dessous, tout est dans un affreux désordre; il n'y a plus de magistrats : chacun fait ce qu'il veut, et ce qu'il fait est bien fait : qu'ils sont aveugles eux et leurs chefs! etc. L'Assemblée Nationale est un composé d'hommes ignares, inexpérimentés, de pédans qui se disputent et se provoquent sans cesse ; souvent même ils se battent, etc. etc. Dans la province, rien de ce qu'ils décrètent n'est respecté ; c'est là sur-tout que règne l'anarchie la plus monstrueuse ; le pillage et l'assassinat s'y commettent tous les jours : personne enfin n'y est sûr ni de son bien ni de sa vie. Là, étoient rappellés les tristes évènemens, mais exagérés encore par le mensonge, qui sont arrivés à Paris, à Avignon et ailleurs (bien entendu la plupart par l'insinuation ou la perfidie des contre-révolutionnaires), et le tout étoit mis sur le compte de la nouvelle révolution.

Je me permettois de faire bien des exceptions : j'en appellois aux faits exécrables qui eurent lieu, même sous le règne des deux derniers rois de France, et je démontrois, d'après l'histoire des républiques,

principalement de l'anglaise et de la hollandaise, qu'en tems de révolution, de pareils évènemens étoient inévitables. Les révolutions physiques, comme tremblemens de terre et tempêtes, leur disois-je, n'avoient lieu non plus sans des agitations dans l'air et des commotions violentes ; et en politique, cela pouvoit-il être autrement, sur-tout quand nos Jupiter d'ici-bas se lancent si souvent la foudre l'un contre l'autre ? J'ajoutois, d'après un proverbe trivial, que : Celui qui veut empêcher de fermer la porte, s'il met les doigts entre, court risque de les avoir écrasés. Et la révolution que Luther a faite en Allemagne, a-t-elle coûté moins de sang ? Assurément, il y eut alors des scènes qui n'honorent point les anciens réformateurs. Faudroit-il pour cela blâmer la réforme ? sans parler ici de la guerre des paysans, de la tragédie des anabaptistes de Munster, et d'autres qui eurent lieu aux dépens de la réforme même. Pourquoi ne pas mettre ces suites sur le compte de quelques meneurs? Celle de Munster étoit, comme l'on dit dans l'ontologie : *Causa per accidens.* Enfin combien d'hommes perdent corps et biens dans une

guerre entreprise par un pur caprice, sans que la nation que gouverne le chef qui la déclare, puisse y entrevoir le moindre avantage pour elle; ou plutôt sans qu'elle y voie autre chose que la perte infaillible de tout son bonheur ? etc.

Nos gens, ainsi que les émigrés, ne goûtoient pas mes raisons; les derniers tenoient les propos les plus faux et les plus extravagans en ce qui concernoit sur-tout la force de leurs adhérans et de leur armée. Il falloit, pour leur plaire, ajouter foi aux 18,000 combattans qui, sous les drapeaux d'Artois et de Condé, alloient se mesurer avec les révolutionnaires; mais la suite prouvera trop bien que ce n'étoit là que des rodomontades.

Parmi les émigrés se trouvoient en général, et dans le vrai sens du mot, d'insupportables fanfarons; presque tous étoient nobles. Je me garde bien de leur disputer cette prérogative, sachant combien la noblesse étoit nombreuse en France, et avec quel courage exemplaire ils ont cédé, par la fuite la plus rapide, leurs usurpations anciennes à la réforme nouvelle. Tous ces messieurs avoient des charges à la cour, dans le civil et le militaire; presque tous portoient

la croix de Saint-Louis, et étoient les amis intimes de Louis XVI et de son épouse.--- J'ai entendu dire par d'autres émigrés, que plusieurs d'entr'eux la portoient sans en avoir le droit. Au reste, les fanfaronades de ce genre ou de tout autre, étoient chose très-ordinaire parmi ces Français, c'est-à-dire, parmi ces nobles rebuts de la France.

Lorsque nous arrivâmes, l'électeur de Trêves fit savoir, par une ordonnance imprimée en Allemand et en Français, que tous les émigrés eussent à sortir dans l'instant. L'ordre étoit daté du 9 juin, et les expressions en étoit dures. Malgré cela, ils s'obstinèrent à rester à Coblentz et aux environs; et comme ils occupoient les meilleures maisons, nos soldats se trouvoient réduits à loger dans des trous.

Le duc de Brunswick interposa son autorité pour faire exécuter le décret de l'électeur : c'est alors qu'ils commencèrent à se récrier et à réclamer des exceptions. --C'étoit une vraie barbarie de les renvoyer ainsi et sans aucun prétexte; eux qui (n. b.) étoient si utiles à l'état! qu'avant tout, il falloit savoir où ils pouvoient et devoient se rendre, etc. C'est ainsi qu'on parloit de la part

du ministère de Trêves, par une suite des sollicitations qu'avoient faites le comte de Vergennes et autres, qui sans doute avoient voulu par-là se faire un mérite auprès de messieurs de Coblentz.

Le duc de Brunswick au reste, insistoit et pressoit toujours le délogement des émigrés; mais il rencontra des obstacles auxquels il ne s'attendoit pas : car la régence de Trèves contrarioit sous main les ordres de l'électeur.

On découvrit dans cet intervalle, qu'il y avoit bien des patriotes parmi les émigrés, ce qui n'étoit pas difficile à prévoir dès les commencemens; quoi de plus naturel en effet, que d'imaginer, comme je l'ai déjà dit, que plus d'un patriote se glisseroit parmi eux à fin d'examiner leur démarches, découvrir les projets des puissances allemandes, et revenir en France pour les faire connoître? Mais on ne pensoit pas à tout cela. Il suffisoit de se dire mécontent pour être cru sur parole, et avoir la permission de rester avec les émigrés.

Il étoit aisé de voir qu'une telle conduite auroit des suites fâcheuses; cela étoit immanquable. Ce n'est en effet que trop tard qu'on annonça aux émigrés, à Coblentz; qu'ils

qu'ils ne seroient plus soufferts sans passe-ports de leur maréchal, ou du duc de Brunswick, ou du général prussien *Courbière*, et qu'il fut fait défense de les laisser rentrer dans la ville. A toutes les portes, on prit alors des mesures pour l'exécution de cette consigne : mais qu'arriva-t-il ? Peu de ces passe-ports étoient conformes aux ordres exprès du duc ; la plupart étoient des chiffons écrits par des officiers supérieurs, souvent par les émigrés eux-mêmes. Et qui pouvoit distinguer toutes ces écritures ? Pourquoi ne pas s'être servi d'imprimés signés en même tems par les Français et les Prussiens? Au lieu de cela, on montroit un morceau de papier et la porte n'étoit refusée à personne. C'est ainsi que la précaution de notre chef fut éludée. On avoit l'air de ménager la régence de Trèves en ne chassant pas de force les émigrés ; mais ils devinrent de plus en plus dangereux, et, pour se mettre en sûreté contr'eux, on imagina un nouvel expédient.

On prit de maison en maison les noms de tous les Français : on les interrogea sur leur qualité, sur leur passe-port, et on leur signifia à tous qu'ils eussent à décamper,

ou bien qu'ils se munissent de nouvelles permissions pour y séjourner.

Malgré cela, les Français ne s'en alloient pas et se conduisoient toujours en maîtres, comme s'ils n'avoient eu à recevoir d'ordres ni de Trèves ni de personne. Enfin, à l'époque où l'on attendoit notre roi à Coblentz, le duc employa des moyens qui rendirent un plus long séjour à peu près impossible aux émigrés ; alors ils se disposèrent à partir ; mais toujours peu-à-peu, et seulement pendant la nuit : car ils s'offensoient et se trouvoient humiliés de se voir contraints d'abandonner ainsi un endroit où, pour ainsi-dire, ils avoient donné des ordres. Qu'on réfléchisse en effet à leur conduite tyrannique envers l'auteur du livre ayant pour titre : *Les dires du tems passé*, et l'on verra qu'ils se regardoient comme les maîtres du monde : ce n'étoit pas sans raison, car ils étoient la plupart, princes, marquis, barons, et le reste étoit encore une noble partie de ce rebut de l'humanité en France.

Ils ne pouvoient contenir leur colère disant : que c'étoit une *indignité* de se voir ainsi chassés par les Prussiens. Cependant ils se traînèrent vers *Bingen* sur le Rhin et dans

les environs : leurs troupes se dispersèrent çà et là dans les villages et y firent l'exercice à leur manière ; c'est-à-dire qu'il n'y étoit pas question de discipline ; chacun y étoit à-peu-près son propre maître. C'est grand dommage qu'ils n'eussent pas pour compagnons de leurs hauts faits un *Pierre l'Hermite*, un *Aloysius Hoffmann*, un *Girtanner*, un *de Shirach*, ou qu'on ne leur connût pas leur vendeur d'indulgences politiques : cela leur eût fait sans doute grand bien ici-bas ainsi que dans le ciel, et leur eût valu l'avantage d'une quête charitable pour le succès de leur auguste croisade. Après tout, cela ne revient-il pas au même, si nous sommes pillés par des moines invalides ou des chevaliers errans, par des fourberies publiques ou secretes ? De tout tems, le ciel a souffert violence, et les charlatans politiques prétendent bien aussi avoir le droit de vivre comme les autres.

LETTRE IV.

PENDANT mon séjour à Coblentz, plusieurs regimens passèrent pour se rendre au camp; afin de faciliter leur passage, on jetta un pont de bateaux sur le Rhin.

Sur la dénonciation des émigrés, le comte de *Vinaisal* et le marquis de *Pontbriant* avoient été arrêtés comme traîtres et patriotes, et conduits au grand corps-de-garde. Je leur parlai au camp le jour de mon départ; ils me parurent l'un et l'autre tout-à-fait du parti royal et furent mis en liberté; cependant, tout royalistes qu'ils étoient, ils m'a été assuré qu'ils furent contraints depuis, comme suspects, de s'en retourner chez les démocrates.

Notre camp étoit dressé comme un camp de plaisir; les tentes étoient séparées, et les bataillons se trouvoient dans des camps différens.

On loue beaucoup les Français et avec justice, de ce qu'ils sont très - prévoyans



sur l'article des provisions, afin qu'elles ne manquent pas dans leurs camps. C'est très-bien en effet, et d'une grande importance pour les soldats. Chez nous, au contraire, il n'y avoit pas le moindre préparatif; aussi étions-nous nécessairement la proie des vivandiers.

Il se trouva parmi les hommes de cet état un juif de Neuwied, un rusé coquin qui, comme presque tous ceux de sa croyance, achetoit à fort bon compte et revendoit à des prix exorbitans. Le soldat se trouvoit à la merci de ce brigand, au point que la livre de lard, achetée par ce juif vingt-quatre *kreutzer*, étoit vendue par lui en détail plus de soixante; et il appelloit cela un *honnête profit*. Au reste, ce juif fut attrapé à son tour par les patriotes, qui le pillèrent impitoyablement; voilà où aboutit sa friponnerie. C'est assurément une très-bonne chose de vivre, mais encore faut-il laisser vivre les autres.

Beaucoup des nôtres, qui n'avoient d'autre ressource que leur paye, éprouvèrent dans ce premier campement de cruels besoins. Ce n'est pas de nos jours seulement que le soldat qui a le moins de quoi payer, est obligé, à l'armée, de payer ce

qui lui est nécessaire, le double ou le triple de sa valeur. Les paysans des environs profitèrent tant qu'ils purent de la circonstance, et nous vendirent leurs légumes incomparablement plus cher que dans les villes.

Lorsqu'il y a deux ans la campagne s'ouvrit en Silésie, le roi rendit des ordonnances sur la conduite de ceux qui voudroient approvisionner le camp. On eût très-bien fait de les faire exécuter dans ce moment ; mais ou on les avoit oublié, ou on ne jugeoit pas à propos de les mettre en usage pour une campagne en France. Chacun vendoit sa marchandise comme bon lui sembloit, et les chefs des régimens ne s'inquiétoient nullement de cela.

Cependant, encore une fois, la conduite à observer par rapport aux vivandiers est bien digne de toute l'attention des chefs ; car, si par leur faute les provisions manquent, le soldat, livré à lui-même, n'a plus de ressource que dans les rapines et le pillage : mais beaucoup de souverains ont trop de dépenses à faire en menus plaisirs pour penser au sort des pauvres soldats, et chercher à prévenir la tentation ou même la nécessité qui les porte à de tels excès ;

et pourtant le soldat ne doit pas moins vivre que son prince.

Pourquoi cette attention si recommandée a-t-elle manqué chez nous dans cette campagne? Je l'ignore, a moins toutefois que nos chefs ne se soient imaginés qu'à l'approche des troupes allemandes, les *nouveaux Francs* se prosterneroient sur le champ et s'estimeroient heureux de leur offrir tout ce qui leur seroit nécessaire ; qu'ainsi la guerre se trouveroit finie avant même d'avoir bien commencé. Alors, à quoi bon les vivandiers et les provisions ? C'est cette étrange supposition qui a entraîné nos chefs dans les plus funestes démarches, comme j'aurai souvent lieu de le faire observer.

Le mauvais tems que nous eûmes au camp de Coblentz étoit, pour ainsi dire, le présage de celui qui devoit nous désoler pendant toute la campagne : il pleuvoit presque continuellement ; et quoiqu'au mois de Juillet, il fesoit si froid que nous étions souvent obligés de nous envelopper de couvertures.

Le beau sexe de Coblentz, qui avoit été formé et aguérri par les émigrés, vint aussi visiter notre camp. C'étoit véri-

tablement une chose révoltante de voir comment la plus douce partie du genre humain se laissoit avilir par les fantaisies les plus brutales des soldats.

Dans ce tems là parut le fameux manifeste du duc de Brunswick, adressé aux habitans de la France. Il y auroit bien des observations à faire sur cette pièce vraiment curieuse : je me bornerai à quelques-unes.

Il est clair que le duc fut trompé par les émigrés : ils avoient répandu des nouvelles et fait des peintures de l'état présent de la France qui se trouvèrent absolument fausses; mais le bon prince les crut sur parole ; ce qui est fort aisé à démontrer.

Le manifeste suppose d'abord une différence énorme entre la nation des Français et les constitutionels. Il y est dit qu'en France, *des attaques ont été portées au trône et à l'autel*, etc. Il y est dit aussi : que les *gardes nationales, les troupes de ligne, etc. sont sommées de veiller, provisoirement*, au maintien du bon ordre, jusqu'à ce que les affaires ayent été arrangées, etc. D'où il paroît que le duc pensoit que ces mêmes gardes nationales, troupes de ligne, etc. n'avoient

pas pris de part à la révolution, et que leur conduite avoit été purement passive ; ce qui, en effet, étoit l'assertion des émigrés, qui parloient encore toujours des soldats du roi, des officiers du roi ; qui disoient en outre, et s'efforçoient de persuader, qu'aussi-tôt qu'une armée viendroit en France pour secourir Louis XVI, toute l'armée française se joindroit à elle, et toutes les villes et provinces se rendroient sans résistance. Le duc ajoutoit donc foi à leurs discours, qui ont été la première cause des malheurs de notre armée. C'est en effet d'après une telle persuasion qu'on nous a conduit en France comme des aveugles ; et le résultat de cette folle démarche a été, peu de tems après, l'invasion des patriotes en Allemagne.

Le duc ne se doutoit seulement pas qu'une armée osât se présenter devant lui ; car il dit expressément qu'il tirera une *vengeance exemplaire des parisiens*, s'ils osoient entreprendre quelque chose contre leur roi ou sa famille. Son altesse pensoit apparemment que le chemin de Coblentz à Paris seroit aussi facile à l'armée prussienne que celui d'Halberstadt à Coblentz.

De là, il suit bien évidemment que les émigrés ont été nos plus grands ennemis : de là, on peut aussi s'expliquer toutes les fautes commises en 1792.

C'est encore le langage des émigrés qui est cause du ton dominateur du manifeste qui, sans cela, n'eût probablement pas été aussi dictatorial envers une des plus respectables nations de l'Europe : oui, quiconque connoît notre roi et le duc, s'accordera à penser avec tous les hommes instruits, que la matière, la forme, et même le ton de tous ces manifestes contre la France, nous sont venus du cabinet de Vienne ; restera ensuite à expliquer comment il se fait que dans certains cas et par certaines considérations, l'homme le plus magnanime et le plus rusé politique, puisse consentir à être plutôt copie qu'original.

Le duc assure que, ni l'empereur ni le roi de Prusse ne veulent à cette occasion *s'enrichir par des conquêtes* ; ce qui n'est pas très-aisé à concevoir : cela signifie apparemment que ni l'empereur ni le roi de Prusse ne cherchoient à détacher de la France quelques provinces pour se les approprier : ce qui va sans dire ; car qu'est-ce que la France

avoit de commun avec eux ? Sans compter que d'après leur déclaration publique, ils ne desiroient autre chose que de réintégrer, par leurs forces combinées, Louis XVI dans ses droits. La suite, au reste, fera voir que ce démembrement et ce partage de la France, dont l'Autriche et la Prusse veulent bien faire ici le sacrifice, devoient tout naturellement être renvoyés au pays des chimères. La France n'est pas tout-à-fait la même chose que la Bavière, la Suède ou la Pologne.

Le duc dit aussi que les Français avoient *déclaré une guerre injuste à S. M. l'empereur*, et que c'est cette raison qui avoit engagé le roi de Prusse son allié à prendre les armes contr'eux. --- J'ai ici deux remarques à faire : la première a pour objet l'injustice de la guerre.

Une guerre injuste, est celle contre laquelle la partie attaquée n'a pu avoir aucun motif pour chercher à se défendre; ainsi, dans l'esprit de nos droits de guerre, la guerre par laquelle on prévient son ennemi n'est point injuste : or, assurément l'empereur défunt s'étoit bien clairement déclaré tel envers la nation française; il avoit usé de tous les moyens

qui étoient en son pouvoir pour l'irriter, pour accroître le nombre de ses ennemis : l'empressement des *nouveaux Francs* à vouloir indemniser les États de l'empire, avoit été éludé par lui : leurs représentations les plus vigoureuses contre les machinations des émigrés étoient constament dédaignées ; on affectoit de mettre sur le compte de toute la nation, pour la rendre plus odieuse, les crimes de quelques particuliers, et parlà, on faisoit éclore les germes de cette guerre désastreuse, qui embrâsera l'Europe entière.

D'après cela, l'attaque des Français contre l'empereur peut-elle être dite injuste ? Peut-on les blâmer d'avoir cherché à le prévenir ? N'avoient-ils pas été assez longtems vilipendés, repoussés, méprisés, menacés ?

Au reste, le duc lui-même paroît avoir senti cela; car il ne s'indigne contre cette guerre que, parce qu'il la dit déclarée, non par le monarque, mais par ses sujets, par des usurpateurs à qui il conteste le droit de déclarer une guerre : et dans ce cas-là, il est clair que la guerre seroit injuste; mais qui ignore que la nation française a déclaré et établi

sa supériorité au-dessus de celle du roi?

Passons au deuxième point. Notre roi est allié de l'empereur, et il est obligé, dit-on, en cette qualité, de prendre part à la guerre contre les patriotes Français: sans doute un allié est obligé de secourir son co-allié lorsqu'il est attaqué sans motif; mais sans parler ici de l'alliance prussienne avec la Suède, et avec la Pologne dans des tems plus modernes, l'alliance du roi de Prusse avec l'Autriche ne peut dater que de l'époque où, comme on l'assure positivement, la Prusse avoit déjà résolu de s'armer contre les *nouveaux Francs :* eh bien, qui, pour lors, troubla l'eau le premier? est-ce le loup, est-ce l'agneau?

Le duc, d'un ton de maître, exhorte les Français, comme s'ils étoient déjà subjugués, à bien recevoir son armée et à l'assister de tout leur pouvoir, supposant toujours que les Français et les démocrates étoient des êtres différens.----C'est cette supposition qui a donné lieu à tant de démarches précipitées On a dû se convaincre depuis, que cet étrange manifeste n'a fait qu'accélérer contre Louis et ses prérogatives, ce qu'il auroit dû au moins retarder: on a dû en

couclure, qu'en de pareilles circonstances, il est juste d'écouter les deux partis, et qu'enfin *la foi* ne sauve pas toujours.

Quoiqu'il en soit, il reste une question à résoudre; pourquoi ne se fit-on pas officiellement instruire tant de la situation que des sentimens de la France, pour bien apprécier ſa valeur des accusations des émigrés; et examiner ensuite si c'étoit bien là le cas d'entreprendre pour eux une guerre qui pouvoit entraîner la ruine de tant de millions d'hommes? Pourquoi ne prit-on pas conseil de ceux qui connoissoient bien le nouvel état des choses en France? Pourquoi ne crut-on pas aux assurances de M. d'*Archenholz*, qui pronostiquoit à la plus part de nos chefs ce qui malheureusement vient de nous arriver? A-t-on eu si grand tort, d'après cela, de penser que la guerre contre les *nouveaux Francs* pouvoit bien n'être qu'un prétexte, et qu'elle avoit pour but principal tout autre objet que celui de sauver Louis?---Je passe d'autres réflexions: celles-ci étoient nécessaires pour éclairer la suite.

Le manifeste du duc fut imprimé à Coblentz, et de-là envoyé avec profusion en

France. Un membre de l'Assemblée Nationale vouloit y répondre : l'Assemblée s'y opposa, par la raison, sans doute, qu'il ne faut point disputer contre qui ignore les principes.

Ce manifeste ne fit pas fortune en France ; il fut même très-maltraité dans beaucoup d'endroits : on le lut à l'Assemblée Nationale ; chacun haussoit les épaules.

Les *nouveaux Francs* commirent sans doute aussi de leur côté une faute; ils auroient dû expliquer et montrer, au moins par générosité, comment le duc avoit été induit en erreur par des insinuations particulières et mensongères. Combien de maux cela eût empêchés ? Combien de malheurs on eût par-là détourné de sur quelques provinces de la France ? Peut-être même, par une déclaration des *nouveaux Francs*, l'entrée en France n'auroit pas eu lieu ; mais ainsi sont faits les hommes : quand on se sent humilié, c'est par le mépris que l'on veut répondre.

Les *nouveaux Francs* ne s'expliquèrent donc pas, ne nous firent rien dire, et parurent attendre tranquillement l'avenir, comme

autrefois les Anglais attendoient la flotte invincible des Espagnols.

Cependant, notre armée se trouva rassemblée, et prête à partir au premier signal. Le roi étoit arrivé; il s'étoit abouché en chemin avec l'électeur de Mayence; il venoit de faire à Coblentz la revue de ses troupes; il ne restoit plus qu'à savoir quel chemin on alloit prendre : c'est-ce que chacun attendoit avec impatience.

LETTRE

LETTRE V.

Enfin, l'armée marcha de Coblentz à Trèves ; et déjà se présente ici une question. Etoit-ce bien un trait de sagesse d'aller attaquer les Français dans leur propre pays, avant d'avoir garni les frontières de l'empire germanique sur la lisière de l'Alsace? La suite nous a fort éclairés là-dessus. -- Mais, quand les conseillers reviennent de l'hôtel-de-ville, ils sont plus prudens que lorsqu'ils y vont ; s'il est permis de comparer par un proverbe. le petit avec le grand.

Du reste, dans le tems-même, lorsque l'armée étoit campée près du Rhin, les points suivans étoient incontestables.

1°. La France est en possession de plusieurs villes fortes sur les frontières de l'Allemagne.

2°. Le chemin de la frontière de France jusqu'au Rhin est court et peut se faire en très-peu de jours.

3°. Il y avoit dès-lors un nombre assez

considérable de troupes françaises dans les villes frontières, prêtes, au premier signal, à se porter sur le Rhin.

4°. Si l'ennemi peut tenir de bonnes garnisons à Strasbourg, Landau, Spire et Mayence, il n'est presque aucune armée qui soit capable de s'opposer à ses entreprises en-deçà du Rhin.

5°. Par là, l'ennemi est à même de tirer toutes ses provisions pour long-tems du fertile Palatinat.

6°. Si l'électeur de Mayence étoit trop foible pour se défendre contre l'invasion des Français, celui du Palatinat, à Bavière, ne paroissoit pas non plus très-disposé à opposer de la résistance.

Ces six articles très-importans étoient déjà vrais à cette époque, et méritoient la plus forte attention, avant que l'armée prussienne se mît en marche pour Trèves.

Mais on ne paroissoit même pas y songer. D'où vient cela? Sans doute parce qu'on croyoit, sur les rapports des émigrés, que les *nouveaux Francs* étoient trop foibles et trop peu d'accord pour chercher même à se défendre, et qu'à la première vue de l'ennemi ils demanderoient à traiter.

Il est possible aussi qu'on ne fît pas attention à cela, d'après les projets secrets qu'on formoit pour l'avenir, et dans le dessein de porter les Français à une attaque contre l'empire germanique, afin d'acquérir par là le droit de sommer les états de l'Empire à prendre part à cette guerre, et de forcer le Palatinat ou à renoncer à son odieuse neutralité, ou à se voir traiter comme rebelle. On saura un jour ce qui étoit le plus vrai, ou de ce qui paroissoit vraisemblable ou de ce qui ne sembloit que possible. Il suffit, quant à présent, d'observer quil ne paroissoit pas qu'on eût quelque chose de bien fâcheux à craindre de la part des Français; moins encore qu'on eût à les craindre eux-mêmes s'ils se présentoient. Un certain seigneur disoit que dans cette guerre, pas un fusil ne seroit chargé et pas un ennemi ne se montreroit; tout cela étoit simplement du mépris pour les Français. On oublioit cette maxime précieuse de *Fabius Cunctator* : qu'à la guerre on ne doit mépriser personne. Ce même esprit se communiqua aux soldats qui, le soir, lorsque le canon de retraite se fit entendre, disoient entr'eux : si les Français entendent cela, ils doivent avoir une peur de tous les diables.

J'avois déjà fait part, étant encore à Coblentz, de mes réflexions à plusieurs officiers; quelques-uns les trouvoient assez vraisemblables : elles doivent leur paroître maintenant terriblement vérifiées.

Ainsi, il reste bien prouvé que le Rhin, que l'importante forteresse de Mayence sur-tout, auroient dû être garnis de troupes suffisantes, ne fût-ce qu'à fin d'y protéger le magasin considérable qui valoit plus d'un million. -- Mais avançons.

Il y a vingt-quatre fortes lieues de Coblentz à Trèves; nous ne les fîmes qu'en six marches. Le chemin est pourtant une chaussée, mais plusieurs montagnes et défilés le rendent fort difficile pour les chevaux, les charriots et sur-tout pour les canons. C'est là que l'on traverse l'*Eifel*, pays maudit par tous les voyageurs.

Les gens de la campagne des environs de Trèves sont en général très-grossiers, intéressés, superstitieux, pleins de mépris et même d'aversion pour tout ce qui s'appelle protestant; c'est pourquoi ils n'étoient pas trop contens de leur électeur, attendu qu'il nous avoit accordé, à nous-autres hérétiques, la permission de traverser leur

saint évêché.... C'est par cette même raison qu'il nous faut expliquer pourquoi nous ne fûmes pas à notre passage aussi bien reçus et traités que nous l'avions été en Prusse et en Saxe. En général, ces bonnes gens nous apportoient fort peu de vivres, nous les vendoient fort cher et nous les donnoient fort mauvais.

J'avois eu occasion d'observer l'impression que fit sur les émigrés la publication du manifeste *ducal*. Presque tous en disoient du mal, par la raison qu'il n'y avoit pas *un mot sur la noblesse*. Ils avoient espéré qu'avant tout on les mettroit en possession entière de leurs biens et de leurs prérogatives. --- La ville de *Trarbach*, sur la Moselle, étoit remplie d'émigrés.

Je m'informai aussi de la façon de penser des habitans de Trèves sur les affaires de France, et j'appris que malgré leur *moinerie* (preuve que *moinerie* ne fesoit pas toujours et par-tout des aristocrates) ils étoient pour la plupart amis des patriotes : j'en donnerai la raison quand je parlerai de notre retraite effectuée par ce pays.

Il fit très - chaud dans notre marche. Beaucoup de nos gens se trouvoient har-

J'avois déjà fait part, étant encore à Coblentz, de mes réflexions à plusieurs officiers; quelques-uns les trouvoient assez vraisemblables : elles doivent leur paroître maintenant terriblement vérifiées.

Ainsi, il reste bien prouvé que le Rhin, que l'importante forteresse de Mayence sur-tout, auroient dû être garnis de troupes suffisantes, ne fût-ce qu'à fin d'y protéger le magasin considérable qui valoit plus d'un million. -- Mais avançons.

Il y a vingt-quatre fortes lieues de Coblentz à Trèves; nous ne les fîmes qu'en six marches. Le chemin est pourtant une chaussée, mais plusieurs montagnes et défilés le rendent fort difficile pour les chevaux, les charriots et sur-tout pour les canons. C'est là que l'on traverse *l'Eifel*, pays maudit par tous les voyageurs.

Les gens de la campagne des environs de Trèves sont en général très-grossiers, intéressés, superstitieux, pleins de mépris et même d'aversion pour tout ce qui s'appelle protestant; c'est pourquoi ils n'étoient pas trop contens de leur électeur, attendu qu'il nous avoit accordé, à nous-autres hérétiques, la permission de traverser leur

saint évêché.... C'est par cette même raison qu'il nous faut expliquer pourquoi nous ne fûmes pas à notre passage aussi bien reçus et traités que nous l'avions été en Prusse et en Saxe. En général, ces bonnes gens nous apportoient fort peu de vivres, nous les vendoient fort cher et nous les donnoient fort mauvais.

J'avois eu occasion d'observer l'impression que fit sur les émigrés la publication du manifeste *ducal*. Presque tous en disoient du mal, par la raison qu'il n'y avoit pas *un mot sur la noblesse*. Ils avoient espéré qu'avant tout on les mettroit en possession entière de leurs biens et de leurs prérogatives. --- La ville de *Trarbach*, sur la Moselle, étoit remplie d'émigrés.

Je m'informai aussi de la façon de penser des habitans de Trèves sur les affaires de France, et j'appris que malgré leur *moinerie* (preuve que *moinerie* ne fesoit pas toujours et par-tout des aristocrates) ils étoient pour la plupart amis des patriotes : j'en donnerai la raison quand je parlerai de notre retraite effectuée par ce pays.

Il fit très - chaud dans notre marche. Beaucoup de nos gens se trouvoient har-

rassés, mais peu restèrent en arrière, parce qu'ils étoient alors dans toute leur force.

Dans la ville de *Wittlich*, petit endroit, mais avec un beau château nommé *Ottenstein*, je parlai à deux curés de campagne sur les affaires de France : ils n'en raisonnèrent pas mal, ne pronostiquèrent rien de bon ni pour nous ni pour les Autrichiens, et finirent par me dire que les Français, si long-tems sous un joug insupportable, avoient bien raison; mais qu'ils n'auroient pas dû toucher ni aux personnes ni aux biens du clergé. — C'étoit ainsi que chacun raisonnoit d'après son état.

Non loin de *Wittlich* est un riche couvent de bénédictins, qui fut rançonné fortement par les patriotes après notre retraite, de même que le couvent d'*Arnsburg* dans la Weteraire.

Nous trouvâmes encore à Trèves beaucoup d'émigrés. Les habitans de cette ville sont aussi fort grossiers, impolis, dévots, et sur-tout intolérans. L'université y est dans un état pitoyable; elle n'est fréquentée que par les jeunes gens du pays.

Pendant huit jours environ, nous campâmes auprès de Trèves; il y faisoit une

chaleur horrible, qui duroit même pendant la nuit. C'est avec une extrême répugnance, qu'on se voyoit contraint de boire l'eau sale et dégoutante de la Moselle. On auroit bien pu faire venir de la bonne eau des villages des environs; mais la Moselle couloit tout auprès de notre camp. Le long de la journée, les chevaux de toute l'armée étoient dans la rivière; leurs ordures surnageoient par-tout. Les soldats s'y baignoient à toute heure et y lavoient leur linge. Il falloit donc être dévoré d'une soif horrible pour se résoudre à boire d'une telle eau; et cependant on en buvoit copieusement à cause de la chaleur excessive qui étoit doublement insupportable dans ce vallon.

Les premières causes de la maladie terrible, de cette diarrhée qui tourmenta si cruellement notre armée jusqu'à l'hiver, et nous enleva tant de braves gens, furent l'eau de la Moselle et cette grande chaleur. La maladie commença à se faire sentir ici, et devint bientôt générale: très-peu en furent exempts.

Pendant notre séjour dans ce camp, on fit courir toutes sortes de bruits. Les Russes devoient être entrés en France, et déjà en

marche sur Paris. Le roi de Sardaigne avoit eu le bonheur de battre complètement les Français, je ne sais plus où. Les Impériaux les avoient aussi serrés de près. Les Parisiens avoient fait sauter l'Assemblée Nationale, détruit le club des Jacobins, remis le roi sur le trône; et les officiers ainsi que les soldats étoient charmés de toutes ces pauvretés.

Jusques-là, nous n'avions pas encore assisté à des sermons : il fut ordonné aux aumoniers de se disposer à faire ce service tous les dimanches au soir. La plupart choisirent pour sujet, la patience et la résignation à la volonté divine. --- Etrange idée de s'obstiner à faire toujours de la volonté des hommes, la volonté de Dieu !

Les habitans de Trèves ne venoient pas nous voir souvent dans notre camp, comme le faisoient ceux de Coblentz, parce que vraisemblablement ils n'aimoient pas les Prussiens : ceux-ci, en effet, n'étoient pas Catholiques Romains.

Les émigrés soutenus, comme l'on disoit, par l'argent de la Russie et de l'Angleterre, se réunirent aussi et se campèrent vis-à-vis de nous. Je n'ai jamais pu savoir au juste à

combièn se montoit la soidisant armée de ces *croiseurs*; à coup sûr, elle ne passoit pas, tout compris, le nombre de 12,000, quoiqu'on la dît forte de 30 à 50,000 : du reste, il n'y avoit aucune discipline dans cette armée, et l'anarchie y régnoit incomparablement plus que dans la France qu'ils diffamoient sous ce prétexte.

Nous décampâmes de Trèves le 12 août, et après trois marches fort pénibles, nous dressâmes notre camp, à *Montfort*, près Luxembourg ; les vivres étoient là meilleurs qu'à Trèves, où les émigrés ne ménageoient rien, et faisoient par-là renchérir toutes choses.

Les sujets de Luxembourg ne paroissoient pas contens de la régence de Vienne, et l'on y voyoit presque le germe d'une insurrection. Les Luxembourgeois, en général, sont grossiers, barbares, repoussans ; ils n'estiment aucun étranger, et n'aiment pas que l'empereur tienne une forte garnison dans la citadelle : du reste, le pays est fertile et bon, la citadelle une des plus importantes de l'Europe, et la ville, une des plus belles et des plus peuplées.

Un Italien fut ici découvert comme espion,

et reçut les honneurs du gibet, qui lui étoient si bien dus. Rien de plus juste assurément; et pourtant les plus grands héros se servent de cette espèce d'hommes et les récompensent largement. Une infamie digne de la corde est pour eux un moyen de parvenir à leur but. Qu'est-ce donc que la morale ? Qu'est-ce que la politique ? Et comment faire pour les allier toutes deux en théorie et en pratique ?

On parloit beaucoup des Impériaux qui devoient arriver et se joindre à nous : ils ne parurent pas : à leur place, vinrent ces braves Hessois qui, par arrangement particulier du Landgrave, lequel desiroit devenir électeur, furent obligés de prendre part aussi à cette malheureuse campagne.

Les généraux faisoient, au quartier-général, des paris, que dans trois ou quatre semaines au plus, la France seroit tranquille et rendue à sa situation antérieure. Je vais transcrire une conversation de deux de nos chefs, que j'ai entendue moi-même.

A. Que faudra-t-il faire quand nous serons maîtres de Paris ?

B. Avant tout, il faudra que le roi reprenne son pouvoir absolu, puis il faudra songer à la noblesse.

A. Ce ne sera pas chose facile : ses biens sont déjà pour la plupart en d'autres mains.

B. Cela ne fait rien, on les fera rendre ; on obligera les possesseurs actuels à les évacuer, et de plus à restituer ce qu'ils en auront tiré.

A. Mais que faire des chefs des patriotes ?

B. Les traiter sans pitié. Le nombre qu'on aura à pendre sera énorme : c'est indispensable : il faut des exemples pour qu'à l'avenir on ne voie plus se reproduire un pareil bouleversement. On mettra ensuite une forte garnison à Paris et dans d'autres villes considérables du royaume : la cour ira à Versailles : les frais de la guerre seront remboursés : l'Alsace et la Lorraine seront rendus à l'empire germanique, etc.

C'est par de tels propos que s'entretenoient des hommes qui, sans jugement et sans connoissance de l'histoire des révolutions, prétendoient se rendre les arbitres du sort de la France. On voit par-là que la nation française leur paroissoit dans l'impuissance la plus absolue et sans aucuns moyens ; mais, d'où savoient-ils donc cela ?

C'est dans ce camp qu'il fut ordonné que les femmes attachées aux régimens,

comme vivandières, blanchisseuses, etc., seroient, à l'avenir, sous la direction du prévôt de chaque régiment. Ce n'étoit pas assurément sans raison; car ces créatures, la honte de leur sexe (et quelle femme un peu délicate pourroit se résoudre à suivre une armée !) commettoient toutes sortes d'excès, entroient hardiment dans les camps, dans les villages, et ramassoient tout ce qui se trouvoit sous leur main : aussi étoient-elles fort mécontentes de se voir conduites par des prévôts : elles jettèrent les hauts cris, les accablèrent d'injures, vouloient leur arracher les yeux, et devinrent à la fin si furieuses, que leurs conducteurs en furent épouvantés; elles obtinrent qu'un bas-officier seulement, auroit l'inspection sur leur conduite. Cet arrangement fut d'abord observé; mais bientôt, elles reprirent leur ancien train, et l'on ne punit plus les excès de brigandage qu'elles commirent fréquemment, sur-tout lorsqu'elles furent arrivées en France. --- C'étoit une espèce de poissardes, mais la plus ignoble qu'il y eût en Prusse.

LETTRE VI.

TANT que je vivrai, je ne pourrai oublier le 19 août 1792; car ce fut le jour de notre entrée en France, et ce jour sembloit pronostiquer tout ce qui alloit nous arriver dans ce pays. Nous levâmes le camp de *Montfort* le 18 de ce mois; nous fûmes mouillés jusqu'aux os pendant la route; nous fîmes un grand dégât dans des terres couvertes de petits pois; nous en mangions considérablement, et nous continuâmes ainsi le lendemain à gagner les frontières de la France.

Dès le grand matin, quand nous partîmes, il faisoit froid comme au mois de novembre: l'air étoit piquant et le ciel obscurci. Ayant passé la frontière, nous fîmes halte pour nous consulter sur le lieu où il étoit convenable de placer le camp; la cavalerie s'arrêta aussi. Excédés de fatigue, nous nous jetâmes à terre: à peine y étions-nous qu'il commença à pleuvoir: bientôt la pluie

devint plus forte, et étoit froide comme la glace ; aussi nous nous trouvâmes percés d'eau et presque mourans de froid, lorsqu'on nous remit en route.

La terre est pâteuse en Lorraine, ce qui rendit le chemin si mauvais, qu'à peine nous pouvions marcher, sur-tout étant précédés de la cavalerie qui abimoit encore la route; d'autre part, l'artillerie et les chariots avançant, nous étions obligés de marcher à travers les champs : enfin, tremblans de froid et de pluie, nous arrivâmes à notre nouveau camp, non sans maudire et les Français et leur pays. Dans ce moment, le courage nous manquoit entièrement, et si l'ennemi s'étoit présenté, nous eussions été forcés de nous rendre : personne des nôtres n'eût été capable de charger son arme, moins encore de pouvoir se défendre avec vigueur.

Malheureusement pour nous, les tentes n'étoient pas encore là ; les chevaux de bagage ne pouvoient suivre à cause du mauvais tems. Ainsi, il nous fallut bivouaquer, et la pluie froide qui ne cessoit de tomber sur nous, rendit nos corps roides et presque immobiles.

Enfin, il fut ordonné d'aller ramasser de la paille et du bois dans les villages des environs. On croira aisément que ceux qui furent commandés pour cette expédition se mirent promptement en route, pour se procurer par la course et le travail, du mouvement, de la chaleur et de la nourriture.

Le premier village français qui fut pillé, se nommoit *Brehain-la-Ville*, endroit bien bâti et assez joli : la construction des maisons annonçoit l'aisance ; mais en moins d'une heure ce village ressembla à un désert.

Les soldats des différens régimens se firent remarquer sur-tout dans ce pillage : des chefs plus humains, qui savoient respecter l'homme dans leur ennemi, les rappelèrent fortement à la discipline, mais infructueusement.

Les hommes du village s'étoient sauvés, il ne restoit que les femmes qui ne purent empêcher que tout ce qui convenoit au soldat ne fût emporté, et le reste brisé et mis en pièces : je me sentois indigné de voir ainsi détruire de sang-froid par quelques misérables, des effets de mé-

nage qui leur étoient inutiles et qu'ils ne pouvoient emporter.

Ces pauvres gens se lamentoient; ils s'écrioient : O mon Dieu ! O quel malheur ! ---Et nos soldats de leur rire au nez et de les appeller *patriotes.* --- C'est quelque chose de bien étrange, que par de simples convenances, les hommes parviennent ainsi à fouler aux pieds les convenances éternelles de la nature ! Du reste, les plus intraitables et les plus avides étoient, comme j'ai eu lieu de le remarquer, ceux qui avoient des parens ou femmes ou enfans dans l'indigence, et pour lesquels, ils cherchoient à faire du butin dans de telles rencontres.

Les officiers qui les conduisoient, n'étoient nullement capables de retenir les pillards; et d'ailleurs, on ne pouvoit guères regarder de si près à bien des choses, par le tems horrible qu'il faisoit.

Nous trouvâmes dans presque toutes les maisons des cartouches, de la poudre et du plomb, d'après le nouvel ordre établi en France, en vertu du quel chaque habitant étoit tenu de se pourvoir de munitions de guerre.

On

On emporta dans le camp du blé en gerbe, faute de paille : ainsi, tant que nous fûmes en France, nous ne couchâmes que sur du blé ; il en fut détruit et répandu une quantité énorme.

Les autres villages, même celui où logeoit le roi, eurent le sort de *Brehain-la-Ville*.

On entend encore un peu l'Allemand dans ces cantons ; mais on ne le parle pas.

Ce ne fut que sur le soir que nous dressâmes les tentes ; et comme nous étions percés par la pluie et couchés sur de la paille mouillée, nous passâmes une fort mauvaise nuit : nous étions d'ailleurs couverts de boue de la tête aux pieds, ceux, sur-tout, qui avoient rapporté sur leurs dos des moutons.

On ne voyoit, le jour suivant, dans tout le camp que des débris du pillage, des peaux de moutons, des entrailles de cochons, des plumes d'oies, de poules, etc. etc.

Le duc de Brunswick instruit de ces abus, donna sur le champ un ordre très-sévère pour qu'on ne les tolérât plus à l'avenir, et que les coupables fussent poursuivis et punis sans pitié. Cet ordre produisit quel-

qu'effet dans le commencement, mais peu-à-peu on se relâcha, comme on le verra dans la suite. Faut-il en être surpris, s'il est vrai que ventre affamé n'a point d'oreilles?

Le lendemain, il fit beau : nous nous mîmes tard en marche ; mais l'avant-garde étoit partie de grand matin : nous dressâmes enfin notre camp près de Longwy, le long d'un bois.

Le même jour, le duc, qui avec un train d'artillerie et quelques bataillons s'étoit avancé sur Longwy, somma la forteresse de se rendre : on le refusa, et la canonade commença.

Mais, lorsque la foible garnison de Longwy vit que l'attaque devenoit sérieuse, elle prit le parti de se rendre, pour empêcher sans doute, qu'une aussi jolie ville ne fût endommagée : elle capitula, et la garnison obtint de sortir librement : il fut accordé aux citadins sûreté et liberté. C'est ainsi que les Prussiens s'emparèrent de la forteresse de Longwy en Lorraine.

Cette ville ne pouvoit-elle pas tenir plus long-tems? sans doute ; mais ce n'est pas ici que j'examinerai pourquoi elle ne le

fit pas ; ce sera quand je parlerai de la reddition de Verdun.

Longwy se rendant aussi facilement, on se crut en droit d'espérer que la France seroit entièrement pacifiée en moins de trois semaines.

Les émigrés avoient soutenu, qu'en France, tout étoit dans une confusion horrible, qu'on y manquoit du nécessaire, que l'agriculture et le commerce avoient disparu; tout cela se trouvoit faux : jamais, au contraire, je n'ai vu les travaux de la campagne plus florissans qu'ils l'étoient en 1792, en Lorraine, dans le Clermontois et dans la Champagne ; les jardins étoient aussi très-bien entretenus; le bétail et les bergeries dans le meilleur état : on voyoit partout un air d'aisance. Les habitans des villages avoient mis en sûreté leurs meilleurs effets, et s'étoient sauvés eux-mêmes ; mais les soldats déterrèrent encore bien des choses qui pouvoient satifaire leur cupidité.

J'eus souvent occasion de parler à des agriculteurs sur les affaires du tems; ils me répondirent tous, sans exception, et à ma grande satisfaction, que depuis la révolution tout alloit mieux, et que l'avenir

leur présentoit de grandes espérances. La livre de sel, par exemple, me dirent-ils, valoit du tems de la ferme et de l'ancien régime 5, 6 jusqu'à 7 sols, et ne vaut actuellement que 2 sols, etc.

Les Lorrains n'ont pas à beaucoup près autant de finesse que les autres Français; cependant, les paysans, en Lorraine, sont plus aimables que les citadins à Trèves, à Mayence, dans le Palatinat et autres provinces d'Allemagne.

Tous ceux qui étoient restés, avoient eu la précaution de prendre la cocarde blanche, parce que c'étoit la royale et l'antipatriotique; et dans tous les villages où nous passions, on voyoit flotter les drapeaux blancs: mais ces mêmes cocardes blanches et ces drapeaux disparurent peu de tems après.

Nous restâmes 8 jours auprès de Longwy; le tems étoit horrible; il pleuvoit sans cesse, et la diarrhée commençoit à tourmenter nos soldats; ils perdirent leurs couleurs, devinrent foibles, et étoient obligés de se tenir toujours sous la tente; la gaieté avoit tout-à-fait disparu: on conduisoit chaque jour à l'hôpital de Longwy une multitude de

malades : la rareté et la cherté des vivres n'y contribua pas peu. L'eau-de-vie, ce premier élément du soldat, sans lequel une armée dépérit, lorsqu'on en éprouve trop long-tems la disette, devint rare et renchérit de jour en jour ; il y avoit pourtant toujours de la viande, mais bien mauvaise et bien maigre pour faire de la soupe. L'eau, dans cette contrée, est mal-saine et provoque même la dissenterie.

Pendant notre séjour en France, je n'ai entendu de la bouche de nos guerriers ni chants, ni bons mots, ni plaisanteries : preuve certaine de leur mal-aise en tous points.

Nos tentes étoient d'une mauvaise toile : la pluie la traversoit par-tout, et nous étions dessous presque comme en plein air ; on ne songeoit pas aux travaux nécessaires pour la propreté ; aussi la vermine de toute espèce se multiplioit par-tout, et désoloit nos soldats ; ceux-mêmes qui, pour l'ordinaire, étoient les plus propres, n'en furent pas exempts.

Le lait étoit fort rare : celui dont nos chefs usoient pour leur caffé, ils se le procuroient par le moyen de chevres attachées pendant la marche aux chevaux de bagage ;

on les avoit enlevées aux paysans : elles étoient en grande quantité : ces animaux furent très-bien nourris, quelquefois même aux dépens des chevaux : il en reste encore beaucoup.

Le bois, au-tour duquel le camp étoit placé, appartenoit à une abbaye; il fut mis en si mauvais état, que dans 50 ans il pourra à peine être rétabli. Les champs, dans une très-grande étendue, furent aussi dévastés; on y coupoit beaucoup plus de froment et de blé, qu'on n'en pouvoit consommer; au reste, personne n'entroit dans les villages, et aucun ne fut, à proprement parler, livré au pillage pendant notre séjour à Longwy, quoique plus d'un soldat allât à la petite guerre.

Les cultivateurs nous apportoient d'excellent pain blanc, mais à un prix exorbitant. Un tel pain, pesant quatre à cinq livres, coutoit un petit écu. Il est agréable à manger, mais bientôt on s'en dégoute. J'en ai fait sur-tout l'expérience à Verdun.

On fit distribuer quelquefois aux soldats des provisions tirées du magasin que les patriotes avoient à Longwi; comme, eau-de-

vie, vin, tabac, lard, pois, sel, etc. Les Français sont pourvus très-abondamment dans leurs villes de guerre : il paroît que leur premier soin est l'approvisionnement; il y en avoit une telle quantité qu'une garnison de mille hommes auroit pu s'y soutenir pendant un an. Il y avoit aussi beaucoup de munitions. Ces précautions en tems de guerre, sont de la plus absolue nécessité. Tant que le soldat trouve à boire et à manger, il conserve son ardeur et son courage au milieu même des plus grandes fatigues. S'apperçoit-il de la diminution des vivres, il devient triste et facile à vaincre.

Il fut permis à quelques régimens de prendre dans les champs des pommes de terre, des carottes, etc. et de les garder pour leur propre usage. Les autres régimens s'en passoient.

La cavalerie au reste, est en général mieux à cet égard que l'infanterie ; elle peut rôder par-tout, n'est pas tant surveillée et a mille occasions de faire des captures pour se bien nourrir : mais dans cette campagne elle eut lieu de se plaindre tout autant que l'infanterie.

Pour rendre raison de notre long séjour près Longwy, l'on disoit qu'on attendoit l'arrivée des Autrichiens : d'autres marmotoient quelques mots de paix prochaine.

Ce petit essai de notre campagne étoit plus que suffisant pour nous la faire détester. Nos chefs eux-même la maudissoient à chaque instant. Ils manquoient de toutes les commodités de la vie. Ils se voyoient obligés, comme les soldats, de souffrir l'intempérie des saisons, et comme eux, de se traîner daus la boue. La faim les dévoroit aussi, et souvent le pain de munition étoit leur seule nourriture. Il faut avouer qu'il y a un peu de différence entre cette vie, et celle que l'on mène en garnison ou dans une campagne comme celle que nous fîmes il y a deux ans en Silésie.

Les avant-postes étoient de tems en tems aux prises, et quelques prisonniers nous furent amenés.

LETTRE VII.

De Longwy nous marchâmes sur Verdun par un chemin affreux. Je me réjouissois de voir cette ancienne ville fameuse par la guerre des huguenots, et qui, à ce que l'on assure, avoit eu l'honneur d'être protégée visiblement par la *Sainte - Vierge - Marie* contre les canons des hérétiques : on aime à savoir qu'une sainte dame s'est immiscée dans les affaires militaires. Qui peut maintenant trouver à redire aux exploits de ce genre des demoiselles *Fernigs* et autres françaises de nos jours ? --- Il n'y a plus rien de nouveau sous le Ciel !

Henri II, roi de France, enleva à l'empire, Verdun, Metz et Toul, lorsqu'il fit alliance avec les protestans : et maintenant, orthodoxes et hétérodoxes se réunissent aussi ; qu'on y réfléchisse ; et l'on verra que la politique a de tout tems emprunté un de ses plus spécieux prétextes

de l'église hiérarchique. Le Christ disoit il est vrai : mon règne n'est pas de ce monde ; mais les *départemens* de beaucoup de chrétiens n'en ont pas moins adopté un pape, en dépit de Luther et de Rousseau !

De Longwy à Verdun nous ne fîmes que deux marches, mais si pénibles, que beaucoup de nos soldats restèrent en arrière et d'autres en moururent.

A quelques lieues de Verdun, est située la fameuse abbaye de Châtillon, qui se trouve maintenant débarrassée de ses pieux célibataires, et remise entre les mains de possesseurs profanes.

J'appris par un meunier que les bâtimens de l'abbaye, y compris les jardins, avoient été vendus par la nation, pour la modique somme de 46,000 livres ; et que le possesseur en avoit fait démolir quelques uns et vendu les matériaux, qui avoient servi à faire des maisons et des granges. Lui-même tenoit ci-devant son moulin à bail ; mais depuis il en étoit devenu propriétaire, ainsi que de quelques arpens de bonnes terres ; et tout cela ne lui revenoit qu'à 1600 livres. -- De cette manière, vous les avez eu à bien bon

compte, lui dis-je? Pourquoi, à bien bon compte, me repliqua-t-il? Les moines ci-devant les avoient encore à bien meilleur marché : il ne leur en coutoit dans cette vie qu'un : *Dieu vous en récompensera dans l'autre.* Cette monnoie a perdu de nos jours son empreinte, et notre nation en a besoin d'une qui soit un peu mieux marquée. Nous avons des dettes et une guerre sur les bras : il faut donc que l'Assemblée Nationale ne prodigue pas les biens des moines en les partageant pour rien entre les paysans ; mais il faut aussi qu'elle ne les leur fasse pas payer trop cher : par ce moyen, on soutient et la nation et les nationaux. Je trouvois assez fondée, quoique plaisante, la réponse du meûnier, et j'avançai.

Dans tous les villages, nous vîmes des maisons et des granges neuves, dont les unes étoient achevées et d'autres bien avancées. J'étois charmé de cette marque sensible du retour du bien-être en France. Je m'en entretins assez au long avec un paysan. Celui-ci me dit : Il est bien tems que nous songions à réparer nos maisons ; sous l'ancien régime despotique, il étoit impossible à un

pauvre homme comme moi de réserver la moindre chose pour ses réparations ; bien moins pouvoit-il penser à bâtir à neuf. La cour, la noblesse et le clergé mangeoient tout. L'on nous pilloit de toutes manières ; l'on nous arrachoit le dernier sol : il nous falloit donc tout laisser périr ; et voila pourquoi, en ce moment, nous bâtissons ou nous réparons à force : bien nous en vaut d'en avoir à-peu-près le moyen. --- Je fesois remarquer ces propos à ceux qui étoient avec moi, et leur montrois à quel point les émigrés nous en avoient imposé sur la nouvelle situation de la France. Ils avouèrent que j'avois raison.

Les forêts, dont la Lorraine abonde, se partagent pour la plupart entre les villes et les villages : mais on a grand soin que les paysans ne dégradent le bois et ne le fassent périr. L'ordonnance des bois et forêts pour la Lorraine est un chef-d'œuvre de bonne économie rurale ; elle ne contient rien des corvées et autres oppressions seigneuriales, qui font périr de misère les cultivateurs dans quelques contrées d'Allemagne. Les Lorrains ne vont qu'une fois l'an au bois, pendant quinze jours de suite : alors, sous l'inspection d'un maître

des forêts, ils coupent autant de bois qu'il en faut pour chaque district et le ramassent par tas. Ces bois une fois desséchés, sont distribués également entre le bourgeois et le paysan. Cela fait, personne ne peut plus y retourner : il n'est plus question alors d'acheter des bois de la forêt : celui qui voudroit s'en procurer. est obligé de s'adresser à celui qui peut céder quelque chose de sa portion. Quant aux plantations et à la manière d'éclaircir les bois, on y porte des soins en commun et toujours sous l'inspection d'un préposé.

Nous entendîmes gronder le canon, quoique éloignés encore de quatre lieues. C'étoit la garnison de Verdun elle-même qui saluoit ainsi les émigrés, lesquels s'étoient en effet avancés vers la ville à gauche. Ce n'étoit pas un feu continuel et dans les règles; aussi cessa-t-il bientôt.

Notre camp fut dressé à une demi lieue de Verdun, en de-çà d'une montagne qui nous empêchoit de voir la ville.

Dès le lendemain, le duc fit sommer la ville de se rendre : il fut refusé; et le commandant fit dire qu'il préféroit la mort. Il a tenu parole.

Verdun, comme forteresse, n'est pas d'une grande importance : la fortification en est antique ; et la citadelle quoique élevée, pourroit être foudroyée par le canon posté sur une éminence voisine, sans que la garnison pût endommager beaucoup les batteries des assiégeans. Les Français le savent bien ; aussi depuis plus de deux cens ans n'a-t-on rien fait pour réparer les fortifications de cette ville. On savoit qu'il étoit très-aisé de la prendre, si un ennemi pouvoit s'avancer jusques - là. C'est pour cette raison qu'on construisit les deux forteresses petites, mais bonnes, de Longwy et de Thionville, qui valent incomparablement mieux que celle de Verdun.

Le duc de Brunswick, voyant qu'il ne pouvoit pas prendre la ville de Verdun sans employer le feu, fit dresser des batteries et y fit placer des canons : puis, dans la nuit du trente septembre, il commença à la bombarder. Quelques grenades tombant dans la ville y portèrent l'incendie. Ce prince humain qui ne vouloit pas la détruire, fit cesser le feu de tems en tems afin de donner le loisir aux assiégés de prendre des mesures pour la reddition : il y eut en effet

beaucoup de pourparlers, tant qu'à la fin la bourgeoisie, ou plutôt ce qu'on nommoit *le conseil exécutif*, força le commandant à rendre la ville.

Il est bon d'observer, que ce conseil exécutif avoit été institué par l'Assemblée Nationale pour empêcher les trahisons des commandans, dans les villes fortes; mais, comme il étoit composé en grande partie des municipaux, habitans de ces mêmes villes, qui avoient plus à perdre à un siège opiniâtre que le commandant national, ils préféroient le bien de leur cité au bien de la nation, et contraignirent souvent les commandans de se rendre. C'étoit du moins ce qui étoit arrivé à Longwy; c'est aussi ce qui arriva à Verdun. Il vaudroit beaucoup mieux que ce conseil fût composé, du moins quant à la majorité, de députés d'autres villes, ou il faudroit que tous les commandans fussent des Wimphen (1).

---

(1) Wimphen, alors, n'avoit point encore trahi la France, et paroissoit la servir très-loyalement. (*Note du Traducteur.*)

Le conseil de Verdun somma donc le commandant de rendre la ville. Il s'expliquoit sans détour : il n'avoit pas envie, disoit-il, de périr étant bien portant, ni de mourir de faim. Jamais, en un mot, il ne consentiroit à laisser détruire par le feu de l'ennemi, et la ville et son bien.

Le commandant, plein d'un vrai courage et du plus noble patriotisme, honoroit le poste dont il étoit chargé et ne vouloit le rendre qu'avec sa vie : il lui paroissoit affreux de voir aux mains de l'ennemi une ville que la nation l'avoit chargé de défendre. Il s'irrita courageusement contre la poltronerie des habitans, et plus encore contre le dévouement rampant du conseil de Verdun ; et après une longue et inutile résistance, il finit par dire : Eh bien ! messieurs, j'ai fait le serment de mourir plutôt que de me rendre. Survivez, vous, à votre honte et à votre deshonneur puisque vous le voulez, mais moi je serai fidèle à mon serment ; voilà mon dernier mot : je meurs libre. -- Et un coup de pistolet termina sa vie.

On concevra aisément que cette action héroïque et vraiment républicaine, jetta dans l'ame des membres du conseil une

surprise

surprise foudroyante; mais ce fut-là tout : ces conseillers étoient de véritables *Thersites* pour le courage; et après une délibération convulsive, ils trouvèrent très-bien de confier à un misérable nommé *Ryont* le commandement, pour se rendre.

On fit bien des commentaires sur l'action de ce commandant. Quelques-uns osoient dire que c'étoit un poltron ; assurément je suis loin d'adopter une telle opinion : un pareil suicide n'est rien moins que de la poltronerie. D'autres le comparoient à Caton, et je suis bien plus de cet avis ; j'ai pris des informations à Verdun sur le caractère de ce héros : on ne pouvoit s'empêcher d'en parler avec le plus grand éloge ; c'étoit un des grands défenseurs de la liberté républicaine des Français : son nom étoit *Beaurepaire.*

J'ai été charmé d'apprendre depuis, qu'on avoit fait son apothéose au théâtre National à Paris ; que sur le théâtre du Palais, on joua aussi une autre pièce sous le titre de *la mort de Beaurepaire.* C'est ainsi que les *nouveaux Francs* récompensent ; et de pareilles récompenses excitent plus puissament que les cordons et les croix.

La garnison trahie se vit donc forcée de capituler. On lui accorda de sortir tambour battant ; et les Prussiens entrèrent.

Il y a au haut de la citadelle une grande place qu'on nomme, depuis la révolution, place de la Liberté ; là étoit dressé un arbre de la liberté, surmonté d'un bonnet de fer-blanc peint aux trois couleurs ; les Prussiens arrachèrent ce bonnet et le posèrent sur une roue amenée exprès pour cette cérémonie ; mais rien n'est de longue durée : car, après notre départ, le bonnet fut remis à sa place.

A notre entrée, les rubaniers de Verdun s'occupèrent nuit et jour à faire des cocardes blanches ; car, depuis ce moment, les citadins, paysans, seigneurs, moines, même les capucins, tous en portoient : elles furent bientôt après changées contre des cocardes nationales ; de même aussi le drapeau blanc qui flottoit sur la tour de la cathédrale, fut promptement enlevé, dès l'instant où les Prussiens, pressés par la nécessité, jugèrent à propos de se retirer.

Un bataillon du régiment du duc et un de *Schoenfeld* furent mis en garnison à Verdun, et peu après furent remplacés par d'autres.

C'est de là qu'on alloit fourager militairement pour ceux qui gardoient le camp; les soldats avoient ordre d'apporter des légumes. Les pommes de terre n'étoient pas bien mures encore : ce qui n'empêchoit pas qu'on ne les dévorât : aussi la dissenterie devint-elle générale; beaucoup furent transportés du camp à l'hôpital de Longwy. A peine la moitié d'une compagnie pouvoit faire son service; les autres étoient à l'hôpital, ou se trouvoient si exténués, qu'ils étoient hors d'état de servir. Ces malheureux firent usage, pour se soulager, de beaucoup de poivre et de la graine qu'on nomme *galange*, mais infructueusement; on ne pouvoit voir sans horreur, les tristes effets de cette dissenterie, que l'on rencontroit même devant le front de l'armée.

Verdun est une ville d'une médiocre grandeur; mais elle a de beaux édifices, principalement le palais de l'évêque; la cathédrale est une des plus belles que j'aie vue; l'église des bénédictins dans la citadelle, quoique fort ancienne, est pourtant belle aussi.

Les habitans de cette ville sont très-polis; ils parlent bien français, beaucoup mieux qu'à Longwy; les femmes, sur-tout, y sont

belles ; la plupart ont les cheveux et les yeux noirs, mais la peau blanche comme la neige, et d'une extrême douceur; elles ne cherchent pas à briller par l'ajustement, et paroissent toutes assez éloignées de coquetterie; elles ont pourtant un air ouvert et n'en sont pas moins réservées, même dans la classe la plus pauvre. Chez la plupart, nos amateurs ne trouvoient pas tout-à-fait leur compte, et les moins hardis d'entre eux se virent obligés de mettre de la réforme dans leurs gestes et leurs paroles.

Au reste je suis tout-à-fait d'accord avec les Français, qui permettent à leurs femmes et filles de se trouver librement en société avec les hommes : c'est le moyen d'être moins souvent trompé. -- La mode en France est de se donner beaucoup de baisers : l'usage les rend un peu sans conséquence.

Dans les affaires commerciales, les Français m'ont paru tenir à l'honneur ; veut-on acheter quelque chose, connoisseur ou non, on a de la bonne marchandise ; ils vous préviennent même sur ce qu'ils ont de meilleur. Je crois bien pourtant qu'il y a quelques exceptions à faire.

Pour vous donner une idée de la manière

dont un Français sait maintenant défendre sa liberté, je vais transcrire une de mes conversations avec un ferblantier de Verdun : il s'appelloit M. *Pierrot*, et demeuroit aux petits escaliers.

Moi. Vous soutenez donc qu'un état ne peut pas subsister sans magistrats ?

Pierrot. Sans doute ; mais bien entendu que ces magistrats ne seront point des despotes, c'est-à-dire, des gens qui donnent leur volonté pour loi. Un magistrat ne doit être en place que pour faire observer les loix, et les appliquer aux cas particuliers : voilà tout.

M. Mais le magistrat n'a-t-il pas aussi le droit de faire des loix ?

P. Et où donc avez-vous vu cela ? Non sans doute ; ce n'est qu'à la nation, ou plutô à ceux quelle a choisis, et qui lui ont paru les plus habiles. Je regarde les loix comme une médecine : qui la fera cette médecine ? N'est-ce pas la nation qui doit connoître son mal et ses blessures ? Les seigneurs rois avec leurs ministres ne doivent rien y entendre; songeoient - ils seulement à s'informer du mal de leurs sujets ? ils avoient bien autre chose à faire ! Aussi, comment voulliez - vous qu'ils nous don-

nassent de bons remèdes? -- Quant au magistrat dont vous m'avez parlé, qu'il propose des loix, je le veux bien; mais qu'il en fasse, non: ce n'est pas là son métier.

M. Il paroît par tout ce que vous dites, que vous rejettez toute puissance souveraine?

P. Dans un homme? Oh! très-certainement, car elle tue la liberté; elle est contraire à la nature, et une nation qui a du bon sens ne sauroit la supporter.

M. Vous vous avancez beaucoup.

P. Pas plus qu'il ne faut, je vous assure: dites-moi, avez-vous lu l'*essai sur les privilèges de l'abbé Sieyes*? ou cet autre livre *des droits et des devoirs des citoyens par l'abbé de Mably*? ou l'*essai du catéchisme national*?

M. Non.

P. Eh bien, je vous les ferai lire, et vous verrez après si j'ai raison; vous y trouverez que la puissance souveraine, comme on l'a entendu jusqu'à présent, est un état dans l'état; qu'elle bride notre activité et notre liberté; qu'elle fait de nous de vraies machines; qu'elle procure le bien-être de quelques privilégiés, mais toujours aux dépens de la masse; qu'elle est en un

mot contraire à la destination du genre humain, ainsi qu'à sa perfection. -- Lisez ces écrits, et je suis bien sûr que vous serez de mon avis.

M. Mais la bible nous dit : que chacun obéisse au magistrat qui a la puissance sur lui ; et voyez à quelle époque elle disoit cela : c'est précisément dans le tems des plus despotes de tous les empereurs ; malgré cela, *Paul* ne balance pas à vouloir qu'on obéisse.

P. Je suis le très-humble serviteur de votre bible, mais ce livre commence à passer de mode ; on en a tiré un peu trop, et sur-tout un peu trop long-tems, des maximes en faveur des despotes civils ou religieux. En voilà bien assez. -- On pourroit encore, après tout, vous expliquer votre *Paul.* Quel étoit son but ? Il voyoit, je crois, qu'on reprochoit tous les jours aux chrétiens de ne pas reconnoître d'autorité ; il voulut écarter ce reproche, et voilà pourquoi il mit tout exprès dans ses épîtres : *que chacun soit soumis aux puissances :* mais comme c'est tout le contraire qui arriva, il y a apparence qu'il donna une instruction secrete à ses chrétiens, pour les avertir de ne pas trop prendre cela au

pied de la lettre. -- Paul vouloit d'ailleurs gagner du tems. -- Et enfin, par son systême, il rapportoit tout à Dieu : ce n'est donc pas merveille, s'il vouloit qu'on obéît toujours.

M. Du moins ne pouvez-vous pas nier que la puissance souveraine ou des souverains ne soit fondée sur le droit du plus fort, qui est souvent aussi le droit de nature.

P. Le droit du plus fort, ami, est le droit des tigres. -- Et puis, si vous le preniez par-là, qui est-ce qui est le plus fort de l'entier ou d'une partie, de la nation ou de son commis ? Poursuivez.

M. Mais quand un peuple est vaincu, le vainqueur, par le droit de la guerre, peut le passer au fil de l'épée, et à plus forte raison lui prescrire des loix.

P. Le droit de la guerre ! Bon Dieu, quel droit ! Mais passe : du moins cet horrible droit ne doit s'exercer que sur ceux qui étoient en armes contre le vainqueur, et non sur des gens sans défense, sur des femmes, et encore moins sur ceux qui n'étoient pas encore nés : sans quoi, je ne vois là qu'une tyrannie exécrable. Ainsi,

Henri II pouvoit peut-être user de ce droit à Verdun, je le veux bien ; mais Louis XVI bien surement ne le pouvoit pas ; et cependant on prouveroit peut-être que les Verdunois ont été moins bien traités encore par Louis XVI que par Henri II.

M. Mais si un peuple veut bien renoncer à sa liberté ; s'il consent à confier son droit aux mains d'autrui ; n'en est-il pas bien le maître : et celui à qui il le remet, ne devient-il pas souverain légitime ? Ne peut-il pas alors commander selon sa volonté ?

P. Selon sa volonté ! Savez-vous bien ce que vous dites-là ? Si une nation pouvoit avoir la fantaisie de confier un droit de ce genre, elle voudroit surement savoir jusqu'où pourroit aller cette volonté, si cette volonté ne se tourneroit pas précisément contre elle ; sans quoi, la nation seroit une folle, et ce qu'elle auroit fait seroit nul. Il faut que ce que je dis là soit bien vrai ; car, lorsqu'un particulier fait une telle concession à un autre, les loix des despotes eux-mêmes la cassent. -- Au reste, j'ai toujours ouï dire que jamais la puissance n'étoit venue aux despotes de

cette manière ; on ne leur a point fait de pareille cession : ce qu'ils ont, ils l'ont pris de force ou par des ruses diaboliques.

M. Qu'entendez-vous par un despote ?

P. Cela va sans dire : c'est tout homme qu'on appelle souverain, qui maltraite le peuple qu'il gouverne et son pays, en dépit de toutes les loix de la nature : par exemple nos Louis.

M. Louis XVI pourtant n'étoit pas la véritable cause des maux de la France ; mais bien ses ministres, qui, abusant de la foiblesse de son cœur et de sa tête, exerçoient sous son nom des vexations odieuses.

P. Cela peut être : et que s'en suit-il ? Que c'est un double malheur lorsque c'est un homme foible qui est souverain ; parce qu'alors on voit fourmiller sous lui une foule de petits tyrans : nous l'avons assurément éprouvé de la bonne manière sous nos derniers rois : graces soient rendues au génie de la France de nous avoir enfin délivrés à jamais de leur joug !

M. A jamais ! Et si de manière ou d'autre, ce joug étoit mis de rechef sur le col des Français ?

P. Allez, toutes les forces de l'Europe et tous ses rois ne pourront jamais faire que la terre des *Francs* redevienne la terre des esclaves. Je vois avec peine que votre roi, qu'on dit bon, travaille aussi à nous remettre dans notre ancienne servitude ; mais qu'il sache qu'il est aussi impossible qu'il rétablisse le despotisme de Louis XVI, qu'il l'est que lui-même devienne roi de France.

C'est à-peu-près ainsi que me parla M. Pierrot, et je vis avec admiration, que le citoyen français, de tous les états, ne défend pas sa liberté en homme frivole, mais par des raisons fortement réfléchies ; et M. Pierrot n'est pas le seul que j'ai vu de ce genre : j'en ai rencontré un très-grand nombre.

Nous savons ce que peuvent produire des bagatelles, me disoit-il dans un autre moment, lorsqu'il étoit question entre nous des causes les plus éloignées de la révolution. Une épigramme, un mot à double sens d'une femme de la cour ou d'un ministre, ont eu souvent des suites importantes. Qu'on se rappelle celles de la conduite de la duchesse de Malborough

envers la reine Anne; qu'on se rappelle madame de Pompadour, Voltaire et autres. Les mémoires du comte de Maurepas vous montrent l'effet des chansons en France: je les ai ici : vous pouvez les lire; ce qu'on y trouve au sujet d'un soi-disant *régiment de la Calotte* est vraiment remarquable. Une société, dont le président étoit un M. Aimon, porte-manteau de Louis XV, vieillard très-estimable par son caractère et ses connoissances, établit une sorte de censure publique; fit des épigrammes, des odes, des bons mots de toute espèce sur les évènemens journaliers, et devint, par l'influence qu'ont eue dans tous les tems les chansons à Paris et à Versailles, politiquement redoutable. Maurepas en étoit un des membres les plus zélés. Les chansons plurent; elles désignoient, à ne pas s'y tromper, les courtisans et les ministres : on ne ménageoit pas plus les uns que les autres, et presque toujours le cachet de la vérité s'y trouvoit.

Voilà peut-être l'origine de l'opinion publique en France : le gouvernement, fier de ses troupes, la dédaignoit ou n'avoit pas l'art de la maîtriser assez pour

qu'elle lui fût moins funeste ; il flottoit sans cesse entre l'insolence et la crainte, et cet état d'incertitude ne servit pas peu à amener la révolution. Madame Pompadour fit taire quelque tems cette voix censoriale ; mais, comme cela devoit être, elle devint plus forte par la défense. Voilà ce qui arriva de son tems. Dans le nôtre, l'histoire du *collier* produisit un très-grand effet. *Talleyrand-Périgord*, ancien évêque d'Autun, d'après tous les bruits scandaleux qui se répandoient à ce sujet sur la reine, Vaudreuil et madame de Polignac, dit à *Champfort : Faites bien attention à ce misérable collier. Je ne serois nullement surpris qu'il ne renversât le gouvernement de France.* Sa prophétie s'est accomplie. -- On commença dès lors à parler très-haut sur les dettes, la banqueroute, les mœurs de la cour, de la reine, des princes ; de là, on passoit à l'administration de l'état et des finances, etc. Ce qui en est résulté, nous le voyons en ce moment, et nous ne sommes pourtant encore qu'au commencement. C'est donc ainsi qu'arrivoient les plus grands évènemens par les plus petites causes ! Les princes ne pensent pas à tout cela : ils ont des

armées ; et puis, ils aiment bien mieux punir que se corriger : ils vont toujours leur train ; mais toujours aussi, l'opinion va le sien. Ne péchez pas, est-il écrit quelque part, alors je ne prêcherai pas.

LETTRE VIII.

DANS la citadelle de Verdun est une célèbre abbaye de bénédictins; elle a des bâtimens et des jardins fort beaux, et une église magnifique, comme je l'ai déjà observé. Au commencement de la révolution, cette abbaye fut sequestrée, et les moines qui ne vouloient point prêter le serment à la nation, qui par-dessus tout étoient fort mécontens de la pension qu'on leur destinoit, furent chassés. Le peuple patriote commit des excès à cette occasion, comme c'est assez l'ordinaire en pareil cas. Dans l'église, il mutila de belles statues de marbre et brisa l'orgue; et quant aux cellules, caves, greniers, magasins, tout ce qui s'y trouvoit disparut en un instant, à l'exception de ce qui ne put être facilement enlevé, et qui devint ensuite la proie des Prussiens: du reste, notre roi permit aux moines de rentrer dans leur couvent, et de reprendre possession de leurs biens;

mais ceux-ci prévoyant sans doute qu'ils n'y seroient pas pour long-tems, et qu'il pourroit leur en mesarriver, se décidèrent à rester où ils étoient; les autres couvens, à Verdun, restèrent aussi vides : en général, ces nids de fainéans se trouvent maintenant détruits en France.

Au commencement de la révolution, l'évêque de Verdun refusa de prêter le nouveau serment : en vain on voulut à plusieurs reprises l'y engager; il fut inébranlable : alors, la nation déclara son siège vacant, et toute fonction lui fut interdite; la cathédrale resta fermée plus d'un an : enfin, on choisit, pour évêque, un homme qui paroissoit fort attaché à cette place, et que le clergé reçut sans protestation. Son revenu, pour vivre épiscopalement, étoit beaucoup moindre que celui de son prédécesseur; il se réduisoit à 20,000 livres : ce qui, après tout, me semble fort suffisant pour un moine qui se prétend successeur du Christ, de Pierre et de Paul.

L'archevêque de Trèves, de qui dépend l'évêché de Verdun, *in spiritualibus et ecclesiasticis*, comme disent les catholiques, ne trouva pas de son goût cette opération,

et

et en demanda raison ; on répondoit qu'un évêque français ne devoit pas dépendre d'un archevêque allemand ; sans compter que la nation ne connoissoit plus d'archevêques, ainsi que dans la primitive église, et à plus forte raison d'archevêques étrangers ; mais à la fin, on chercha encore à arranger cette affaire de moine à l'amiable ; on proposa des indemnisations pour ces prétendus attentats ; l'archevêque, bien loin de vouloir y entendre, favorisa de tout son pouvoir les émigrés, ramassa des troupes dans les Pays-Bas ; et c'est ainsi que les *nouveaux Francs* se virent obligés de se mettre en défense.

Les évêques français ne dépendent plus que de la nation et des loix de leur patrie : le pape n'a plus rien à leur ordonner ; il n'y a plus même ni archevêques, ni cardinaux, ni synodes, etc. etc. Les mots *ecclesia gallicana*, *sanctio pragmatica* n'ont plus qu'une historique signification : enfin, la nation *très-chrétienne* est devenue très-philosophique, et a fait en ce genre des pas de géant que Luther et Joseph n'ont pas osé risquer ; mais tout arrive avec le tems. Chacun maintenant peut croire en

France tout ce qu'il veut; s'il pense, pour son salut, avoir besoin d'un prêtre, il ne tient qu'à lui de le prendre et de se faire baptiser, absoudre, communier, donner les saintes huiles autant que bon lui semble; il peut aussi faire bâtir ou louer des églises pour y jouer la comédie publiquement: tous absolument ont le même droit; mais jusqu'à présent, les huguenots, d'après le proverbe, *plus on peut, moins on veut*, n'ont point élevé d'église, si ce n'est à Toulouse, où une collecte de 22,000 livres a été faite pour cet objet.

Les hommes instruits parmi les Français, sont ce qu'on appelle des esprits forts, qui ne vont plus à la messe. Les chapelets, scapulaires, petits cœurs, etc. ont disparu; plus de crucifix, d'images et de chapelles sur les grands chemins: en un mot, point de marques extérieures qui donnent lieu de croire qu'on est dans un pays catholique (1).

(1) Au genre d'intérêt que l'auteur met à ces petits détails, on voit que ce doit être en 1793 que son ouvrage a paru, ou qu'il a laissé subsister ses lettres telles qu'il les rédigeoit pendant la campagne. (*Note du Traducteur.*)

Je me trouvai un jour chez un relieur où j'apperçus beaucoup de livres de prières ; mais il eut grand soin de me dire que c'étoit maintenant une marchandise de rebut ; qu'on ne recherchoit ni ne lisoit plus que des livres philosophiques : principalement Montesquieu, Voltaire, Raynal, Rousseau et les *écrits du tems*. J'y vis de belles éditions de ces ouvrages. -- D'où vient qu'un peuple opprimé aime à prier, et qu'un peuple libre jette ses livres de prières, pour courir après les livres philosophiques ; cela est peut-être dans la nature : *si la terre ne veut pas, il faut que le ciel le veuille*, et VICE VERSA. C'est ainsi que Charles-Quint se cacha dans son couvent, et Luther chez sa *Catherine* : ainsi vont les choses dans le meilleur des mondes possibles.

Il est clair que l'on auroit tort maintenant d'appeller encore les *nouveaux Francs* catholiques, au moins dans le sens de la cour de Rome ; ils ont annullé *ipso facto*, quelques maximes de la papauté ; celles, par exemple, qui regardent l'église et ses biens, le pape et son autorité, les évêques et leurs droits, etc. Par toutes ces raisons, d'après le systême des disciples de *Bellarmin*,

les *nouveaux Francs* sont des schismatiques, même des hérétiques ; ils n'ont plus de vrais prêtres, les leurs étant sacrés par des évêques illégitimes ; par conséquent, leurs messes sont idolâtrie, leurs sacremens, impiété ; aussi, ils sont exclus de l'héritage de Dieu, et en résultat, ce sont des enfans de ténèbres dévoués à l'éternelle perdition: ce qui est vrai sur-tout, c'est qu'ils paroissent fort peu s'en inquiéter, et qu'avec leur foi actuelle, leur conscience est aussi tranquille que celle de l'*hermes* de Berlin avec la sienne. Voyez comme la foi opère avec une égale facilité dans toutes les ames.

Malgré cela, la soi-disant religion catholique est encore la dominante, quoiqu'elle soit fort dégagée de symboles ; et par cette raison, les nouveaux Francs se trouvent beaucoup plus à leur aise que les protestans d'Allemagne, qui ont leurs livres symboliques et la confession d'*Augsbourg*, etc.

La suite nous apprendra quelle forme de doctrine ecclésiastique s'introduira en France (1); car, jusqu'à présent, c'est encore,

(1) La suite nous l'a fort bien appris. (*Note du Traducteur.*)

pour le fond, à-peu-près la même chose que du tems de la monarchie.

Il faut convenir cependant que plusieurs des évêques modernes de France ont du mérite ; qu'ils ont soin des pauvres; qu'ils instruisent du moins le peuple et la jeunesse de choses qui intéressent le bonheur social ; qu'enfin, ils combattent les préjugés et la superstition : cela ne ressemble guères à leurs prédécesseurs. Je me suis informé exprès de ceux-ci à Verdun, et il m'est revenu de toutes parts qu'ils n'étoient rien moins qu'édifians; qu'ils vivoient tout-à-fait comme les hommes du grand monde ; qu'ils se bornoient en fait de science, pour leur compte, à l'alphabeth du concile de trente, et que pour le reste, ils avoient des vicaires et des confesseurs; que leur vie particulière étoit fort scandaleuse; qu'enfin, ils n'étoient rien moins que les modèles de leur troupeau.

Les évêques constitutionnels ont du moins plus de simplicité, et s'occupent davantage de leurs devoirs. J'ai lu quelques-unes de leurs lettres pastorales; elles m'ont fait plaisir: le mandement de l'évêque de Verdun, sur-tout, concernant l'instruction des enfans, m'a paru tout-à-fait bien; il pense qu'il

faut borner à la morale toute l'instruction religieuse ; qu'il ne faut point laisser lire dans les écoles la bible, qui est un livre inintelligible ; qu'au lieu des évènemens qui y sont rapportés , et dont on pourroit faire un fort mauvais usage, on doit plutôt recommander ceux qui appartiennent à l'histoire de la patrie; que l'étude des beaux arts ; lire , écrire , compter , etc. , étoit bien autrement nécessaire à la jeunesse que les controverses dogmatiques ; qu'on devoit se garder de faire des dix commandemens de Dieu le fondement de la morale ; qu'il ne peut être que très-nuisible aux jeunes gens d'apprendre les maximes des juifs et les principes d'une religion exclusive ; que les enfans ne peuvent être de trop bonne heure préservés de la superstition , et pénétrés d'amour pour la patrie et de haine pour le despotisme ; que le travail est l'ame d'un bon gouvernement; qu'ainsi, il ne faut pas laisser les enfans sept à huit heures par jour à l'école , mais bien plutôt les accoutumer aux travaux de la campagne et du jardinage ; que les instituteurs doivent être des gens probes, habiles et bien payés, etc; en un mot, le contenu de ce mandement

est excellent, et fait honneur aux sentimens purs et élevés de l'évêque. J'étois, je l'avoue, un peu humilié de voir que des évêques catholiques savent beaucoup mieux penser et mieux n struire que beaucoup de nos bonzes protestans, qui sont pourtant des conseillers royaux du consistoire supérieur.

(L'auteur place ici de longs détails monétaires qui n'ont rien de commun avec ce qui précède : je les ai abrégés et n'en fais qu'une note) (1).

---

(1) Voici l'article du tarif de l'argent qui fut fait pour nous, en France, par le comte de Schoulenbourg. Nous n'avions que de l'argent de Prusse, qui, d'après son calcul, devoit avoir, en France, le prix suivant :

Le Fréderic d'or.	22 liv.		
Le gros écu.	4		
Le gros.		3 s.	4 d.
Le bohms.		2	8
Le sechser.		1	10

Ce tarif fut imprimé en allemand et en français, et publié par-tout.

Il donne lieu à quelques observations. Par exemple, on y remarque qu'un gros écu fait juste quatre liv., monnoye de France ; or, le Louis d'or de France, de 24 liv., vaut, en Prusse, un gros écu de plus que le Fréderic d'or ou le Louis saxon : le Fréderic d'or ne devroit donc être porté ici que pour 20 liv. de France, et pourtant il l'est pour 22.

LETTRE IX.

Pour prendre quelque connoissance de l'état actuel de la littérature en France, je causai souvent avec deux religieux, dont l'un étoit abbé : je voulus savoir de lui où en étoit l'instruction, et je fus satisfait de ce qu'il m'en apprit. -- Nos philosophes ne me le pardonneroient pas, si j'accordois aux Français des connoissances profondes en littérature ; les Français ne sont pas en effet à cet égard, ce que sont les Anglais, les Hollandais, les Allemands ; ils ne font presque plus de cas du latin ; ce n'est plus du moins la mode de l'écrire ou de le parler ; les ecclésiastiques pourront eux-mêmes bientôt s'en passer, car le bréviaire a déjà disparu : en général, la révolution paroit avoir détruit toute la vieille doctrine, ainsi qu'il arriva en Angleterre il y a 150 ans, lorsque Charles I[er] y fut décapité ; on cessa de s'y occuper du latin, et dans le fait, il est impossible qu'un peuple,

tant qu'il est du moins agité de mouvemens révolutionnaires, conserve la patience qu'exigent les sciences sérieuses et abstraites, et sur-tout les langues savantes : un tel peuple a trop peu de loisir ; les évènemens présens absorbent toute son attention.

En France, les hommes en place ne sont pas ordinairement des savans ; il en étoit ainsi à Rome, où ce qu'on appelloit savoir, n'étoit regardé que comme un amusement. La philosophie systématique, la mythologie une des études les plus difficiles de l'antiquité, l'histoire, l'astronomie, la physique et autres sciences de ce genre, étoient peu de chose chez les Romains; ils donnoient la préférence à la gymnastique, à l'éloquence populaire, à la connoissance de leur pays et de ses lois, à l'art de la guerre, à l'agriculture, à l'économie ainsi qu'à tout ce qui y étoit relatif.

Cette éloquence mâle que Cicéron admiroit tant dans les Gracques, et qui enfanta autrefois des miracles, commence à être en vigueur en France. Qui n'admireroit les discours énergiques qui, depuis Mirabeau jusqu'à *Roland*, ont été prononcés publiquement à l'Assemblée Nationale! Plusieurs sont

dignes de Démosthène et de Cicéron ; et recueillis avec choix, ils pourroient se soutenir à côté des philippiques. Celui qui un jour rejettera avec horreur les provocations au meurtre des hommes sanguinaires, d'un *Égalité*, d'un *Marat*, d'un *Péthion*, d'un *Robespierre*, se complaira avec délices à la lecture de ces beaux discours qui ont honoré la France.

La langue française paroît y gagner; du moins, elle a une allure plus ferme depuis que l'académie ne la tient plus en bride; c'est d'après son génie que chacun parle ; et surtout pour savoir la valeur d'une expression, on ne se croit plus obligé de demander aux grandes dames, si elle est à la mode à Versailles : en un mot, les *nouveaux Francs* sont devenus des hommes ; leur langue doit devenir mâle aussi. -- Voilà ce qui m'est resté de ma conversation avec l'abbé.

Le bruit couroit, dans ce tems-là, que le roi de France s'etoit évadé une seconde fois, et qu'il étoit arrivé à Châlons : ce bruit s'accrédita au quartier-général, au point qu'on s'attendoit à toute heure à voir au camp ce malheureux roi : j'avois beau repousser cette nouvelle comme tout-à-fait

invraisemblable, on s'obstinoit à vouloir que Louis fût à Châlons : les Verdunois, au reste, mieux instruits que nous, n'y ajoutèrent aucune foi.

Un patriote tua un soir, d'un coup de pistolet, un officier prussien dans les rues de Verdun; on fit d'inutiles recherches pour le découvrir : on arrêta dans l'armée des patriotes un homme suspect, qui, sans être absolument convaincu, fut condamné à passer par les verges : je ne sais cependant si l'exécution du jugement eut lieu.

Le maître de poste qui avoit arrêté le roi de France dans sa fuite, fut arrêté à son tour par les nôtres, et transporté dans les prisons de Verdun; mais il eut le bonheur de s'échapper. Le président du district de Varennes, M. *George*, eut aussi le même sort; il avoit été membre de l'Assemblée Nationale : cet homme avoit de la grandeur d'ame et beaucoup de présence d'esprit; on l'avertit souvent à Varennes de se soustraire aux poursuites des Prussiens et sur-tout des émigrés; il ne tenoit nul compte de ces avis : fidèle à son poste, il se rendit à l'hôtel-de-ville de Varennes, nonobstant la prière de sa femme et de ses concitoyens;

à peine étoit-il arrivé, qu'il fut enlevé par les ordres de *Bouillé*, et mis sous la garde d'un officier prussien pour être conduit à Verdun : on doit aisément s'imaginer que l'ardent contre-révolutionnaire Bouillé ne traita pas avec beaucoup de douceur son prisonnier; il vouloit, sans aucun égard pour son âge, le faire marcher jusqu'à Verdun attaché entre deux chevaux; mais l'officier prussien, plus humain, le fit monter dans un chariot : je suis décidé, dit-il, à lui épargner cet horrible traitement. Je reconnois bien là l'ame basse et vindicative de Bouillé.

George ayant été amené à Verdun devant le duc, celui-ci le reçut en présence de quelques émigrés et lui dit : Vous voilà donc M. George, vous que nous desirions tant voir ici ?

George. Et pourquoi ?.... Au reste, on m'a trouvé à mon poste.

Le duc. Fameux jacobin ! sauveur de Péthion !

George. Je ne connois que deux classes d'hommes, les bons et les méchans ; et je me fais gloire d'appartenir aux premiers.

Le duc. Vous avez donné de l'argent aux volontaires, n'est-il pas vrai ?

George. Oui : et si j'eusse été plus riche, j'en aurois donné davantage.

Le duc. Savez-vous que vous payerez cela cher ?

George. Je n'attends des ennemis de mon pays aucun bienfait ; et je sais que vous êtes du nombre.

Pendant cette conversation les émigrés paroissoient impatiens d'exercer leur vengeance contre George, et ils auroient de grand cœur fait passer leur cheval sur le corps de ce vieillard, au point que quelques prussiens en marquèrent leur indignation. Cependant, George fut conduit en prison, où il passa un mois assez maltraité ; il fut enfin échangé contre un de nos secrétaires qui avoit été pris par les Français. Il emporta l'estime et l'intérêt de beaucoup de nos chefs qui, plus d'une fois, avec moi, ont été le voir et l'ont admiré. -- Des hommes de cette trempe étoient rares parmi les chevaliers de Saint-Louis.

La citadelle de Verdun étoit remplie de prisonniers d'état et de guerre. Dans mes heures de loisir, je cherchai a m'entretenir avec eux. Les prisonniers français parloient avec le plus grand éloge de tout ce que

fesoit leur nation pour le soutien de la liberté ; ils avoient pitié de la crédulité des étrangers qui ajoutoient foi aux mensonges des émigrés. A entendre ceux-ci, on manquoit en effet de troupes patriotiques, de généraux, d'artillerie, de subordination, etc. Les prisonniers souhaitoient, pour épargner le sang des deux côtés, qu'ils pussent bien se convaincre du contraire : ils ajoutoient qu'on savoit que non-seulement des royalistes émigrés, mai sdes cours étrangères même cherchoient à entretenir des factions en France ; qu'on n'en devoit pas moins rester bien convaincu que la masse du peuple sent trop vivement et trop nouvellement le bonheur d'avoir terrassé le depotisme, pour ne pas sacrifier avec joie, dans un danger imminent, sa vie et ses biens, plutôt que de le voir renaître par des factions quelconques ; que le français étoit à la vérité enclin à l'inconstance ; mais qu'une fois décidé il étoit capable de l'enthousiasme le plus héroïque ; et qu'il ne lui faudroit qu'un instant pour se rendre plus terrible que jamais à ses ennemis.

Ils disoient encore que la Russie qui passoit pour diriger l'entreprise entière

contre la France, vouloit épuiser l'Autriche et la Prusse en hommes et en argent pour s'élever ensuite au-dessus de ces deux puissances; qu'elle pourroit même céder d'abord quelque chose afin de le reprendre ensuite avec usure; qu'on étoit chez l'étranger assez injuste pour confondre la cause de la nation avec celle de quelques factieux : que la cause de la France etoit celle de tout le genre humain ; et que rien n'étoit plus affligeant que de voir qu'on se soulevoit contre elle, par les artifices de ceux dont l'intérêt demandoit qu'ils séduisissent d'abord les peuples pour les frapper ensuite plus tyranniquement : que plus d'un enfant aussi rioit en voyant faire des verges pour les autres, sans se douter qu'on en feroit bientôt usage contre lui ; qu'il étoit excessivement ridicule de reprocher à la nation française, comme le fait l'esclave Burke, d'avoir fait pour soi ce que de grands monarques ont cru pouvoir faire aussi dans leur tems ; d'avoir changé la forme du gouvernement, quand elle a cru que de cette nouvelle forme pouvoit résulter un grand bien. Qui ne connoit les raisons singulières dont se servoient ces monarques :

l'équilibre politique et la sureté de leurs frontières étoient leurs grands motifs ; et n'est-ce pas là ce que veulent en ce moment les *nouveaux Francs* ; l'équilibre politique dans leur propre territoire, et non en Turquie ni en Pologne ? Répons maintenant Burke avec tes adhérans : les nouveaux Francs font une chose pour le soutien de laquelle ils ont la justice et les principes, et ou les nomme des rebelles ; les souverains des peuples font, dans leur sens, une même chose pour laquelle ils ont la prépondérance des armes, et on les nomme des héros. O peuples ! O esprit humain !

Je demandai à ces prisonniers quelle pouvoit être la force de l'armée française : ils me répondirent que chaque citoyen étoit obligé, comme en Suisse, de porter les armes, et qu'ils ne savoient pas au juste combien de français étoient en âge de les porer.

Les magasins de la garnison française, à Verdun, étoient abondamment pourvus de foin, d'avoine, de paille, de farine, de pain de munition, d'huile, de lard, de pois, de riz ; en un mot, de tout ce qui étoit nécessaire à l'approvisionnement d'une forte

forte garnison. Les Prussiens ouvrirent ces magasins et en retirèrent ce dont ils avoient besoin, souvent même ce qui leur étoit inutile ; sans compter que bien des choses furent gaspillées et perdues. J'ai vu, par exemple, plusieurs pièces de vin qu'on laissoit couler dans le sable. -- Du reste, on distribua à l'armée un peu de vin, de l'eau-de-vie, du vinaigre, du lard, etc.

Dans le couvent qui est à la citadelle, je trouvai une quantité d'images de *Saint-Donatus*, avec une prière à ce saint contre l'orage : ces différentes images avoient touché la véritable qui faisoit des miracles, et elles participoient ainsi à la vertu de détourner les orages. Je m'emparai de ces paratonnerres et les fis voir dans l'armée : on s'en moqua ; à Trèves, j'aurois pu en tirer un grand parti.

Au camp de Verdun, on ne fut pas tourmenté par le défaut de vivres comme on le fut depuis en France. Le prix n'étoit pas même excessif ; mais à dater de cette époque, la misère et le malheur ne cessèrent de nous poursuivre.

L'alliance de notre roi avec l'Autriche, donna lieu à toutes sortes de conjectures ;

on disoit entr'autres, que l'empereur lui seul pouvoit bien mettre à la raison les Français; mais qu'il avoit en vue de détacher à son profit des provinces de France, et qu'alors il deviendroit trop puissant: que pour prévenir cet agrandissement, notre roi s'étoit allié avec lui: la France ne pouvoit éviter de perdre quelques provinces, ne fut-ce que pour payer les frais de la guerre: c'étoit même déjà chose conclue quant à l'Alsace et à la Lorraine; mais dans ce cas, il falloit bien aussi penser à la Prusse, etc. etc. Ainsi raisonnoient des hommes qui se prétendoient grands politiques et méprisoient souverainement les villes fortes de la France.

Mais ce mépris se changea bientôt en crainte, lorsqu'on apprit l'effet qu'avoit produit notre manifeste, d'abord à Paris, et puis dans toute la France. On vit clairement alors, que les *nouveaux Francs* et leur pays n'étoient pas tels que les émigrés le disoient. Certains morceaux très-instructifs du *Moniteur* contribuèrent fort à accréditer nos craintes; et donnèrent lieu à beaucoup de réflexions. Je passe sous silence les sarcasmes des parisiens qui couroient de bouche en bouche et ne nous présageoient rien de bon.

Nous apprîmes, dans ce tems-là, avec certitude, que *Lafayette* et sa suite avoit quitté l'armée française qui étoit retranchée près de Châlons; qu'il avoit été pris par les Autrichiens, et mis en lieu de sûreté comme prisonnier. Cet évènement nous rendit un peu de courage et d'espérance; mais ce ne fut pas pour long-tems. Nos soldats se demandoient l'un à l'autre combien il restoit de lieues à faire pour se trouver à Paris : des officiers arrangeoient même déjà la manière de s'y bien divertir et de s'y dédommager des fatigues de la guerre : ils étoient déjà enchantés du Palais-Royal; mais nos anciens guerriers observèrent que nous imitions précisément la conduite des Français dans la guerre de sept ans : ceux-ci demandoient à chaque pas : Combien y a-t-il jusqu'à Berlin? combien jusqu'à Magdebourg?

J'appris un jour, par un français, que les patriotes, dans son pays, appelloient notre roi, *le grand roi des Houlans.* -- *Ce n'est pas là son père*, disoient-ils aussi, etc. Ils croyoient qu'il étoit fils de Frederic II! -- Les Français sont en général presque aussi mauvais généalogistes que géographes.

Avant de partir de Verdun, il y avoit, à l'hôpital, deux à trois cent malades; d'un petit nombre de régiment; qu'on en calcule maintenant la multitude pour toute l'armée! Je reviendrai souvent sur cette triste matière. --- Et cependant nous voulions à toute force aller à Paris.

Fin de la première Partie.

LETTRES
SUR
LA CAMPAGNE
DU
DUC DE BRUNSWICK,
CONTRE LES FRANÇAIS,
EN L'ANNÉE 1792.

Traduites de l'Allemand par ***.

DEUXIÈME PARTIE.

Quidquid delirant Reges, plectuntur Achivi.



A PARIS,
Chez A. Cl. FORGET, Imprimeur-Libraire,
rue du Four-Honoré, N°. 487.

An III. de la République.

La raison, non plus que la liberté de penser, ne fait point de guerres, n'a point de besoin d'armes et ne cause point de blessures. — Des constitutions d'État ne sont pas plus des émanations de Dieu que du diable. Ce sont des résultats, des réflexions humaines; et ces résultats sont plus parfaits à mesure que les hommes deviennent plus capables de penser sainement. — Les prières, les sacrifices expiatoires, n'effacent point les crimes publics; ce sont les lumières qui les font disparoître en prévenant leur retour. — Tout ce qui, dans la constitution d'un pays, est le fruit des reflexions, est aussi l'ouvrage de la raison, et n'est précisément que cela : cet ouvrage, plus solide que l'airain, dure aussi long-tems que la raison même. — Les fusils crèvent, les bayonnettes se rouillent; mais les raisons qui sont vraies aujourd'hui restent après des siècles aussi vraies et aussi utiles pour le genre humain; et elles ne font de mal qu'aux foux.

KNIGGE, *défense de l'honneur.*

LETTRES
SUR
LA CAMPAGNE
DU
DUC DE BRUNSWICK,
CONTRE LES FRANÇAIS,
EN L'ANNÉE 1792.

DEUXIÈME PARTIE.

LETTRE X.

VOUS pensez donc, mon ami, que mes lettres peuvent vous aider à prévoir le résultat de la révolution française ; ce que vous avez vu jusqu'à présent, n'est pourtant qu'une partie détachée et même bien incomplette ; les suivantes, j'espère, éclaireront davantage votre esprit, à mesure que

les évènemens m'offriront quelques nouveaux apperçus ; vous vous souvenez que je vous ai promis dans ma première, d'abord des faits, puis des apperçus et des conséquences.

La révolution française est si riche en évènemens, qu'il faut se placer dans le vrai point de vue pour les bien juger; et avant tout, il importe de s'être fait à soi-même les questions suivantes, pour s'assurer davantage de la solution, à mesure que les faits se présentent.

Par quels moyens prochains ou éloignés, soit de la part de la nation française, soit de la part de ses rois, la révolution a-t-elle été préparée ? -- Quels sont, dans les tems qui ont précédé cette révolution, les époques et les acteurs qui méritent des réflexions particulières ? -- Qui hâta principalement l'explosion ? -- Comment la mine, lorsqu'elle creva, étoit-elle disposée ? -- Etoit-ce le bien des particuliers ou celui de tous qu'on avoit en vue ? -- Qu'est-ce qui accéléra en partie et empêcha aussi en partie le développement de la révolution, soit au dedans, soit au dehors ? -- Quels ont été les ressorts publics et les ressorts cachés ? -- Quelles en ont été les consé-

quences directes, tant pour les habitans du pays que pour les étrangers, etc., etc.

Voilà des questions que je me fais sans cesse, et qu'on ne doit pas perdre de vue un instant, lorsqu'on trace l'histoire d'une révolution qui retentira dans tous les siècles; car un tel évènement intéresse trop fortement tous les hommes, et les hommes de tous les états, depuis le cabinet diplomatique jusqu'à la taverne, depuis le quartier-général jusqu'à la boutique des vivandiers, etc. Je tâche sur-tout de voir le plus qu'il m'est possible par moi-même, car il n'y a presque rien à tirer des gazettes, attendu qu'elles sont toutes commandées, et dès lors plus ou moins mensongères. C'est une bien étrange politique de la part de ceux qui gouvernent, de vouloir ainsi altérer les sources de l'histoire! Ne sentent-ils donc pas que tôt ou tard la vérité se montre, et que l'homme le plus grossier, lorsqu'il s'apperçoit clairement qu'il a été trompé, refuse toute créance aux choses même les plus incontestables, et qu'on auroit le plus d'intérêt à lui persuader sur-le-champ.

Je ne sais si c'est Bayle qui a dit quelque part, qu'il est telle circonstance où l'homme

en place doit tromper le peuple. J'ai peine à croire que cela fût vrai de son tems; mais du moins je tiens la maxime pour bien fausse dans ce moment-ci, et chaque jour, je me persuade davantage qu'il n'y a que la vérité qui soit bonne lorsqu'on parle, comme la probité, lorsqu'on agit.

Du reste, une simple réflexion suffit-ici; c'est que si les gazettes allemandes étoient exactes dans ce qu'elles rapportent de toutes les batailles perdues par les Français, de la difficulté de leur recouvrement d'impositions; de l'impossibilité où ils sont de se recruter, de la désunion qui règne chez eux, etc., il y a déjà bien du tems que la guerre seroit finie, ou bien il faudroit conclure que nous, Prussiens, Hessois, Saxons, Autrichiens et autres alliés de l'empire, sommes les premiers ignorans du monde dans le métier des armes.

Vous me trouvez quelquefois un peu trop réservé dans mes relations: je ne croyois surement pas l'être; et puis, *an nescis longas regibus esse manus*. Songez aussi au tems, au lieu et à mon poste, et peut-être trouverez-vous que loin d'être timide, il ne m'a pas fallu peu de courage.

Voilà un prélude assez long : je reprends la suite de mes lettres sur cette étrange guerre, et les moyens de défense employés par une nation, qui ne veut plus être le jouet ni des grands ni des moines.

Je vous ai écrit de Verdun ma dernière lettre : il est tems que je vous apprenne ce que nous souffrîmes en quittant cette ville. --Il faisoit un tems affreux, toujours de la pluie, une pluie très-froide ; et puis, un chemin extrêmement pénible pour les chariots dans ce pays de terre glaise. Plusieurs de nos soldats, mécontens, disoient : Qu'avons-nous à démêler dans les querelles des Français ? Quel mal nous ont-ils fait ? Que ne nous laissoit-on tranquilles chez nous ? -- D'autres : il nous faut vivre d'espérance : c'est la cause de Dieu ; son doigt est ici : nous n'avons pas encore trop souffert, et nous aurons bientôt de meilleurs tems etc. : à ces derniers mots, les vieux guerriers remuoient la tête.

Un de nos chefs me faisoit part de quelques réflexions sensées sur tout ce que nous voyions, ainsi que sur les effets de ces explications religieuses dans des têtes de soldats ; sur-tout, il me répétoit

souvent que, si pareils troubles étoient arrivés sous le regne de Frédéric le grand, ce n'est pas ainsi que les choses se seroient passées.

On distribua le pain de munition avant de partir; mais plusieurs croyant en trouver autant qu'ils en voudroient, le jettèrent: peu de tems après les officiers supérieurs eux-mêmes, l'auroient acheté bien cher.

On me donna une commission avec un détachement pour aller à une demi lieue de notre nouveau camp dans un village de la Champagne, situé dans le district du Clermontois: ce petit pays étoit jadis l'appanage des prédécesseurs de Henri IV; le terrein y est fertile, mais il n'y a point de bois et assez peu de vignobles: chaque église a cependant sa petite vigne, qui semble être là pour fournir le vin des messes. Le curé du village étoit sans doute un patriote; car il s'enfuit à notre approche.

Le cultivateur, chez qui je pris mon logement, me parut un fort brave homme et même un homme instruit. C'est avec plaisir que je lui entendis dire: depuis la nouvelle constitution, tout est dans un bien meilleur état: ce village appartenoit à un gentil-

homme qui nous pressuroit de mille manières.' -- Aujourd'hui nos impositions sont beaucoup moindres. -- Le prince de Condé possédoit ici de grandes terres ; maintenant qu'elles ont passé en plusieurs mains, nous nous en trouvons bien mieux, -- Nous ne sommes pas riches à beaucoup près ; mais si les choses se soutiennent 20 ans, nous serons, j'espère, tous fort à l'aise. Il ajoutoit qu'il avoit vu depuis peu Chantilly où son fils étoit établi : que les alentours de ce lieu dévastés autre fois par un gibier destructeur, présentoient déjà l'aspect le plus satisfaisant : -- Que dans le tems passé, on y voyoi une multitude d'animaux malfaisans, jusqu'à des ours, pour lesquels le maître témoignoit un bien plus tendre intérêt que pour les hommes : qu'on étoit impitoyablement envoyé aux galères, si on osoit vouloir se défendre contre les ravages de ces animaux cruels, qui étoient devenus là des animaux domestiques : --- Que d'un autre côté, les employés aux fermes, les seigneurs, leurs intendans, les ordres mendians pilloient le public chacun à leur manière ; -- Qu'il n'y avoit pas moyen de donner le nom d'hommes à des êtres de cette espèce, etc.

Qu'il falloit que l'empereur et le roi de Prusse qu'on disoit humain, ne fussent pas bien instruits de tout cela, lorsqu'ils se sont décidés à venir en armes, dans le dessein de nous remettre sous l'ancien esclavage, etc.

Le repas que je fis à sa table, où il m'invita de la meilleure grace du monde, n'étoit composé que de soupe à l'eau dans laquelle étoit mêlé un œuf, de carotes rouges avec de petit lard haché, de pain et de beurre; mais il se trouva assaisonné par la faim et les bonnes réflexions de mon paysan philosophe.

Il n'avoit pu souffrir jusqu'à présent, me disoit-il, les *grands* de France, mais maintenant il haïssoit tous les *grands* du monde depuis qu'il voyoit qu'ils faisoient cause commune : il espéroit au reste que les peuples ouvriroient enfin les yeux, et que les trônes de tous les rois s'ébranleroient par les efforts même qu'ils fesoient pour rétablir celui d'un seul, etc.

Je ne garantis point ces prédictions : je me borne à les rapporter fidèlement. Heureusement il en est de ceci comme des épidémies; elles ne se manifestent que dans

les lieux où des dispositions antérieures semblent les provoquer: pour savoir donc à quel point mon paysan peut avoir raison, nous n'avons qu'à examiner si, dans un autre pays, la même maladie politique existe, et au même degré qu'elle étoit en France avant la révolution. La Prusse est-elle sur-tout dans ce cas? Vous savez, mon ami, avec quelle ardeur je suis attaché à la cause des peuples et combien je hais tous les despotes; mais malgré cela, je ne serois pas loyal si je ne m'empressois de dire *non*; car enfin voyez vous-même s'il existe un pays où, d'après les lois, la sûreté personnelle et la propriété soient plus sacrées; où le gouvernement même ait plus de respect pour l'opinion publique et plus d'empressement a mettre à profit les idées saines des bons auteurs, ou à refuter celles qui ne le sont pas. Que l'on considère la marche du gouvernement en Prusse, depuis un demi siècle seulement, concernant la justice, le commerce, la finance, la régie, l'accise, l'état militaire, et l'on verra si je me fais trop d'illusion sur mon pays: sans doute qu'il y a beaucoup de reformes à faire; et quel est l'ouvrage des hommes qui n'en a pas

besoin ? Ce n'est en effet qu'après bien des tâtonnemens qu'on trouve enfin le chemin de la perfection ; et comme l'on dit proverbialement : Rome n'a pas été bâtie en un jour.

Par toutes ces raisons je pense que, nous Prussiens, n'avons pas à redouter les effets du pressentiment de mon paysan, puisque je ne trouve point chez nous le germe de la maladie qui s'est manifestée en France. Quant aux autres états, je leur conseille d'avoir une pathologie politique et de ne pas sacrifier les malades pour épargner le traitement des maladies : et s'ils pensent que ces maladies n'éxistent pas, il faut du moins qu'ils en étudient les indications pour apprendre à les connoître et à les prévenir ; mais bien loin de là, les princes qui devroient se regarder ici comme médecins observateurs, limitent la liberté de la presse par les raisons les plus absurdes, et se ferment ainsi les moyens de connoître les véritables maladies des peuples qu'ils gouvernent : ils ne veulent pas voir que par là, le mécontentement public se grossit souvent à leur insçu, et finit par une explosion terrible.

Pardon

Pardon, mon ami, de cette digression; je l'ai crue nécessaire pour éclairer et justifier mes opinions; que si pourtant quelque *monsieur* la jugeoit dangereuse et l'improuvoit avec colère, je me bornerai à lui dire avec *Lucien :* Jupiter, tu te fâches; tu as donc tort.

Je reviens à mon paysan. Je ne sais si j'ai déjà observé qu'il avoit servi dans la guerre de sept ans; cela lui fournit l'occasion de me parler de la bataille de Rosback: il se répandit en éloges sur le compte de Frédéric le grand; il pensoit que c'étoit à cette journée, qu'il falloit rapporter l'opinion que les étrangers avoient conçue de la facilité qu'ils avoient à nous vaincre, et par suite, le ton dominateur de leurs manifestes, sans prendre garde que c'étoit ce ton lui-même qui contribueroit à nous rendre plus audacieux et plus ardens à prendre de vigoureuses mesures contre l'ennemi. Une des premières, m'avoua-t-il, a été de lui rendre la subsistance fort difficile dans ce pays; et en effet, les vivres manquoient presque par-tout; du reste, il se rassuroit par l'exemple même de Frédéric le grand, disant qu'il avoit vaincu

presque la moitié de l'Europe armée contre lui, et avec des troupes dont plusieurs étoient étrangères et soldées : qu'à plus forte raison, la France, avec ses troupes nationales, devoit sortir triomphante de cette guerre.

Ce paysan et toute sa famille me parloient ainsi sans se gêner : mon uniforme leur annonçoit un ennemi, mon air, me disoient-ils, les rassuroient ; je leur répondis que j'étois un ennemi, mais seulement contre l'ennemi rangé en bataille, et que hors de là, j'étois un homme chérissant tous ses semblables.

Au milieu de cette conversation, j'apprends qu'un détachement des *nouveaux Francs*, vient de surprendre et d'enlever un de nos lieutenans d'Hussards avec trente hommes.

Le jour suivant, (c'étoit dans les commencemens de septembre), nous nous mîmes en marche par un très-mauvais tems ; notre avant-garde fut souvent aux prises avec l'ennemi, dont l'armée étoit en effet peu éloignée ; les nouveaux Francs n'avoient pas voulu se mesurer avec nous en rase campagne, peut-être parce qu'ils n'étoient pas encore ou assez organisés ou assez

exercés; mais ils jugèrent enfin, qu'il étoit tems de mettre un terme à l'avancement des Prussiens et des Autrichiens.

Cependant nous apperçûmes le soir le camp des *nouveaux Francs*, devant lequel nous passâmes ; mais à quelque distance de lui, nous nous arrêtâmes près d'un village nommé *l'Entrée* : nos chevaux et nos tentes n'étoient pas encore arrivés ; et nous fûmes contraints de nous reposer sur la terre et de manger du pain sec : ce ne fut qu'après minuit que nos tentes purent être dressées ; et pendant toute la nuit, le froid et la pluie nous désolèrent. Il falloit entendre les malédictions des soldats contre le ciel ; quelques-uns pensoient, que sans doute il étoit irrité contre nous, qu'il vouloit nous punir de ce que nous nous mêlions d'une telle guerre, etc.

Je ne pus me défendre de bien des réflexions sur ces têtes à cathéchisme, ainsi que sur l'ambition stupide de ceux qui s'exposent volontairement aux hazards des combats.

Pour nous garantir du froid, on alla chercher du bois de tous côtés, non dans

les forets comme auparavant, mais dans les maisons et dans les églises, et l'on emportoit indistinctement les meubles, les Saints de bois, les chaires, etc. : aussi, lorsque quelque tems après Custines eût fait son expédition en Allemagne, plusieurs des nôtres ne manquèrent pas de dire que Dieu vengeoit sa maison et ses saints.

Le bataillon de *Muffling* engagea ici une action avec les patriotes : des deux côtés, un feu roulant se fit entendre, et l'on commençoit à en redouter les suites ; mais la crainte ne fut pas longue ; le lendemain nous apprîmes que les *nouveaux Francs* s'étoient retirés au nombre de 30,000, et qu'ils avoient abandonné leurs batteries : notre duc se réjouit fort de cette retraite inespérée, et ne craignit pas de dire que maintenant, il alloit prendre d'un coup de filet et le nid et les oiseaux.

Cependant notre situation étoit toujours déplorable : notre pain très-grossier, fait de farine qui n'étoit point passée, étoit sans goût et ne nourissoit point ; il n'y avoit pas un d'entre nous qui n'eût mangé très-facilement en un jour le pain qui nous étoit donné pour trois ; ainsi nos gens

souffrirent beaucoup de la faim ; ils se découragèrent ; et bientôt la dissenterie vint ajouter ses ravages d'une manière si cruelle, qu'à peine la huitième partie de l'armée se trouvoit en état de servir : les guerriers les plus robustes étoient exténués, ressembloient à des pulmoniques : tel étoit vraiment l'aspect déchirant de nos soldats : quant à moi, je fus exempt de maladie, et malgré la pluie, la faim, l'insomnie et le froid, je conservai mon courage et ma belle humeur.

J'aurois pu même m'égayer davantage en observant plus fréquemment les folies, les délires et les superstitions de tout genre de tant de grands seigneurs que je voyois; mais je préférois dans mes momens de loisir la lecture de Virgile et des philosophes anciens dont les maximes se plaçoient comme d'elles mêmes dans mon esprit; je repassois aussi dans ma mémoire les beaux traits de l'histoire ancienne et moderne, ceux sur-tout qui ont signalé les victoires remportées par la liberté sur le despotisme ; je jugeois sans pitié ces lâches tyrans qui ont fait le malheur du monde ; j'aimois à me rappeller ces deux vers de Juvenal, que tous les rois

devroient graver dans leur chambre en lettres d'or :

Ad generum cereris sine cæde et sanguine pauci
Descendunt reges, et siccâ morte tyranni.

Cependant nous continuâmes notre route ; nous marchâmes sur châlons ; les villages par où nous passions, avoient déjà été pillés par notre avant-garde : c'est un bien affreux spectacle qu'un pays qui vient d'être ainsi dévasté ! Nul habitant ne se laissoit voir ; portes et fenêtres, tout étoit renversé, et dans l'intérieur des maisons, par-tout des décombres et des traces de brigandage ; des lits coupés en morceaux ; la plume dispersée ; des toiles déchirées ; des vases brisés, etc. ; dans le chemin, des animaux tués par les soldats, qui n'en avoient emporté que quelques morceaux, et avoient laissé le reste dispersé çà et là : c'est ainsi qu'une immense quantité de bœufs, de vaches, de cochons ont péri en France ; et par cette raison, il devenoit impossible d'avoir du lait dans ces cantons : hélas, nous disoient les paysans, comment vous en donnerions nous ! Nos vaches ont été mangées. Je me rappellai alors le mot ter-

rible de Gustave Adolphe : *je veux tirer*, disoit-il, *autant de sang des Bavarois et des Autrichiens, qu'auroient fourni de lait les vaches qu'ils ont volées dans l'empire.*

Il est difficile que Custines, en entrant en Allemagne, n'ait pas eu présente à l'esprit cette conduite que nos troupes avoient tenue. En général, à la guerre comme dans le monde, presque tout roule sur ces deux proverbes : *ce qui est juste ici, ne peut pas être injuste là.* -- Et : *hodie mihi, cras tibi*; et voilà pourquoi la conduite des autres envers nous est presque toujours l'écho de la nôtre envers eux : ainsi l'a voulu la nature pour que nous fussions plus humains et plus modestes dans les succès.

J'ai oublié d'observer que l'eau en Champagne étoit très-mauvaise, celle du moins que nous buvions : cette eau n'a pas peu contribué à augmenter nos maladies (1).

(1) Cette lettre dixième est plus longue dans l'original : elle contient des répétitions et une foule de petits détails qui n'ont point d'intérêt pour des Français; je les ai supprimés. Ce que l'on vient de lire m'a paru seul digne d'être conservé. (*Note du Traducteur.*)

LETTRE XI.

Le 19 septembre, après une route fort pénible, nous campâmes sur une éminence; à peine nos tentes furent-elles dressées, que l'ordre arriva de décamper pour nous remettre en marche à trois heures après midi. Nous crûmes toucher au moment d'une bataille; l'ennemi en effet, n'étoit pas loin de nous, et dans une position avantageuse.

Notre marche commença un peu après trois heures, et nous la prolongeâmes fort avant dans la nuit : il faisoit un froid rigoureux; aussi ne fut-on occupé pendant toute cette nuit qu'à aller chercher de part et d'autre des matières conbustibles; rien ne fut épargné dans un village voisin, auquel on finit par mettre le feu. Plusieurs de nos officiers gémissoient de ces désordres; on auroit pu aisément les prévenir dans le principe; mais on avoit à se reprocher de les avoir rendus presqu'inévitables, et dès lors; il n'y avoit plus de remède. -- Du

reste, aucun de nos soldats ne déserta pendant cette nuit, quoique cela leur fût très-facile.

Vers le point du jour, le tems parut vouloir se remettre au beau ; mais bientôt il s'obscurcit, et il tomba une pluie si abondante, qu'à peine à midi avions nous pu faire une demi lieue.

Notre avant-garde s'avança de très-près vers l'ennemi, et des deux côtés l'on commença à se canonner. Les *nouveaux Francs* étoient postés sur une hauteur, et si avantageusement, que, non-seulement ils pouvoient couvrir leurs batteries, mais qu'il falloit même un ennemi très-déterminé, pour oser attaquer leur infanterie ; aussi ne dérangèrent-ils rien à leur camp, comme s'ils eussent été assurés que la tactique prussienne échoueroit devant eux. Cette position pouvoit déjà nous convaincre, que les ennemis ne manquoient ni d'habiles généraux ni d'artilleurs expérimentés.

Notre armée marchant en colonne, s'approcha peu-à-peu, et s'étant déployée d'après les règles de notre tactique, le canon commença à gronder, mais avec cette différence,

que nous tirions en haut, tandis que les Français tiroient en bas : le résultat ne devoit pas être en notre faveur.

Les canonniers ennemis nous firent bien du mal, sur-tout par une batterie qui étoit dressée devant un moulin à vent; ils nous montrèrent même, qu'ils savoient atteindre un but avec beaucoup de justesse; car un capitaine de nos canonniers qui s'étoit fait remarquer par son activité, ayant voulu s'asseoir un instant pour se reposer, aussitôt un boulet de canon l'atteignit au ventre, lui emporta les entrailles, et tua du même coup les chevaux d'artillerie.

Les boulets ennemis ne nous occasionnèrent pourtant pas une perte considérable : il étoit tombé une grande quantité d'eau pendant la journée; et par cette raison, dès que le boulet avoit touché la terre, il perdoit sa force destructive : sans cette circonstance, ils auroient fait bien plus de ravage.

Les ennemis, comme nous l'avons dit, étoient avantageusement postés; il nous étoit impossible, sans une perte énorme, d'enlever leurs batteries; ils avoient en outre une artillerie plus nombreuse et meil-

leure que la nôtre; il n'y avoit donc pas de sûreté à s'avancer davantage.

Je ne puis me défendre ici de quelques réflexions, sur l'effet que produisirent en nous les premiers coups de canon que nous entendîmes siffler à nos oreilles. Celui qui prétendroit qu'aucune impression de crainte n'affecte son ame dans de tels momens, n'est qu'un fanfaron. Quant à moi, je sus bien la surmonter; mais je ne laissai pas que de la ressentir, tout en me livrant à des méditations sur l'étrange destinée des hommes immolés ainsi aux caprices des rois. -- Il falloit voir tous nos soldats s'incliner profondément quand le boulet passoit sur nos têtes, et se quereller entr'eux, lorsque dans ce mouvement précipité, l'un marchoit sur le pied de l'autre. --- Ils s'écrioient presque tous : *Seigneur Jésus* ! . . . Plusieurs s'empressoient de se défaire de la viande qu'ils avoient volée la veille, et engageoient fortement leurs camarades à en faire autant; ils craignoient que Dieu ne les punît tous pour ce vol. --- Telle est la philosophie militaire. Ces bonnes gens faisoient dépendre les évènemens physiques des causes morales, et la

nécessité les portoit alors à prier, comme peu auparavant elle les avoit portés à voler.

Dans de tels combats, l'infanterie a un extrême désavantage ; car elle est exposée à un feu meurtrier sans pouvoir faire usage de ses forces, de son courage et de ses bayonnettes : je ne sais si l'art de la guerre n'auroit pas besoin à cet égard d'être réformé, et s'il ne seroit pas possible de donner à l'infanterie, par des mouvemens heureusement combinés, le moyen d'avancer vers les batteries en trompant à chaque instant la mire du canonnier : mes idées, sur ce sujet, ne sont pas encore bien arrêtées, et peut-être offriroient-elles quelques difficultés dans l'exécution.

On ne put s'empêcher de louer l'habileté des artilleurs qu'employoient les nouveaux Francs; les nôtres, au reste, ne leur étoient point inférieurs; ils atteignirent les batteries françaises; une d'entr'elles s'écroula, et le feu prit à un de leurs chariots à poudre : dès ce moment, leur feu commença à se ralentir, et peut-être en eussions-nous profité sans l'avantage de leur position et le désavantage de la nôtre.

Nous nous retirâmes, et bientôt notre roi

vint passer dans les rangs : toute la troupe s'anima à sa présence; j'étois très-aise de le voir, et je ne pus m'empêcher de dire à haute voix : voyez ce vieux soldat, comme il prend peu à garde à lui ! Il faudroit que nous fussions de bien mauvais Prussiens, si nous n'étions pas remplis de courage, lorsque nous le voyons braver ainsi les dangers! -- Plusieurs avoient la sottise de me répondre qu'un boulet de fer ne pouvoit pas atteindre une tête couronnée, qu'il falloit pour cela un boulet d'argent ; d'autres renchérissant, paroissoient être dans l'opinion, que les rois de Prusse, par un privilège particulier, possédoient le secret de se rendre invulnérables : aussi n'y avoit-il qu'eux qui osassent faire la guerre en personne.

Qui pourroit croire que la superstition pût aller jusques-là ! Et combien sont coupables ceux qui cherchent à remplir de ces stupides erreurs l'esprit des princes eux-mêmes, qui s'en servent ensuite pour tyranniser les peuples et les rendre plus malheureux ! Frédéric le grand ne fut pas de ce nombre ; car il voulut au contraire qu'on otât la lumière de dessous le boisseau, et qu'on la portât le plus haut possible.

pour que sa clarté se répandît de toute part, et fît disparoitre les œuvres ténébreuses des hommes pervers.

Je ne puis me défendre de transcrire ici un passage des *anecdotes et traits caractéristiques de la véritable histoire par Charles-Frédéric Bahrdt;* il peut servir aux grands seigneurs aussi bien qu'aux autres.

„ Les moines, les maîtresses, les esprits „ superstitieux, pour se livrer avec plus „ de sécurité à leurs machinations, re- „ cherchent l'obscurité ainsi que les hibous, „ et persécutent même autant qu'il est en „ eux, tout ce qui s'annonce pour ami de „ la raison et de la lumière; mais le ma- „ gistrat prévoyant éclaire les rues avec „ des lanternes pour prévenir les désordres „ de la nuit, et les frippons seuls les dé- „ testent; s'ils veulent par violence les en- „ lever; on les arrête, et on finit par les „ accrocher souvent à ces mêmes lanternes. „ Que ceux qui nous veulent sans cesse „ plonger dans les ténèbres politiques et „ religieuses, réflechissent à cette fin. „

Les nouveaux Francs voulurent nous inquiéter dans notre retraite; pour cela, ils établirent une batterie nouvelle sur notre

droite; mais nos canons nous protégèrent fortement, et notre retraite s'effectua. Dans cette première action nous eûmes environ 100 hommes tués ou blessés; les ennemis mieux postés que nous, durent essuyer une moindre perte.

Le régiment de Romberg fut celui des nôtres qui souffrit le plus; les superstitieux ne manquèrent pas de dire, que c'étoit une juste punition de Dieu pour les excès qu'il avoit commis la nuit précédente.

Le lendemain, je vis à terre un pauvre homme expirant, qui avoit le ventre ouvert; ce malheureux tenoit ferme dans sa main un chapelet avec lequel il faisoit ses prières. Qui sait combien ce petit meuble l'intéressoit en ce moment! Heureux, si sa douleur en étoit allégée! Qu'importe la manière? celui qui se noye, s'attache même à une paille: tant il faut peu de chose pour faire illusion à l'homme dans son malheur! Il seroit à desirer sans doute, qu'il ne mît en usage pour le combattre que des moyens qui répondissent à la dignité de la raison humaine; mais les philosophes auroient moins d'occasion de s'égayer, si les rabbins et les théologiens avoient moins radoté.

Sans papes, nous n'aurions pas eu un Pasquin, ni, sans princes, un Machiavel.

Ce malheureux mourut, et son corps resta quelques jours sans sépulture ; c'étoit un spectacle horrible qui m'inspiroit de tristes et profondes rêveries, lorsqu'un jeune noble polonois s'approche de moi et me dit : ce n'est qu'un goujat ! -- Ce n'en est pas moins un homme, lui repliquai-je : eh bien, reprit-il, il est mort au lit d'honneur, et ce mot seul a peut-être adouci ses tourmens ; car souvent ce n'est pas la chose qui afflige ou qui console, mais plutôt sa dénomination ; et à ce sujet, il me fit en *diogénisant* (c'étoit son expression) quelques réflexions à la fois philosophiques et plaisantes sur la bizarrerie de ce qu'on nomme l'honneur, sur l'usage où l'on est de prodiguer les récompenses et les honneurs à un officier qui souvent s'est tenu à l'écart au moment du combat, tandis qu'à peine on fait caporal un soldat qui aura montré des prodiges de valeur ; et particulièrement sur la bonté avec laquelle on consent à se tenir honoré de perdre un bras, un œil, le nez, la vie même, pour complaire à un homme qui n'y pense seulement pas, et qui à coup

sûr

sûr fera bien moins de cas de l'œuvre d'un soldat mort à son service, que d'une chanteuse de l'Opéra un peu jolie. Malgré ces réflexions, mon polonois, porte-enseigne, n'en étoit pas moins bon guerrier; il faisoit une exception en faveur du roi de Prusse, par la raison, disoit-il, qu'en combattant pour lui on avoit du moins l'avantage de combattre avec lui.

Mais revenons : nos gens donnèrent à l'action dont je viens de parler, le nom générique de *canonnade*; et en attendant une affaire plus sérieuse, ils ne cessoient de parler de la *canonnade*.

Aussitôt après, notre roi prit son quartier d'hiver dans une ferme isolée; et nous campâmes en plein air. Les régimens étoient dispersés de manière cependant qu'en cas d'attaque, ils pouvoient se réunir promptement pour faire face à l'ennemi.

En général, les *nouveaux Francs* ne hazardent guères de combats en rase campagne; du moins jusqu'à présent, ils se sont retirés toutes les fois que nous nous sommes avancés sur eux en ordre de bataille; on verra bientôt que cette apparente timidité n'est qu'une bonne conduite politique; ils tem-

porisent à la manière de *Fabius*; et en attendant, l'ennemi le plus impétueux est retardé; son plan de campagne dérouté, sa subsistance plus difficile; à la fin, il se ruine et perd tout-à-fait courage: il est vrai que pour le moment, la gloire des généraux paroît un peu en souffrir.

Nos hussards s'étoient emparés, pendant la nuit, de quelques chevaux qui traînoient des chariots de bois: les soldats se jettèrent sur le bois et les chariots, et aussitôt ils y mirent le feu. La nuit fut des plus cruelles; le vent souffloit un froid mortel, et de tems en tems une pluie pénétrante s'y joignoit aussi; de telle sorte que le feu nous brûloit d'une part, tandis que nous gèlions de l'autre. Ce fut la seconde nuit que nous ne pûmes dormir malgré nos précédentes fatigues; plusieurs néanmoins vaincus par la lassitude, se couchèrent sur la terre humide; mais les maladies ne tardèrent pas à se déclarer, et en résultat, cette nuit enleva plus d'hommes aux Prussiens que la canonnade.

La faim vint ajouter ses ravages; le pain de munition de quatre livres, qu'on nous distribuoit pour trois jours, suffisoit à peine pour deux, et l'on se désespéroit le troi-

sième. Les moins à plaindre furent ceux qui avoient conservé quelques morceaux de cochons volés; il les faisoient rotir et les mangeoient avec un peu de sel et sans pain; les officiers supérieurs eux-mêmes s'estimèrent heureux qu'on daignât les admettre à la participation de ces vols, et sentoient dans ces momens le prix de l'égalité.

L'eau nous manquoit aussi dans la même proportion, (la crainte d'être pris par l'ennemi ne nous permettant pas d'en aller chercher au loin); par là, elle devint si rare, qu'on la payoit jusqu'à douze sols la pinte.

Mais l'impression de tous ces maux le cédoit à l'inquiétude que nous éprouvions d'avoir le lendemain une bataille. Le lendemain arrive, et les *nouveaux Francs* se tiennent tranquilles; ils s'étoient même, suivant leur manière, beaucoup mieux fortifiés cette nuit dans leur camp. Leurs batteries étoient dressées de telle sorte qu'il sembloit impossible de les entamer; quelques-uns néanmoins pensoient qu'on pourroit le tenter, si les Autrichiens nous prêtoient main-forte; mais ils n'étoient pas encore arrivés. Ils

arrivèrent enfin ce même soir, (c'étoit le 20 septembre) et cependant on ne songea pas à l'attaque, qui ne put même avoir lieu, ainsi qu'on le verra.

C'étoit un corps d'infanterie autrichienne qui nous joignit : ce corps étoit attendu de grand matin ; mais le mauvais chemin retarda sa marche. Cette excuse ne satisfit pas le duc. D'autres disoient que les Autrichiens auroient dû plutôt rester à leur poste pour y soutenir notre attaque, et en cas d'échec, couvrir notre marche ; qu'un corps d'ennemis les avoit forcés de le quitter, et que c'étoit uniquement pour cette raison qu'ils se joignoient à nous : quoiqu'il en soit, cette conduite ne fit pas honneur aux chefs autrichiens.

Le jour suivant ne changea rien à notre position ; mais la misère étoit toujours à son comble ; nous n'avions de bon que le feu ; malheureusement, c'étoit aux dépens des villages d'alentour que nous le faisions : d'abord on les pilloit, quelquefois ensuite on les incendioit ; j'en ai vu plusieurs entièrement livrés aux flammes ; c'est ainsi qu'on se vengeoit sur les choses inanimées, de l'impuissance où l'on étoit d'exercer une

vengeanse complette sur ceux à qui elles appartenoient ; d'autres saccageoient les bleds sans pitié, et croyoient, par de telles fureurs, répondre aux vues du manifeste ducal.

Les malheureux habitans de ces villages se sauvoient avec ce qu'ils pouvoient emporter, et se cachoient dans les bois ; plus d'une fois, le noble et courageux lieutenant-général de *Kalkreuth* alla seul dans ces bois pour les engager à rentrer chez eux, leur promettant toute garantie ; mais la frayeur de ces bonnes gens étoit trop forte : ils restèrent où ils étoient.

Le sort des hussards en campagne a plus d'agrémens que celui des autres troupes ; c'est-à-dire, qu'ils ont plus d'occasions de s'enrichir aux dépens de l'ennemi ; il est vrai que leur service est pénible, qu'ils passent souvent la nuit en plein air, et que toujours à l'avant-garde et dans leurs escarmouches avec les postes avancés, ils courent bien des dangers ; mais l'espoir du butin et une vie plus libre leur donnent du courage et de la gaieté ; aussi voit-on plusieurs jeunes gens de famille entrer dans ce corps, uniquement pour se soustraire à l'ennui

d'une vie réglée. Il n'en est pas de même de l'infanterie ; et la punition qu'on inflige aux soldats, lorsqu'ils se permettent quelques pillages, les rend en général tristes, inhumains, vindicatifs, leur donne ce qu'on appelle la maladie du pays, et les porte à la désertion. -- Examinateurs d'hommes, c'est dans les camps qu'il faut venir étudier la pathologie morale.

LETTRE XII.

AVANT de passer à la partie la plus essentielle de cette relation, je me demande pourquoi, de notre part, il n'a été rien entrepris de plus dans la campagne de 1792 contre les *nouveaux Francs*? Pourquoi, depuis la canonnade, nous n'avons été occupés que des moyens de nous évader de la France, malgré le ton dominateur du manifeste, malgré les frais énormes que nous avions déjà faits, et que nous devions naturellement chercher à faire retomber sur l'ennemi.

Je l'ai déjà dit, et il faut bien y revenir sans cesse, les émigrés avoient fait partager leurs opinions à nos chefs en les assurant de la manière la plus affirmative que soldats, bourgeois, paysans, tous mécontens du gouvernement actuel de France, s'empresseroient de venir à nous et de nous aider dans notre entreprise; ils exposoient leurs raisons d'une manière si captieuse, qu'ils finirent par persuader ceux qui d'abord étoient

le moins disposés en leur faveur, et eux-mêmes négligèrent de leur côté une infinité de précautions absolument indispensables, que, par la forte conviction où ils étoient de leur prochaine réussite, ils jugeoient alors inutiles. *C'est l'affaire d'une promenade*, disoit *Calonne*: et plus d'un ambassadeur, plus d'un ministre tenoient le même langage. Tous ces propos devenoient croyables par l'inconstance si connue du caractère français, et même aussi un peu par l'examen attentif des variations révolutionnaires que l'on observoit dans Paris. Ajoutons, pour dernier trait de vraisemblance, que le clergé et la noblesse qui si long-tems avoient occupé tout le pouvoir, devoient naturellement avec tous leurs adhérans, se réunir au premier venu qui viendroit à main armée se mêler des affaires d'une nation qui sembloit dissoute, et chercher à les rétablir dans leurs anciennes possessions.

Mais quelque naturel, quelque probable que cela parût être, rien de tout ce qui avoit été si positivement annoncé, n'arriva quand nous fûmes en France : une cruelle expérience nous le fit bientôt éprouver; le tems, le terroir, les hommes sembloient

ligués contre nous. Il pleuvoit presque sans interruption, les chemins étoient abominables, les paysans fuyoient à notre approche, nos vivres étoient en très-petite quantité ; enfin, tout combattoit nos opérations ; et nous nous trouvâmes à la merci de tous les genres de privations, et comme abandonnés au hasard.

Tenter le sort des armes pour obtenir un avantage décisif, étoit extrêmement dangereux. L'armée des *nouveaux Francs* qui se trouvoit vis-à-vis notre front étoit postée trop avantageusement; on sait que depuis long-tems les Français entretiennent une artillerie formidable, et que de l'aveu même de Frédéric le grand, aucun peuple de l'Europe ne pouvoit leur être comparé à cet égard; et puis, le jour de la canonnade, ils s'étoient si bien servi de leurs pièces de 12, que nos artilleurs n'auroient pas osé espérer contre eux un succès décisif.

Les nouveaux Francs avoient d'ailleurs beaucoup de troupes, à en juger d'après leur campement.

Leur armée n'étoit nullement composée de vagabons, de gens ramassés de toutes parts; elle l'étoit en partie de troupes de

ligne fort bien exercées, et quant au reste, de Français bien résolus à défendre leur liberté, commandés par des généraux expérimentés, qui avoient fait leur apprentissage dans la guerre contre la Prusse, contre les Corses ou contre les Anglais; en un mot, qui avoient, comme on dit, senti la poudre.

Outre l'armée qui étoit à *la Lune*, les Français en avoient une autre peu éloignée, qui pouvoit, au besoin, venir facilement au secours de la première.

Et que pouvions-nous espérer quand même en avançant toujours, nous eussions chassé les nouveaux Francs des collines de *Hanse* et de *la Lune*? La disette de tout nous eût bientôt forcés, pour continuer nos opérations, d'attaquer Troyes et Châlons, ce que nous ne pouvions faire sans une grande perte; et puis, étions-nous bien surs de la victoire? Qui ignore qu'à la guerre, ainsi que par-tout ailleurs, la fortune est inconstante? et si elle se fût déclarée contre nous; si nous eussions été bien battus en Champagne, à *la Lune*, à Châlons ou dans tout autre endroit, que devenoit notre armée? Elle étoit déjà peu forte; et une fois entamée, c'en étoit fait d'elle : nous étions à la dis-

crétion des nouveaux Francs, et il ne tenoit qu'à eux de nous barrer le chemin.

J'ai une grande confiance dans la valeur de nos troupes; je les crois presqu'invincibles en rase campagne; mais qui peut tenir contre des batteries bien dirigées et bien servies : il nous eût fallu une grosse artillerie; et c'est précisément ce qui nous manquoit.

Ajoutez à cela le tems horrible et ce qui en étoit une suite, l'extrême difficulté de la marche et du transport des vivres dans une terre grasse; il n'y avoit plus de moyen d'avancer avec des chevaux, et nous pouvions trop facilement éprouver à la rivière de *la Marne* le même sort qu'éprouvèrent les Suédois à *Puttawa*, où malgré leur valeur, faute de subsistances et par suite d'un tems affreux, ils furent complettement défaits.

Ainsi, notre roi agit prudemment en prenant la résolution de ne plus attaquer l'armée des nouveaux Francs dans la Champagne: notre position l'exigeoit, et une retraite quelconque nous étoit devenue indispensable.

Mais ce ne fut pas là les seules raisons qui le déterminèrent; j'ai déjà observé que

certains morceaux très-instructifs du *Moniteur*, contribuèrent beaucoup à augmenter nos craintes, et nous firent faire de profondes réflexions. C'est ici le moment de rapporter ces morceaux qui firent une telle impression sur l'esprit de nos chefs, que dès lors, ils considérèrent sous un tout autre point de vue, les affaires des *nouveaux Francs*; ils commencèrent à mépriser les extravagances des émigrés, et se réunirent à notre roi pour nous empêcher d'être complettement les victimes de l'orgueil et de la vengeance de ces ridicules étourdis.

Cette pièce véritablement importante de la révolution française étoit trop persuasive, trop raisonnable pour que le moindre bon sens ne nous portât pas à en faire notre profit dans la position très-critique où nous nous trouvions. Je présume qu'elle n'a pas moins fait de bruit que le manifeste auquel elle sert de réponse, et qu'ainsi elle aura été traduite et répandue par nos politiques d'Allemagne; mais comme elle contient plusieurs données qui entrent dans mon plan, et que mes lettres peuvent être lues par des personnes à qui les écrits du tems ne sont pas assez familliers, je vais

l'insérer ici toute entière.--L'auteur est un comte italien nommé *Gorani*, ou suivant d'autres, *Grenario* : c'est un homme d'un discernement sain et profond, ardent adorateur des droits de l'homme, et à ce titre, reçu citoyen français ; il a adopté la forme épistolaire pour publier ses réflexions ; celles dont il est ici question sont contenues dans deux lettres adressées au duc de Brunswick.

Les voici :

LETTRE au duc de BRUNSWICK, relativement à son manifeste contre la France. Le 4 Août 1792.

MONSEIGNEUR,

« J'AI adressé, le 18 juin dernier, au roi de Prusse, une lettre sur les intérêts de sa majesté envers la France et la Pologne ; le manifeste qui vient de paroître contre la nation française, sous le nom de votre altesse sérénissime, me détermine à vous envoyer, monseigneur, copie de la lettre susdite, et à l'accompagner de quelques

réflexions que me dicte le zèle le plus pur pour les intérêts de votre gloire.

„ Ce manifeste ne peut pas être de vous, monseigneur, il est trop impolitique, trop peu convenable aux circonstances, trop indigne du souverain le plus éclairé de l'Allemagne et de l'Europe entière; cet écrit ne peut avoir été imaginé que par les têtes si fécondes en sottises de la cour des Tuileries. Un acte si intéressant pour tous les peuples, et qui devoit être adressé à une nation si riche en hommes d'esprit, qui savent aussi bien écrire que penser et parler; un pareil acte, dis-je, exigeoit un style et des idées dignes de la grandeur et de la prudence des princes alliés contre la France. Cet acte ne devoit contenir ni injures, ni calomnies, et moins de menaces. Cette grande cause devoit être plaidée avec un art, dont les auteurs du manifeste n'ont vraisemblablement aucune connoissance; enfin, cet acte qui n'ose se montrer que clandestinement, est si singulier, qu'il seroit ridicule d'en entreprendre la réfutation; ainsi je l'oublie, pour ne m'occuper que des grandes hostilités que votre altesse sérénissime doit, dit-on, diriger contre la France.

» J'ai passé une grande partie de ma vie dans l'état militaire, en voyages, et principalement dans les États du Nord ; il est inconcevable pour moi, qui ai connu personnellement les princes, les grands, les ministres, qui ont joué ; et ceux qui jouent les principaux rôles dans ces contrées, qu'ils aient pu se laisser séduire par les princes français et par les émigrés de cette nation, qui sont si généralement renommés par leur ignorance, par leur immoralité, par leurs désordres de toute espèce, et sur-tout par leur orgueilleux dédain pour les étrangers ; comment des sots ont-ils pu égarer le jugement de tant de sages, même le vôtre, monseigneur, puisque vous avez accepté la commission de servir leur cause à la tête des armées réunies des maisons d'Autriche et de Brandebourg ? Vous avez donc tous été trompés par ces mécontens ? sans doute ils vous ont fait accroire que la France étoit déchirée par des factions, et que la guerre civile éclateroit dans toutes ses provinces, aussitôt que les troupes étrangères attaqueroient ses frontières. En vous assurant, avec vérité, qu'ils avoient des intelligences à la cour de Louis XVI, dans tout le

royaume, et sur-tout dans les villes fortes, dont les commandans et les officiers ne manqueroient pas de livrer les forteresses aux troupes allemandes, ces émigrés auroient dû vous dire aussi, qu'il existoit dans toutes ces places, des municipalités, des magistrats du peuple, remplis de zèle pour le nouvel ordre des choses, et qui surveilloient jour et nuit ces commandans, ces officiers, dont ils rendoient les tentatives inutiles.

,, Ils vous ont bien trompé, monseigneur, ces émigrés, en vous disant que vous n'auriez à combattre qu'une poignée de factieux ; cette poignée consiste dans les dix-neuf vingtièmes de la nation, éprise du plus violent amour pour une nouvelle divinité, à laquelle les Français donnent le nom de *Liberté* ; les pères et les fils, les filles et les femmes font, à cette idole, toutes sortes de sacrifices ; chacun offre sa fortune et ses bras pour la défense de sa patrie, chacun souffre gaiement pour elle les fatigues, la misère et la mort.

,, La révolution, qui a mis la couronne britannique sur la tête du prince d'Orange, avoit fait en Angleterre un grand nombre de mécontens ; un quart de la nation étoit

pour

pour Jacques Stuart. Pendant la révolution des Anglo-Américains, un tiers des habitans étoit pour la métropole; cependant, une foible majorité fut assez forte pour soutenir la révolution dans ces deux États; comment donc celle de France ne se soutiendroit-elle pas avec une majorité qui est presqu'une unanimité ?

„ Je ne suis, monseigneur, ni Allemand, ni Français, ni démocrate, ni aristocrate; étranger à tous les partis, je vois les objets sans partialité; calme au milieu des orages, j'examine tout avec une raison froide et sans nuages; ami des hommes en général, j'ai une véritable estime pour la plupart des princes du nord, parce qu'ils se conduisent bien autrement que ceux du midi; j'ai une vénération particulière pour V. A. S., et j'ose lui affirmer que l'entreprise dont elle s'est chargée, est au-dessus des forces humaines.

„ Vous avez mérité, monseigneur, la plus brillante réputation, comme capitaine; vous en avez mérité une plus flatteuse, comme souverain, en gouvernant vos peuples avec une sagesse admirable; ne risquez pas, monseigneur, de flétrir vos lauriers, de

perdre votre gloire, d'effacer du temple de mémoire un nom qui doit y rester comblé d'honneurs et de bénédictions, si vous ne l'obscurcissez pas par une guerre de tyrans, aussi injuste qu'impolitique, puisqu'elle a pour but essentiel, ainsi que le remarque très-judicieusement le sage régent de la Suède, *d'élever de nouvelles barrières entre les trônes et les peuples.*

,, Le meilleur moyen pour les princes étrangers de préserver leurs États de ce qu'ils nomment le *mal français*, c'est de réformer les abus de leurs administrations, d'abandonner les Français à eux-mêmes, et de les laisser vuider leurs querelles entr'eux ; le plus sûr moyen aussi pour des princes d'attirer des révolutions dans leurs États, c'est de prendre part à celle de la France, et d'envoyer à cette école leurs soldats, qui bientôt y prendront des principes révolutionnaires, comme déserteurs ou comme prisonniers, et les reporteront chez eux.

,, Seroit-ce le desir de venger la royauté outragée, qui auroit déterminé cette coalition de potentats contre les Français ? Il est trop tard, monseigneur; s'il y avoit à

faire quelque tentative à ce sujet, c'étoit dès les premiers instants de la révolution, lorsque le plan n'en étoit qu'ébauché, avant que l'opinion publique à cet égard fût formée, avant que le peuple connût ses droits et ses forces, avant qu'il fût engoué de sa nouvelle idole. La royauté toujours digne du plus profond respect dans les monarques estimables, fut outragée dans tous les pays, lorsque ceux qui en étoient revêtus se rendirent méprisables par leur inconduite, haïssables par leur tyrannie, lorsqu'ils préférèrent l'indolence au travail, l'arbitraire à la justice, la violence à la modération, le vice à la vertu. Il n'est arrivé à Louis XVI, à sa femme, aux princes de sa maison, que ce qui étoit déjà arrivé à une foule d'autres souverains qui avoient avili, comme eux, leur rang auguste par toutes sortes d'excès et de turpitudes. Croyez-vous, monseigneur, que les Français si doux, si excessivement idolâtres de leurs rois, vous eussent jamais manqué de foi, de soumission et d'attachement, si vous eusssiez été assis sur leur trône ?

„ Vous avez visité, monseigneur, les différens États de l'Europe; à votre retour

de France, où vous avez été justement admiré et chéri, où vous aviez observé les princes, les grands et les ministres, vous avez dit, que *la cour de Versailles étoit le séjour de tous les vices, de tous les désordres;* comme vous avez dit des États du roi de Sardaigne, que c'étoit le pays où vous aviez vu *les places les plus fortes, et les troupes les plus mauvaises, les plus mal disciplinées;* comment donc pourriez-vous estimer aujourd'hui ces mêmes personnages, que vous avez si justement méprisé, lorsque vous les avez vu de près !

„ Depuis que vous êtes dans le voisinage de la France, comment n'avez-vous pas encore reconnu, monseigneur, qu'on vous en a imposé, en vous assurant que la guerre civile y commenceroit, dès que vos troupes en approcheroient ? Comment ignorez-vous encore que depuis la révolution, les Français n'ont pas été plus unis, plus énergiques, plus patriotes, que depuis qu'ils ont vu vos armées s'avancer sur eux ? Semblables aux Romains qui mirent à l'enchère les champs où campoit Annibal, les Français ont acheté très-chèrement les biens nationaux situés dans les contrées qui doivent être foulées

par vos légions, dans le cas où vous voudriez réaliser le très-grand projet de venir à Paris ; ce fait mérite votre attention, monseignenr ; daignez observer aussi que les plus vigoureux décrets de l'Assemblée Nationale ont été rendus depuis qu'elle a su votre arrivée sur ses frontières ; que les Parisiens, bien loin d'être intimidés par les horreurs dont on les menace, s'ils mécontentent leur roi, discutent tranquillement sa déchéance dans leurs comités ; que sur les quarante-huit sections de la capitale, quarante-sept ont déjà présenté leur vœu pour cette déchéance à l'Assemblée Nationale, et que ce redoublement d'énergie annonce que votre entrée en France, monseigneur, bien loin de faire tomber les Français aux pieds de Louis XVI, ne pourroit que précipiter le détrônement de ce prince.

» Si l'on vous instruisoit avec fidélité, monseigneur, des dispositions du peuple français, on vous diroit que ce peuple, continuellement trompé et travaillé par les émissaires du château des Tuileries, et maintefois au moment de donner dans les piéges qu'on lui tendoit pour le perdre, en lui faisant commencer la guerre civile, il a suffi,

chaque fois, d'un seul mot de son magistrat pour l'arrêter, pour le faire rentrer dans l'ordre.

„ Les Parisiens étoient fort ennuyés d'être privés, depuis plusieurs semaines par Louis XVI, de la promenade du jardin des Tuileries; ils étoient excités par les malveillans d'en forcer les portes; ils alloient le faire; un mot de leur magistrat les a fait retirer. On leur a depuis rendu par décret, la jouissance d'une terrasse de ce jardin, qui est contigüe à la salle de l'Assemblée Nationale; aussitôt le roi piqué, a voulu rendre la jouissance du jardin entier; le peuple l'a refusé; il a séparé la terrasse du reste du jardin par un simple ruban qui sert de barrière, et que chacun respecte.

„ Ces détails exacts, qui font connoître le grand caractère de cette nation, vous prouvent en même tems, monseigneur, que ce peuple n'est point indocile, et qu'il obéit facilement à une autorité légitime qui sait commander.

„ Depuis quelques jours la voix publique ne cesse de répéter que vous vous proposez, monseigneur, de venir dicter des loix à la France, au sein même de sa

capitale : V. A. S. ne croit pas sans doute qu'on puisse faire trembler Paris comme Berlin, avec un petit corps de troupes, tel que fut celui de Hadick ? Et comment, n'ayant en votre pouvoir aucune place forte, aucun magasin dans l'intérieur du royaume, une grande armée pourroit-elle y subsiter ? Est-ce en fourageant comme nous le fîmes pendant la guerre de sept ans, en Bohême, dans la Silésie, la Saxe, la Lusace ? Mais, monseigneur, les fourageurs Prussiens et Autrichiens, ainsi que les vôtres, n'avoient rien à craindre de la part des paysans de l'Allemagne, accoutumés depuis si long-tems à ces avanies, et toujours tremblans à la voix et sous le bâton des soldats ; il n'en seroit pas de même des Français, qui n'ont jamais éprouvé ces brigandages, et qui, depuis le 14 juillet 1789, ne seroient pas d'humeur de les souffrir. Les habitans des campagnes, réunis à ceux des villes, armés de toutes pièces, et conduits par leurs officiers municipaux, tomberoient sur vos fourageurs, les tueroient, ou plutôt ils en favoriseroient la désertion, pour laquelle les troupes allemandes et sur-tout les prussiennes ont beaucoup de penchans. Eh !

monseigneur, combien ce penchant doit augmenter, depuis le décret qui leur assure la liberté, la fortune et le bonheur en France ! ce décret doit vous faire faire de sérieuses réflexions. Vous seriez donc obligé, monseigneur, de traîner avec votre artillerie, une multitude de chariots chargés de vivres et de fourrages; qui tiendroient un espace de plus de deux lieues, et ce convoi, excessivement dispendieux, exposé sur la route au pillage, à l'incendie, au massacre, affoibliroit beaucoup votre armée.

,, Supposons que vous parvinssiez, monseigneur, à amener une grande armée à Paris, votre tâche ne seroit pas remplie; vous y trouveriez au moins un million d'hommes robustes et bien armés, parce que Paris, par sa consommation, faisant vivre les habitans de vingt lieues à la ronde, ils ont le plus grand intérêt de voler à son secours, et de lui porter des subsistances qui vous manqueroient. Deux cents mille hommes ne vous suffiroient pas pour empêcher cette communication avec une ville de si grande étendue; que de risques vous couririez, monseigneur, au milieu de ce peuple immense, enivré du fanatisme de la liberté !

Et ne pourroit-il pas s'y trouver quelque Scévola ? A coup sûr, monseigneur, les Français ne ressembleroient point à ceux que vous avez battus autrefois, ni à vos dociles et paisibles Allemands.

„Je suppose encore, monseigneur, que vous soumettiez les Parisiens, cela ne suffiroit pas pour opérer une contre-révolution en France; car, pendant que vous les enchaîneriez, les autres départemens vous prépareroient des fers; votre retraite pourroit devenir plus difficile que celle des dix mille de Xénophon, et vous pourriez y perdre l'honneur et la vie. On peut supposer aussi la défaite de vos armées, par des combats et des désertions; et dans ce cas, les pertes de la Prusse ne seroient-elles pas infiniment plus grandes et moins réparables que celles de l'Autriche, et ne resteroit-il pas à celle-ci assez de ressources pour profiter de la foiblesse de sa rivale, et pour se dédommager de ses propres pertes en lui reprenant la Silésie?

„Monseigneur, j'ai dit au roi de Prusse, que la France et la Pologne étoient ses alliées naturelles et nécessaires; déjà, pour avoir dédaigné mes conseils, la Pologne ne

peut plus lui être utile. S'il étoit possible que V. A. S. ruinât la France, la Prusse n'auroit plus aucun secours à espérer en cas de besoin, et les cours de Vienne et de Pétersbourg partageroient ses dépouilles quand il leur plairoit.

» Monseigneur, les circonstances actuelles offrent de grandes et brillantes destinées au souverain le plus sage, le plus éclairé, le plus estimé de l'Europe; ne risquez pas de perdre dans un moment malheureux, des avantages incalculables. Croyez à un homme éclairé par l'âge, la réflexion et l'expérience, sur les vrais intérêts actuels des princes de l'Europe, et particulièrement sur les vôtres; renoncez à une entreprise qui n'est fondée que sur des renseignemens infidèles, sur les faux calculs de passions aveugles, sur l'abominable espérance d'une guerre civile qui ne peut avoir lieu, parce qu'il est impossible à ceux qui la desirent d'armer en leur faveur un peuple idolâtre de leur liberté, et que des prêtres, des nobles, des gens de robe et de plume, ne sont point des instrumens propres à l'exécution d'un pareil projet; renoncez donc, monseigneur, à des tentatives qui ressem-

bleroient à celles de Dom Quichotte, et qui terniroient votre réputation.

„ Enfin, monseigneur, ne dédaignez pas les conseils d'nn homme qui ne fut jamais courtisan de personne, qui ne vous demande rien pour lui-même; qui vous aime parce qu'il vous a connu personnellement; qui ne craint que de vous voir égaré dans une fausse route, et qui voudroit de tout son cœur vous voir prendre celle du bonheur, que vous pouriez partager avec des millions d'hommes.

„ Je ne puis et ne dois pas m'expliquer plus clairement avec un prince qui a autant de lumière que vous, monseigneur, et je suis heureux si les vérités, contenues dans cette lettre, dissipent les nuages qui sembloient obscurcir le vaste horizon de votre heureux génie.

Seconde lettre au duc de BRUNSWICK.

Du 11 Août.

MONSEIGNEUR,

„ JE vous ai dit dans ma précédente, que les émigrés, les plus lâches des hommes, avoient trompé votre altesse sérénissime,

en lui persuadant qu'elle pouvoit intimider les Français, et sur-tout les Parisiens, par de violentes ménaces.

„ Je vous ai observé, monseigneur, que l'Assemblée Nationale de France, quoiqu'en partie corrompue par la liste civile, avoit rendu les décrets les plus vigoureux, et que l'énergie des troupes françaises s'exaltoit de plus en plus à mesure que les armées ennemies s'approchoient de leurs frontières, et depuis qu'on connoissoit votre manifeste en France.

„ Je vous ai prédit, monseigneur, que vos menaces ne feroient qu'incendier les têtes des Français, qu'allumer davantage leur courage, et que compromettre la sûreté de Louis XVI : cette prédiction est accomplie, et vous allez juger qui, des émigrés ou de moi, vous a dit la vérité ; qui, d'eux ou de moi, vous a témoigné plus d'estime et d'intérêt pour votre gloire.

„ Dès que vos nouvelles notes ont été connues à Paris, monseigneur, la fermentation y est devenue terrible. Le peuple est devenu furieux contre la cour, et a demandé à grands cris la déchéance du roi, chef de tous ses ennemis. La cour a d'abord

cherché à calmer les esprits, en faisant dénoncer à l'Assemblée Nationale votre manifeste comme apocryphe ; mais l'opinion publique, déjà formée, vous accusoit, monseigneur, d'avoir signé cet acte et son supplément, et le lénitif de la cour, regardé comme une nouvelle imposture insidieuse, n'a fait qu'augmenter la défiance et le mécontentement général ; dès que la cour s'en est apperçu, elle a résolu d'exécuter son projet, tant de fois manqué depuis trois ans, de faire massacrer les Parisiens, et de faire mettre le feu au quatre coins de leur ville ; elle comptoit pour le succès de cette nouvelle conspiration, sur dix - huit cents Gardes-du-Corps licenciés, sur une multitude de chevaliers-poignards et de prêtres fanatiques, sur les bataillons des gardes nationaux des Filles Saint - Thomas et de Henry IV, sur la plupart des officiers de cette garde, et sur deux milles suisses parfaitement exercés et disciplinés. . . . .

„ Le 10 du courant, à sept heures du matin, le roi qui avoit rassemblé son armée dans le jardin des Tuileries, en a fait la revue ; il a passé dans tous les rangs ; il a fait distribuer du vin et de l'argent à

ses satellites : il les a exhortés à massacrer le peuple qui venoit demander leur expulsion de Paris, et la déchéance du trône pour lui-même. Les satellites ont répondu par des cris de *vive le roi, au f..... la nation ;* une partie du peuple témoin de cette revue et de ces imprécations, a répliqué par des cris de *vive la nation, vive Pétion, périssent les traîtres.* Intimidé par ces cris, le roi est rentré dans son palais avec ses courtisans ; une partie de son armée est restée dans le jardin, avec des canons chargés à mitrailles ; une autre partie des royalistes s'est fortifiée dans le château ; les Suisses se sont retirés dans les cours où étoient leurs canons et leurs casernes, qui n'existent plus, parce qu'elles ont été brûlées hier : enfin, le roi, suivi de quelques courtisans, s'est réfugié, avec sa famille, dans la salle de l'Assemblée Nationale, où, sans approbation ni murmures, on lui a donné une tribune pour retraite : M. d'Affri, commandant des Suisses, qui avoit accompagné le roi, lui a demandé en le quittant : *Sire, est-ce votre dernier mot ; oui,* a répondu le roi, *allez, faites votre devoir.*

» Les Parisiens, au nombre d'environ

deux cents mille, formés en bataillons composés de gardes nationaux et d'hommes à piques, sont arrivés au Carousel et aux Champs-Élisées; des Suisses, sous l'apparence de l'amitié, les ont abordés, les ont embrassés et leur ont conseillé de forcer les portes du château, en leur promettant de se joindre aussitôt à eux; les patriotes ont suivi ce perfide conseil: aussitôt une décharge de toute l'artillerie royale a fait un horrible carnage; c'étoit le dernier mot du roi: *Ultima ratio regum*. Les patriotes, furieux de cette infâme trahison, ont à l'instant riposté par plus de cent mille coups de fusil, et de plus de cinquante pièces de canons braqués sur le château, dans le Carousel, sur le Pont-Royal et dans la place de Louis XV. Les Suisses se sont défendus comme des lions; ils ont, pendant plus d'une heure, fait un feu continuel par les croisées du château, et par des trous pratiqués exprès dans leurs casernes; mais à l'exception de cent cinquante qui sont en prison, et qui doivent être jugés par une cour martiale, tout le reste a été massacré, ainsi que les royalistes qui étoient dans le château et dans le jardin, excepté beaucoup d'officiers qui

se sont sauvés. Enfin, tous les meubles de l'appartement de la reine ont été brisés et jettés par les fenêtres.

,, Je vous observe, monseigneur, que l'armée des Parisiens étoit sans chefs, et que pour préserver leur maire chéri de tout accident, de toute responsabilité, pendant cette nouvelle révolution, ils avoient pris la précaution, la veille, de le suspendre de toutes fonctions, ainsi que le procureur de la commune; qu'ils leurs avoient donné une garde sure de quatre cents hommes dans l'hôtel de la Mairie, et qu'ils les ont rétablis dans leurs fonctions dès que la crise a été passée. Ce trait donne à cette révolution un caractère unique de grandeur qui doit vous faire une forte impression, monseigneur, et voici d'autres faits qui ne sont pas moins admirables.

,, Tout ce qu'il y avoit de richesses en or, en argent, en diamans, en monnoies et en assignats, dans le château des Tuileries, a été porté, partie à l'Assemblee Nationale, et partie dans les bureaux voisins des sections, qui en ont donné leurs récépissés à l'Assemblée; et par qui ces actes de fidélité ont-ils été faits? C'est précisément, monseigneur,

par

par cette classe d'hommes que les nobles appellent la *canaille*, et que maintenant on nomme les *Sans-Culottes*.

„ La famille royale a ete témoin qu'un de ces hommes de travail a apporté, sur le bureau de l'Assemblée, un sac de huit cent livres en écus; il a demandé en grace qu'on comptât tout de suite ce qui étoit dans le sac, afin que le roi présent, pût attester sa fidélité.

„ Un autre ouvrier a apporté de la vaisselle d'argent; un autre, un porte-feuille contenant pour dix-huit cents mille livres d'assignats : un autre a apporté une montre d'or à répétition, avec vingt-sept louis d'or qu'il avoit trouvés dans les poches d'un officier suisse qu'il avoit tué. Il faudroit un volume pour recueillir tous les faits de ce genre, qui ont éclaté au milieu de tant d'horreurs.

„ Sans doute, il étoit impossible qu'il ne se trouvât des pillards dans une si grande foule; mais au milieu du plus grand désordre, la police se faisoit, et la justice se rendoit par ces mêmes sans-culottes, mieux qu'elles ne le furent jamais dans les tems les plus tranquilles par les agens du

gouvernement sous l'ancien régime. Plus de cinquante voleurs, pris en flagrant délit, ont été, sur-le-champ, tués ou pendus aux réverbères, et leurs vols portés à l'Assemblée. Ce même peuple continue de faire la chasse la plus vigoureuse aux brigands, dont la cour avoit infesté la capitale, en leur promettant le pillage des maisons des patriotes.

„ On met les scellés, et l'on fait les recherches les plus vigoureuses dans les maisons royales et dans celles des anciens ministres, des fonctionnaires publics et royalistes, et d'autres gens suspects. On a trouvé dans le secrétaire du roi et dans les papiers de l'intendant de la liste civile, les mémoires de ce que Louis XVI a dépensé pour Coblentz, pour fomenter les troubles dans le royaume, pour faire imprimer des écrits incendiaires, pour contrefaire, falsifier et discréditer les assignats.

„ Les statues des anciens rois de France sont brisées, elles vont être converties en canons pour soutenir la liberté française, et les places publiques de cette nation ne seront plus décorées que de ses vertus et de ses triomphes. Voilà, monseigneur, des actes qui passeront à la postérité.

» Poussé par la curiosité, j'ai voulu être témoin de tout ce dont je vous instruis, monseigneur ; j'ai vu, un instant avant le combat, une demoiselle aimable et jeune encore, un sabre à la main, montée sur une pierre, et je l'ai entendue haranguer la multitude ainsi qu'il suit.

» *Citoyens !... l'Assemblée Nationale a déclaré que la patrie étoit en danger, qu'elle étoit dans l'impuissance de la sauver, que son salut dépendoit de vos bras, de votre courage, de votre patriotisme ; armez-vous donc, et courez au château des Tuileries : c'est-là que sont les chefs de vos ennemis ; exterminez cette race de vipères, qui depuis trois ans ne fait que conspirer contre vous ; songez que dans huit jours vous serez exterminés si vous ne remportez pas aujourd'hui cette victoire ; choisissez, entre la vie ou la mort, la liberté ou l'esclavage ; respectez l'Assemblée Nationale, respectez les propriétés, faites justice vous-mêmes des pillards, et partons.*

» Aussitôt des milliers de femmes se sont précipitées au milieu de la mêlée, les unes avec des sabres, les autres avec des piques ; j'en ai vu plusieurs tuer elles-mêmes des Suisses ; d'autres encourageoient leurs maris,

leurs enfans, leurs frères. Plusieurs de ces femmes ont été tuées, sans que les autres en fussent intimidées. Je les ai entendues s'écrier ensuite : *qu'ils viennent ces Prussiens, ces Autrichiens, nous perdrons beaucoup de monde, mais pas un de ces j. f. ne s'en retournera.*

,, Et vous compteriez sur de pareilles femmes, monseigneur ! Combien je vous ai désiré hier auprès de moi, afin que vous connussiez l'intrépidité de ces Parisiens, des Marseillois, des Brestois et de leurs héroïnes ! Vous seriez maintenant fortement indigné contre vos protégés. Au surplus, ces récits ne doivent point vous étonner, monseigneur, si vous vous rappellez que la veille de la prise de la Bastille, ces mêmes Parisiens, sans armes, ont mis en fuite l'armée royale de Broglie, forte de trente mille hommes au moins, et munie de l'artillerie la plus formidable.

,, Respectez, monseigneur, une pareille nation ; ne la traitez pas comme une poignée de brigands, et désavouez les outrages que vous lui avez adressés.

,, La famille royale est restée dans la salle de l'Assemblée jusqu'à trois heures du

matin, qu'on l'a conduite dans un appartement voisin, en attendant que celui du Temple fût préparé pour la recevoir, et elle y a été transportée au milieu des huées du peuple. Cette famille a été témoin de nouvelles accusations contr'elle, de ce qu'on a décrété pour la dépouiller de tout moyen de nuire, et des précautions qu'on a prises pour prévenir et empêcher les trahisons qu'elle avoit préparées dans l'armée, dans les places fortes et dans les corps administratifs.

» Tels sont les effets qu'a produits votre manifeste, monseigneur, et le supplément; croyez-vous que la famille royale de France et les émigrés vous aient de grandes obligations? L'évènement d'hier a beaucoup diminué le nombre des royalistes; s'il y en a encore dans Paris, certainement ils n'oseront plus se montrer; d'ailleurs, la royauté dépouillée de la liste civile, n'a plus d'attraits pour ces gens-là.

» Je vous le répète, monseigneur, je ne conçois pas qu'on ait pu vous déterminer à défendre une si mauvaise cause, et à signer des écrits aussi impolitiques, aussi indécens; il est encore tems, reconnoissez

les erreurs dont on vous a enivré, et désavouez vos menaces outrageantes; on ne parle point un pareil langage à une nation de vingt-sept millions d'hommes, dont plus de six millions sont armés, à une nation pleine d'énergie, d'honneur, de lumières, et d'un orgueil bien placé. En entendant vos menaces, monseigneur, on seroit tenté de croire que vous aviez déjà gagné sept ou huit batailles, et pris trois ou quatre places fortes en France. Ce n'étoit pas ainsi que parloit Alexandre après sa victoire d'Arbelles; dans leurs harangues énergiques, les Romains ne parloient qu'avec ménagement à leurs ennemis. Un héros, même au sein de la victoire, ne doit s'expliquer qu'avec dignité; il doit éviter les fanfaronades deshonorantes: c'est toujours une folie d'insulter une nation; c'est une démence de l'insulter avant de l'avoir vaincue; c'est une bassesse de l'insulter après.

„ Celui qui vous parle ainsi, monseigneur, a plus de cinquante ans; il est sans passion, sans partialité; il a fait la guerre sanglante de sept ans; il connoît l'art militaire; il connoît les hommes; il a vu, il a observé, il connoît parfaitement tout ce dont il vous

entretient. Il affirme à votre altesse sérénissime, comme une vérité de la plus haute importance pour sa gloire, que la cause qu'elle veut défendre, est excessivement mauvaise; qu'elle ne l'a embrassée que par erreur; que ses spéculations hostiles ne sont fondées que sur des mensonges, des absurdités, des injustices, sur les idées les plus fausses du caractère de la nation française, de ses hommes, de ses femmes, de ses jeunes gens, de ses vieillards, qui tous méprisent les blessures et la mort.

„ Desillez vos yeux, monseigneur, et desillez ceux des despotes que vous servez.

„ C'est le génie tutélaire des nations qui conduit la révolution qu'on vient d'achever à Paris; ce génie de la justice ne veut pas que des peuples entiers soient impunément opprimés par une poignée de tyrans; il veut venger les crimes des grands; il veut effrayer, par un grand exemple, ceux qui seroient tentés à l'avenir de suivre leurs traces.

„ Pour toutes sortes d'intérêts publics, et sur-tout pour les vôtres, monseigneur, ne dédaignez pas mes conseils: bien loin d'obliger les émigrés, vous leur feriez perdre toute ressource. Au lieu d'opérer une contre-

révolution en France, vous pourriez fomenter des révolutions dans toute l'Europe ; en croyant servir la royauté, dont Louis XVI vient d'ouvrir le tombeau ; il se pourroit que vous lui portassiez le coup le plus mortel : enfin, loin de vous couvrir de gloire, vous pourriez perdre, avec la vie, la haute réputation que vous avez acquise, et ne laisser à la postérité qu'un nom couvert d'opprobre. Tels sont les dangers auxquels vous vous exposeriez, monseigneur, en suivant de mauvais conseils ; puissai-je être assez heureux pour vous les faire éviter.

Ces deux lettres que je viens de transcrire m'ont paru mériter qu'on leur accorde une influence particulière sur notre retraite : je crois trop à la loyauté de nos chefs et à leur amour de la vérité, pour ne pas penser que des raisons aussi frappantes ont dû faire impression sur leurs esprits. Je vais plus loin ; je regarde aussi comme très-probable, d'après la connoissance que j'ai des sentimens de notre roi et de ceux qui ont part à sa confiance, que notre entrée en France n'auroit pas eu lieu, si les nouveaux

Francs avoient, dans le tems, éclairci et redressé les différens articles de nos manifestes par de semblables raisons, exposées avec autant de solidité et de modération (1) : le développement ultérieur de cette guerre et notre conduite en fournira la preuve, dans la supposition, toutefois, qu'il n'y ait eu d'autre but dans nos projets de guerre; que celui qu'indiquent les manifestes, et que nous n'ayons pas voulu courir les hasards des combats uniquement pour tenter fortune.

Mais une des causes principales qui accélérèrent notre retraite fut, à coup sûr, la nouvelle que nous reçûmes précisément dans le tems de la canonnade, que les nouveaux Francs, qui étoient rassemblés en Alsace, se disposoient à attaquer l'Allemagne et à nous rendre la pareille de ce côté-là. Cette nouvelle remplit d'effroi le conseil privé du roi; et peu de tems après, la résolution

(1) Le roi de Sardaigne et le pape Pie VI furent traités par le comte de *Gorani* avec plus de sévérité. Les lettres qui leur sont adressées sont précieuses pour l'histoire de la révolution; mais elles seroient étrangères dans cet écrit.

fut prise d'abandonner la France pour aller défendre nos propres foyers.

Ce fut encore là une suite des mensonges des émigrés, qui soutenoient avec la plus imperturbable assurance, que les *nouveaux Francs* étoient trop foibles et trop inexpérimentés pour songer à entrer en Allemagne : qu'ils remercieroient le ciel de bon cœur et s'estimeroient fort heureux, si on leur permettoit de se rendre, en leur accordant la vie et leurs biens !.... En vérité, il eût été bien plus sage et plus économique d'examiner tout cela avec attention, que de croire sur parole à de si étranges assurances, et de se préparer ainsi de longs et amers repentirs.

Enfin, *Custines* entra vainqueur en Allemagne et y ravagea bien du pays. On vit alors clairement que l'on avoit commis une faute énorme, en ce que les frontières d'Allemagne n'étant point couvertes, on s'étoit porté étourdiment en France avec toutes ses forces.

Cela n'étoit-il pas aisé à prévoir ? Sans doute, si l'on n'eût pas tant méprisé son ennemi ; car le passage lui étoit ouvert jusqu'au Rhin; et sa patrie ayant déjà éprouvé les fureurs

des Allemands, il étoit bien dans la nature qu'il saisît l'occasion de se venger sur leur terrein, de ce qu'ils avoient commis sur le sien : dès lors, le théâtre de la guerre se trouvoit changé ; il devenoit indispensable de rétrograder, et la guerre se fesoit à nos dépens dans notre pays même ; or le Français pouvoit-il négliger cet avantage important, lui qui est si adroit et si actif ? En vérité, il étoit si probable que les choses tourneroient ainsi, qu'on seroit presque tenté de croire qu'une de nos deux parties belligérantes avoit jugé convenable à sa politique de parler, d'écrire et de combattre seulement pour la forme, très-résolue à faire fort peu de mal à l'ennemi, dans la crainte de trop affoiblir un voisin qui étoit le surveillant de l'autre partie ; que pour cela, on avoit cherché à amener le cours de la guerre en France : que d'abord on avoit perdu du tems en feignant de l'employer en préparatifs, et qu'ensuite l'objet qu'on s'étoit proposé étant à-peu-près rempli, on s'étoit retiré tout doucement (voyez première partie page 51). Pour parvenir à ce même but, il pouvoit être nécessaire aussi d'affoiblir les petits princes allemands,

en les attirant dans une guerre contre l'Empire, et les réduisant par là inévitablement au silence et à l'inaction. Au reste, qui peut résoudre avec certitude le nœud caché de toute cette politique ? Le tems.

L'électeur palatin avoit cependant assez de troupes pour repousser la force par la force ; mais ce même électeur avoit déclaré long-tems auparavant, qu'il ne s'immisceroit en aucune manière dans les affaires de France, s'il n'y étoit forcé par elle. Il avoit même manifesté trop hautement le déplaisir qu'il ressentoit du séjour des émigrés dans quelques États d'Allemagne, pour faire croire qu'il s'opposât bien éfficacement à l'invasion des *nouveaux Francs* dans l'Empire. Quant à l'électeur de Mayence, il étoit beaucoup trop foible pour cela : ainsi il n'y avoit autre chose à attendre que ce qui est arrivé, principalement dans les lieux où les sous-gouverneurs rendent les peuples enclins aux innovations et aux soulèvemens, et semblent les exciter à obtenir de force, ce que si peu de princes sont disposés à accorder de bon gré. On peut dire de ces contrées :

Et succus pecori, quoque lac subducitur agnis ;

Tel fut le commencement de nos exploits dans cette première campagne et l'acheminement à la deuxième. Nous restâmes tranquilles quelques jours, et ne changeâmes qu'une seule fois la position de notre camp, pour empêcher l'ennemi de nous fermer un passage par où devoit s'effectuer la retraite d'une partie de notre armée. Nous passâmes la première nuit sans paille, couchés sur la terre : ce ne fut que le vingt-deux septembre que nous allâmes chercher du bois, de la paille et des vivres. Le pillage du soldat fut ici porté à l'excès : pour y mettre des bornes, il fut accordé, le 28, des sauves gardes aux villages ; mais cette précaution n'empêcha point que ces malheureux villages ne ressemblassent bientôt à des déserts. On doit convenir que le duc a donné dans tous les tems des ordres très-sévères contre la maraude ; mais à quoi tout cela aboutit-il à la longue, sur-tout lorsqu'un besoin impérieux se fait sentir ? et ce besoin, nous l'éprouvions de la manière la plus cruelle. Pendant trois jours nous manquâmes absolument de pain ; et la disette s'accrut à un tel point, qu'un seigneur offrit un louis d'or d'un pain de

munition, sans pouvoir l'obtenir. C'étoit un spectacle déchirant d'entendre jetter les hauts cris à quelques soldats, et d'en voir d'autres prêts à verser des larmes. La patience allemande est ici digne d'admiration.

On voulut connoître la cause de cette pénurie : on répondit qu'il falloit s'en prendre au mauvais tems qui avoit abîmé les chemins ; on ne disoit pas que les nouveaux Francs avoient coupé nos vivres, ou du moins mis beaucoup d'obstacles à leur transport : cela étoit pourtant vrai. A la fin on se décida à envoyer de la cavalerie dans plusieurs endroits pour se procurer promptement du pain : cela réussit ; et pourtant il n'en résulta pour chaque individu qu'une portion très-insuffisante et encore distribuée jour par jour. Cette disette de pain dura jusqu'à notre camp de Luxembourg. Si l'on réfléchit là-dessus avec attention, on sera en droit d'en conclure peut-être, que mon opinion précédente sur la politique d'un certain parti, n'est pas très-bien fondée ; ou bien il faudra dire que le tems et des incidens imprévus, changent quelquefois la partie extérieure d'un plan,

sans porter atteinte à la partie intérieure qui subsiste toujours.

Les troupes impériales qui etoient placées sur notre flanc droit, n'avoient pas plus de pain que nous; et l'armée des émigrés sur notre flanc gauche, n'étoit pas mieux traitée non plus. Ces *agréables* qui, sur le bord du Rhin, prodiguoient avec tant de gaieté le pain le plus blanc, s'estimoient heureux lorsqu'ils trouvoient ici du pain de munition.

Autrichiens, Prussiens, Armée royale, (ou du roi de France) quel singulier amalgame! Assurement il ne pouvoit guères y avoir là unité d'action; et un tel assemblage rappelloit fort celui d'Horace au commencement de son art poétique. La vue des derniers, je veux dire des émigrés, irritoit particulièrement notre ennemi, et il en résultoit pour nous plus de difficultés dans la conduite de nos opérations. Des généraux de différentes puissances qui, depuis la guerre de sept ans, n'ont peut-être jamais cessé de se guerroyer en projet et de se jalouser, se trouvoient ici contraints d'agir de concert pour un même but: le Prussien et l'Autrichien! Le catholique bigot et le

protestant éclairé et pensant librement ! N'étoit-ce pas le cas de dire avec Ovide ?

Jupiter in Trojam, pro Trojâ stabat Apollo :
Æqua Venus Teucris, Pallas iniqua fuit.

Cependant il dit aussi :

Omnia jam fiunt, fieri quæ posse negassem.

Les guerriers de l'armée royale, ces enfans indisciplinables essayoient quelquefois de se mesurer dans de petits combats avec leurs compatriotes, mais ils eurent constamment le dessous, et plusieurs même finirent par se réunir aux *nouveaux Francs ;* de telle sorte que cette troupe de royalistes se fondoit insensiblement.

Pendant tout le tems que nous fûmes au camp de *la Lune*, la température de l'air fut toujours la même : il pleuvoit continuellement ; et de plus il faisoit un tel froid, qu'on geloit presque sous la tente. L'on fut obligé d'aller chercher très-loin de l'eau et du bois : et encore ne put-on se procurer que de l'eau de pluie ou de ruisseaux, des branches de saules verds ou de peupliers.

Pour tenir lieu du pain qui nous manquoit, le roi fit distribuer souvent du bœuf et du cochon.

cochon que nous mangions avec quelques pommes de terre. Quant à l'eau-de-vie, nous n'en buvions presque point; elle étoit extrêmement chère et très-mauvaise. Les Autrichiens étoient un peu mieux que nous à cet égard, mais les émigrés plus mal.-- Le quarteron de tabac de la plus mauvaise qualité valoit jusqu'à 10, 12, et même 16 gros d'argent; aussi les fumeurs finirent par employer de la fleur de fenaison, de la paille et des feuilles.

Dans le village où logeoit le roi, quelques soldats du régiment de Romberg volèrent un jour des ustenciles et ornemens d'église; le curé en porta sa plainte: le roi ordonna les perquisitions les plus exactes, et les voleurs découverts furent passés par les verges. De pareilles punitions étoient bien plus rares que les fautes.

Pendant notre séjour en France, des paysans français venoient souvent dans nos camps pour réclamer les chevaux que nos hussards leur avoient enlevés. On les renvoyoit au quartier-général où le duc leur permettoit de parcourir tout le camp pour y découvrir leurs chevaux; mais les nouveaux possesseurs faisoient si bien, que le paysan,

effrayé par les menaces, n'osoit pas reconnoître sa propriété : de telle sorte que malgré la multitude des chevaux volés, pas un seul ne fut rendu.

Je ne veux pas examiner ici à fond la question ; si les brigandages sont permis à la guerre : ils ne le sont bien certainement pas d'après le droit de nature ; mais une coutume invétérée semble avoir introduit pendant la guerre une espèce de droit particulier, de faire à l'ennemi et à son pays tout le mal que l'on peut : en outre le soldat s'est fait à cet égard des principes à lui, qui le mettent fort à l'aise. Il allègue le plus souvent l'exemple des chefs chez qui *oser* et *exécuter* dépendent uniquement de *pouvoir* ; il croit en conséquence que des fatigues extraordinaires lui donnent le droit ainsi qu'à eux à un dédommagement extraordinaire ; et dès-lors il se permet tout ce qu'il peut : après tout, pour être plus grossièrement organisé, il ne se croit pas destiné à souffrir seul ; il doit ainsi que les autres prendre part aux vicissitudes de la guerre, etc... et autres raisons de soldat.

Le meilleur moyen de prévenir la mutinerie et la sédition parmi les soldats, est

indubitablement de se pourvoir de vivres en quantité suffisante, et ensuite de se montrer sévère pour la discipline, particulièrement à l'égard des troupes légères : (1) l'un ne doit pas aller sans l'autre ; voilà bien la règle générale ; mais cependant qui peut prévoir tous les cas malheureux provenant des mauvais tems, des trahisons, des ruses de l'ennemi, et prévenir par-là les sujets de mécontentement et de révolte ? cela n'est pas toujours possible ; et alors il faut bien user d'indulgence sur les fautes

(1) Le traité de M. Ewald *de la petite guerre*, imprimé à Cassel, chez Cramer, en 1785, contient sur ce sujet d'excellentes choses. Le zèle avec lequel M. Ewald recommande aux chefs d'une troupe de traiter humainement les habitans sans armes d'un pays ennemi, fait honneur à son caractère, et prouve aussi son esprit éclairé par l'expérience. Les plus grands désordres à la guerre, sont causés par les troupes légères, qui ont de fréquentes occasions de les commettre et d'en profiter ; mais je le répète ici : cela ne fait qu'accroître l'animosité de l'ennemi ; cela donne lieu à des trahisons, et fait souvent échouer les meilleurs projets des généraux. Il seroit à souhaiter que les sous-chefs, principalement les plus jeunes, se pénétrassent de cette vérité, et pour cela prissent conseil de l'ouvrage d'Ewald.

contre la discipline : ainsi en ont agi dans tous les tems les grands capitaines, Alexandre, César, Gustave Adolphe, Wallenstein, Fréderic le grand et autres. ils savoient fermer les yeux sur des faits, que dans d'autres momens ils eussent sévèrement punis comme barbares; ils permettoient même souvent des pillages, quoique ce ne fût pas toujours par représailles, mais comme un mal nécessaire qu'il n'étoit pas en leur pouvoir d'empêcher : par de tèls moyens, le soldat n'osoit paroître ni mécontent, ni indifférent, ni même découragé : tel est malheureusement le *ratio belli*, comme dans d'autres circonstances se trouve le *ratio statûs* de Puffendorf.

On a peine à concevoir tous les mensonges et toutes les fausses nouvelles dont nous fûmes inondés, principalement au camp de la Lune : une des principales fut, que les *nouveaux Francs* étoient enfin cernés de tous côtés et ne pouvoient ni avancer ni reculer; que *pardieu*, il falloit bien qu'ils se rendissent sous peu de jours. Des gens même qui ne manquoient pas de lumières, crurent à cette ridicule fable que la moindre réflexion leur eût fait mépriser, attendu que

nous tous, Prussiens, Autrichiens et royalistes, n'avions pas à beaucoup près tout le monde qu'il nous eût fallu pour occuper les divers passages ouverts aux *nouveaux Francs*. C'étoit bien plutôt nous qui avions à craindre d'être cernés, qui le craignions en effet et qui en conséquence changeâmes une fois notre camp.

Ce n'est pas tout, les plus sages d'entre nous réfléchissant sur notre état de foiblesse et sur tous les dangers dont nous étions assaillis, crurent si bien qu'en cas d'attaque nous étions perdus, que ne pouvant comprendre pourquoi les chefs de l'armée des *nouveaux Francs* ne cherchoient pas à tirer un plus grand parti de notre embarras, ils imaginèrent qu'ils s'étoient laissé gagner par nos Frédérics d'or pour consentir à un accommodement. Ceux au contraire qui, pour l'honneur des armes de la Prusse, ne pouvoient se résoudre à adopter une telle opinion, affirmoient (et ne permettoient pas même à cet égard le moindre doute) que la Convention Nationale avoit versé je ne sais combien de millions pour nous amener à cette inaction et enfin à la retraite. -- Ce n'est point tout cela, disoient

d'autres qui se croyoient mieux instruits : nous restons tranquilles, parce que le duc est contrarié dans toutes ses volontés et que le roi veut qu'on épargne le sang des soldats, etc,

Ces débats, ces contradictions étoient plus que risibles et n'en circuloient pas moins dans des lettres particulières, et par suite dans les gazettes qui les répandoient de toutes parts. J'ai cru devoir les rappeller ici pour mieux faire connoître l'état de notre armée, ainsi que la disposition des esprits.

Je me souviens d'avoir lu parmi les pièces justificatives de la vie du maréchal de *Richelieu*, que madame de *Tencin* disoit : un roi, quelqu'il puisse être d'ailleurs, est pour le soldat et le peuple ce que l'arche d'alliance étoit pour les Israélites. --- Cette dame vouloit sans doute donner à entendre par-là que la présence de Louis XV, qu'elle nous peint d'ailleurs comme enclin à la bigotterie et insensible à tout ce qui s'appelloit gouvernement, que la présence, dis je, même d'un tel Louis à l'armée, ne pouvoit qu'accroître les ressources et les moyens de succès. A plus forte raison,

pouvoit-on le dire de Frédéric-Guillaume qui étoit au milieu de nous, populaire, intrépide, présent à tous les dangers, à toutes les fatigues. -- Un jour adressant la parole à quelques soldats : *comment cela va-t-il, mes amis ?* -- *Cela va à la diable, votre majesté*, répondit brusquement un d'entre eux. -- *Un peu de courage, mes enfans*, leur dit le roi, sans élever le ton : *je ne puis rien changer quant à présent, mais comptez que bientôt vous serez mieux.* -- Et il étoit toujours le même; jamais on ne le vit refuser de parler à personne, même à des inconnus que tout autre que lui auroit suspectés : sans doute qu'il n'ajoutoit aucune foi aux fables ridicules des aristocrates sur les propagandistes, et les successeurs de Brutus, et qu'il ne croyoit pas davantage à ce que le maire *Diétrich* faisoit insérer dans les gazettes à Strasbourg sur le projet de l'assassiner, conçu, disoit-il, par le dentiste *Léveque* : en un mot, il étoit simple autant que courageux, et souvent bien moins difficile que les subalternes. Il est vrai que la guerre fourmille d'avertissemens qui rappellent tous les hommes à l'égalité.

Cependant la nuit du 29 au 30 septembre,

on vit arriver du quartier-général au camp ; le major *Hirschfeld* portant l'ordre de décamper le 30 de grand matin. On lui demanda si c'étoit pour aller en garnison : sans doute, répondit-il.-- Il savoit pourtant bien le contraire; mais probablement il avoit des raisons pour cacher la vraie route. Aussitôt dans tout le camp, se répandit la nouvelle que nous allions nous rendre chez nous : comme je ne concevois rien à tout cela, je ne pouvois me résoudre à le croire et je combattois cette nouvelle de toutes mes forces ; mais on opposoit à mes doutes des suppositions inventées à plaisir, et que chacun convertissoit néanmoins en nouvelles incontestables. -- Les uns disoient : notre roi est irrité de ce que l'empereur ne l'a secondé ni assez tôt, ni assez bien ; Voilà pourquoi il veut maintenant se soustraire au danger qui le menace. -- D'autres : le roi de France l'a prié d'abandonner le territoire français pour écarter de lui les soupçons qui l'environnent à paris et les funestes conséquences qui pouvoient en résulter contre sa sûreté. Les manifestes ne lui avoient déjà que trop nui. --- On disoit ailleurs que *Dumouriez* avoit fait parvenir à notre roi des lettres

des princes émigrés qu'il avoit interceptées ; et dans lesquelles ils parloient en termes fort peu avantageux, et du duc de Brunswick, et du roi de Prusse lui-même etc. etc.. conclusion : il nous falloit retourner chez nous. Il est bien vrai que très-peu indiquoient les motifs réels de notre retraite, qui furent, la quantité prodigieuse de malades, la grande difficulté de subsister en France et l'extrême danger qui nous menaçoit là, comme aussi dans les pays de la domination du roi de Prusse, sur le Rhin et en Westphalie. --- Et pourtant, on se croyoit si parfaitement à l'abri de toute incursion de la part des nouveaux Francs !

Au reste, cette nouvelle répandit en général la plus vive joie parmi nous : officiers et soldats, tous étoient enivrés du plaisir de revoir leurs foyers et de toucher enfin au terme de leur misère ; quant à moi, je ne pouvois partager cette ivresse, tant j'étois affligé de voir ainsi s'évanouir la gloire militaire de mon pays : cependant j'entrai dans la tente du colonel de ***, j'entendis ces paroles de la bouche d'un capitaine autrichien, homme à la fois ferme et eclairé.-- Messieurs, disoit-il, pour peu que les Fran-

çais agissent avec prudence, la guerre actuelle pourra devenir aisément, suivant l'expression du ministre *Barstenstein* dans son livre *du droit naturel et du droit des peuples*, un jeu de hasard où l'on jouera des majestés. --Son sentiment sur les excès révolutionnaires arrivés à Paris étoit, qu'une réforme qui s'établissoit par la force ne pouvoit s'effectuer sans un intervalle d'anarchie entre l'ancien et le nouvel ordre de choses ; que ce n'étoit point là du mépris pour les loix, puisqu'un état dans cette anarchie présentoit une société qui ne reconnoissoit point, il est vrai, de souverain, mais qui respectoit pourtant la loi naturelle ; qu'il étoit impossible d'arriver du despotisme à la république par une autre voie ; que le droit naturel étoit comme un lieu de passage entre des loix tyranniques et la liberté ; que dans cet état moyen, chacun tiroit sa règle de la prudence combinée avec la force; que dans les premiers tems, il en résultoit inévitablement que quelques victimes tomboient, comme étant des obstacles soit réels, soit apparens ; que la liberté étoit une semence qui demande un terrein fortement agité, et qui même alors ne croît qu'insensiblement :

car pour arriver à son point, elle veut du tems encore plus que de la vîtesse. -- Les rois de France n'ont-ils pas commis dans les deux derniers siècles autant d'inconséquences, d'oppressions et de cruautés que ce qu'on reproche aux nouveaux Francs pendant la révolution ? et que pouvoit-on epérer de mieux des mortels inexpérimentés, quand les *dieux* eux-mêmes s'étoient conduits ainsi avec tant de persévérance.

Je sais, continua-t-il, que dans notre armée autrichienne, plusieurs sont fortement animés contre les Français et par zèle pour la religion catholique et par amour pour la reine de France comme étant fille de Mârie - Thérèse ; mais quelle différence entre la mère et la fille ! Marie-Thérèse a déployé de la grandeur ; peut-on en dire autant de Marie-Antoinette ? La reine de Hongrie a-t-elle vécu comme la reine de France ? A-t-elle comme celle-ci prodigné des millions aux dépens d'une nation déjà accablée sous le fardeau des dettes par le faste de ses souverains ? ou sera-t-il dit que nous serons plus touchés du sort d'une seule personne dont on a renfermé le pouvoir dans ses véritables limites, que des calamités

et de l'oppression de plusieurs millions de familles? Mais les hommes sont si aveugles; ils sont à tel point séduits par la grandeur des idoles même qu'ils ont créées, qu'ils en viennent jusqu'à oublier leurs besoins, leurs forces, leurs droits et leur dignité.

Il ajouta plusieurs reflexions sur la religion, sur les abus de celles qui s'écartoient de la religion naturelle, sur l'absurdité de vouloir faire dépendre la morale de ce qui ne peut être saisi par l'entendement, sur les crimes commis au nom de la religion catholique, sur les fureurs du fanatisme et l'esclavage religieux qu'il amène à sa suite; sur la sage conduite de Frédéric le grand et de Joseph II, qui avoient introduit la tolérance et la liberté de la presse, et qui avoient su tirer parti, même des dispositions religieuses, pour amener les esprits à une obeissance plus utile, sur les bienfaits enfin de notre édit concernant la religion et la censure. --- Passant de-là aux autres préjugés qui asservissent l'humanité, il se livra à l'espoir qu'exprime l'auteur du roman *des frères noirs*, que bientôt le jour de la raison éclairant l'espèce humaine, on verroit les princes ne mettre plus leur gloire à

détruire les villes, à dévaster les champs; à faire massacrer les hommes par milliers pour des prétentions ridicules et usurpées; que le laboureur suivroit avec joie sa charrue sans être courbé sous les impots et la superstition; que la liberté de penser amèneroit la liberté de dire tout ce qui seroit bon et utile; qu'on ne verroit plus de nobles ridicules et insolens qui se croyent destinés à maltraiter la canaille bourgeoise dans cette vie et même dans l'autre (1); que la morale se prêcheroit dans les chaires comme sur

(1) Le fils d'un certain noble donna un jour, par un noble ressentiment, un soufflet à son domestique. Celui-ci en porta aussitôt sa plainte à la gracieuse dame mère de son maître, laquelle étant dévote, chercha à consoler le souffleté, en lui disant qu'heureusement un jour nous serions tous égaux dans le ciel. Le domestique un peu niais parut satisfait de cette réponse, tellement qu'un autre jour son jeune maître s'étant encore avisé de lui donner un soufflet, il se contenta pour toute vengeance de lui rapporter ce qu'avoit dit la bonne maman. Le jeune homme aussi sot que méchant alla s'en plaindre à son père. Est-il vrai, lui demanda-t-il avec inquiètude, que nous serons tous égaux dans le ciel? -- Ne craignez rien, mon fils, lui dit le père en se rengorgeant; la noblesse de l'Empire ne souffrira jamais pareille chose.

le théâtre ; que chaque homme sentiroit que la liberté est un don de Dieu que personne ne peut lui ravir; que l'état militaire ne seroit plus désormais un état d'esclaves, et que de nobles étourdis qui mériteroient eux-mêmes les verges, ne s'aviseroient plus de mesurer avec leur épée le stoïcisme de leurs soldats.

Un lieutenant qui étoit avec nous, crut devoir interrompre ces réflexions par cette citation de *Voltaire* : --- *Il y a des erreurs qu'il faut réfuter sérieusement ; des absurdités dont il faut rire ; et des mensonges qu'il faut repousser avec force.*

Quoi, lui demanda le capitaine, est-ce que vous connoissez parmi les absurdités humaines quelque chose de plus ridicule que l'orgueil des nobles et leur insolence dénuée de toute valeur personnelle? Écoutez une fable de *Jens Baggesen* : elle est faite tout exprès pour les personnes qui n'ont d'autre mérite que d'être nées de parens nobles, et qui ne s'en croient pas moins des Minerve ou des Hercule. --- Les dieux, raconte-t-il, se plurent à former une créature nommée *Kuaser* qui réunissant tous les dons des sages de l'antiquité, avoit par dessus tout le talent extraordinaire de

répondre à plus de questions que mille fous n'étoient capables de lui faire. L'on apprit peu de tems après qu'elle mourut, et que la cause de sa mort étoit cette surabondance d'esprit dont elle avoit été étouffée pour n'avoir pu trouver personne qui la mît à même, par un assez grand nombre de questions, de répandre au dehors sa sagesse. Les dieux ayant réfléchi sur cet accident, *Odin* résolut pour prevenir un sort pareil, de mettre des bornes à l'esprit humain. Il fut donc décidé que les connoissances et les sciences seroient mises au rebut; qu'elles étoient inutiles pour passer d'heureux jours dans le monde, aussi bien que pour être élevé à l'une des sept charges de conseiller; qu'il suffiroit pour parvenir à tout ce qu'on pourroit désirer, d'avoir precisément autant d'ame qu'il en falloit pour vivifier le corps; que tout au plus il seroit nécessaire d'avoir appris à écrire son nom quand on ne pourroit pas avoir un secrétaire; que même cela seroit assez inutile quand on aspireroit aux dignités qui donnent des cordons: en un mot, que pour la guerre, la magistrature et l'état de conseiller, on auroit à peine besoin d'ame et moins encore d'esprit. --

Frappé de cette idée, *Odin* créa subitement la noblesse.

C'est bien dur, dit le colonel! ce n'est heureusement qu'une fable. --- Une fable, repliqua le capitaine, qui peut bien souffrir quelques exceptions, mais qui malheureusement n'en souffre guères.

LETTRE

LETTRE XIII.

AYANT beaucoup à parler, dans le cours de mes observations, de malades et d'hôpitaux, je vais réunir ici tout ce que j'ai à dire sur ce sujet si intéressant.

J'observe d'abord que c'est sur la parole d'un chirurgien d'une compagnie, qu'un soldat est transféré à un hôpital; et il n'est que trop bien prouvé que la plupart de ces chirurgiens savent à peine les élémens de leur art, les hommes instruits parmi eux trouvant ailleurs assez d'emploi. Il résulte de-là que ceux de nos soldats qui sont poltrons et paresseux; ce qui sans doute est le petit nombre, ont une grande facilité pour se faire transporter dans les hôpitaux et y occuper la place des véritables malades: j'en ai vu plusieurs de ce genre qui donnoient quand ils le vouloient les preuves les moins équivoques de santé. Ce premier abus en suppose et en entraîne nécessairement bien d'autres.

L'hôpital que j'ai le plus observé est celui de Longwy. Les détails en sont horriblement dégoutans (1). -- Des ordures répandues de toutes parts. -- Une odeur insupportable. -- Des corps morts jettés nuds au milieu des immondices. -- Des paillasses pourries. --- Des vers qui fourmilloient dans ce fumier etc. --Et sur tous les autres points, quelle déplorable administration ! -- Point de registre en règle pour reconnoître ceux qui étoient entrés dans l'hôpital. -- Une nourriture détestable et souvent si mal distribuée, que plusieurs en étoient privés. --- Une indifférence affligeante de la part des médecins et des chirurgiens. -- Des méprises cruelles dans la distribution des drogues. --Aucune inspection sur la conduite intérieure de tous ces malades. -- Les hardes de ceux qui mouroient, volées par leurs camarades, et les effets de l'hôpital emportés par ceux qui sortoient. -- Une négligence affreuse dans la sépulture des morts, telle

(1) Ils le sont au point que j'ai cru nécessaire de les abréger et de n'en prendre que ce qu'il y a d'essentiel, en suivant le conseil de l'auteur lui-même. (*Note du traducteur.*)

que des membres de ces cadavres étoient à découvert hors de la terre, etc. -- Ceux des malades qui restoient dans les camps ou les cantonnemens, n'étoient guères mieux traités : le chirurgien ignoroit ce qu'il falloit ordonner ou défendre. La plupart de ces malades étoient attaqués de la diarrhée ; et on leur laissoit prendre la nourriture la plus malsaine et de l'eau détestable : on ne s'avisa même pas d'en chercher de meilleure ; enfin, on manquoit souvent des plus simples remèdes. --- Quel mépris pour la vie des hommes !

Je ne connois rien de plus à plaindre qu'un soldat blessé. Le lendemain de la canonnade, j'allai à la ferme où nos blessés avoient été transportés : un grand nombre n'avoit pas encore été pansé, et les autres l'avoient été on ne peut plus mal. Je fus témoin que dix - huit chirurgiens réunis ne purent venir à bout de faire un bandage comme il faut. Il est affreux, et malheureusement trop vrai, que la plupart des blessés meurent moins de leurs blessures que de l'ignorance des chirurgiens ; et comme cela est généralement connu, n'est-il pas naturel que le courage des guerriers en soit

paralysé ; qu'ils s'effrayent des dangers, et que l'esprit militaire s'affoiblisse ainsi de jour en jour. Une administration bien ordonnée et bien exécutée relativement aux recrues, aux malades et aux invalides, encourage singulièrement le soldat. Nous avons à ce sujet des règlemens qui honorent notre gouvernement, qui respirent par tout la justice et l'humanité ; mais malheureusement, trop d'intérêts personnels s'opposent à leur exécution ; malheureusement aussi, les chefs ne peuvent guères étendre sur ces détails une surveillance assez active. Comment donc faire ? Il n'est pas de mon sujet de répondre ici à cette question avec les développemens qu'elle exigeroit. Il me suffira pour le moment d'avoir appellé l'attention du gouvernement, et montré le cas qu'il faut faire des éloges que tant d'intrigans prodiguent à des établissemens publics, pour endormir la surveillance des chefs qui leur seroit trop incommode.

J'ajoute que notre campagne devant très-vraisemblablement se prolonger au-delà de l'année 1792, il devient très-urgent de prendre de meilleurs arrangemens sur les hôpitaux de l'armée, et de se montrer sur-

tout plus sévère dans le choix des chirurgiens. Peut-être que ces lettres tomberont entre les mains d'un homme qui pourra seconder à cet égard les intentions paternelles de notre roi. Quel bonheur pour moi si elles pouvoient y avoir contribué, et combien un tel ami de l'humanité s'acquerroit de droits à la reconnoissance publique! La bravoure de l'armée y gagneroit beaucoup; et un tel gain est toujours une demi-victoire.

En abandonnant la France, nous fûmes obligés de laisser un grand nombre de malades à Verdun et à Longwy. Nous manquions de charriots pour les ramener avec nous. Les généraux français les ont fait traiter avec beaucoup d'humanité, les ont pourvus de drogues et de tout ce qui leur étoit nécessaire, et nous les ont renvoyés ensuite dans le pays du Luxembourg. On a dit que quelques gardes nationales et non des soldats de ligne, les avoient pillés en chemin, leur avoient enlevé leurs fusils et havresacs, et même en avoient massacré quelques-uns: c'étoit peut-être des paysans qui avoient sur le cœur la conduite que nous avions tenue dans leurs villages; ainsi, la nation

française et les chefs de l'armée sont innocens de cette cruauté. Concluons tout au plus qu'il est une classe d'hommes qui ne vaut pas mieux parmi les nouveaux Francs que parmi les troupes des autres puissances belligérantes. Il n'est point de désordres dont elle ne soit capable lorsqu'elle n'est pas contenue par une inspection sévère.

J'observe toutefois ce penchant qui nous porte à inculper plus facilement les gardes nationales que les troupes de ligne. Seroit-ce à cause du défaut d'uniforme ? cela pourroit être. On paroît rougir d'avoir à se mesurer avec des hommes habillés en villageois ou en bourgeois : ce sont pourtant en général ces mêmes hommes qui brûlent du patriotisme le plus pur, et qui nous forcent à la retraite afin de nous donner le loisir de réfléchir, en Allemagne, sur la différence qui se trouve entre les anciens et les nouveaux Francs, et nous mettre à même de calculer pendant l'hiver combien d'hommes et de millions seront nécessaires, pour réparer pendant l'année prochaine ce que nous avons éprouvé dans celle-ci.

Fin de la deuxième Partie.

LETTRES
SUR
LA CAMPAGNE
DU
DUC DE BRUNSWICK,
CONTRE LES FRANÇAIS,
EN L'ANNÉE 1792.

Traduites de l'Allemand par ***.

TROISIÈME PARTIE.



A PARIS,
Chez A. Cl. FORGET, Imprimeur-Libraire;
rue du Four-Honoré, N°. 487.

AN III. DE LA RÉPUBLIQUE.

O 4

« Quand on nous blesse, la plaie ne saigne-t-elle
» pas? — Quand on nous chatouille, ne rions nous
» pas? — Et quand on nous offense, ne devons
» nous donc pas en tirer vengeance? — Si nous
» sommes vos semblables dans les deux premiers
» points, nous voulons l'être dans celui-ci : nous
» voulons mettre en pratique ce que vous nous ensei-
» gnez si bien. Ce seroit bien étrange, si nos actions
» n'égaloient pas au moins vos leçons ».

Shakespeare.

LETTRES
SUR
LA CAMPAGNE
DU
DUC DE BRUNSWICK,
CONTRE LES FRANÇAIS,
EN L'ANNÉE 1792.

TROISIÈME PARTIE.

LETTRE XIV.

Vous excuserez, mon ami, la lenteur de mes relations; quand vous songerez à tout ce qu'il m'a fallu faire depuis notre retraite de la Champagne. A peine m'a-t-il été possible de jetter rapidement quelques réflexions sur mes tablettes : mais vous serez dédomg

magé par la vérité ; elle sera sans mélange ; et vous aurez du moins dans ces lettres des matériaux utiles pour l'histoire de notre malheureuse guerre.

Je ne puis m'empêcher de revenir ici sur ces gazetiers privilégiés, dont l'impudeur surpasse toute croyance : elle est telle, que je ne puis moi-même me retrouver dans les faits auxquels j'ai assisté en personne. Passe encore s'ils se bornoient à taire les évènemens favorables à l'ennemi : c'est la conduite ordinaire de tous les rivaux ; mais ils sont loin de s'en tenir là ! Par exemple, voici, entr'autres citations, comme s'exprime dans un de ses numéros, la gazette de Leypsik : „ Le héros duc Ferdinand de Bruns-„ wick a battu complettement les Français ; „ cinq mille ont resté sur le champ de „ bataille et quatre mille ont été faits pri-„ sonniers. „ -- Et dans quel tems osoit-on faire circuler une telle nouvelle ? C'étoit précisément lorsque les Français nous repoussoient de chez eux avec le plus de vigueur, et marchoient avec si peu de résistance de notre part, à la levée du siège de Landau. A-t-il été jamais question dans ces gazettes du désaccord qui régnoit parmi nos

diverses troupes et du découragement si manifeste des Autrichiens, dont les *nouveaux Francs* surent si bien profiter ? A-t-on parlé de la perte de nos magasins qui étoit d'une si terrible conséquence dans un pays presque affamé, et pour des soldats déjà excédés de tant de manières ?

Je n'insisterois pas sur ce méprisable manège, s'il n'empêchoit les princes et les peuples d'ouvrir les yeux sur les funestes suites d'une guerre où tout est à craindre et où rien n'est à espérer qu'une paix peut-être, dont on ne pourra parler sans honte, et qui n'aura lieu qu'aux dépens des troupes, des trésors, et par conséquent aux dépens de la partie innocente de la nation; et encore faudra-t-il, pour obtenir cette paix, que la politique des *nouveaux Francs* ne juge pas nécessaire de continuer la guerre pour écarter la prépondérance des riches dans leur république, pour simplifier les mœurs nationales en bannissant le luxe, et pour s'endurcir aux fatigues des combats. Je suis loin de penser au reste que les *nouveaux Francs* repoussent la paix par cet adage qu'on a quelquefois appliqué aux Suédois : *quando habemus pacem, non habemus panem*.

L'énorme différence qui existe dans le territoire des deux peuples le rend ici inapplicable.

J'ai toujours pensé que ces maux étoient assez graves pour obliger tout homme probe à en parler sans détour, et à raconter les évènemens avec impartialité. Faut-il donc imiter le méprisable charlatan qui dissimule cruellement une inflamation, jusqu'à ce que la gangrene force de couper un membre ou conduise le malade à la mort ? Et n'est-ce pas là l'image de nos gazetiers qui employent leur perfide logique à endormir les princes, sans prévoir que les peuples désabusés les premiers, pourront un jour les réveiller d'une manière terrible.

Pour revenir à cette bataille gagnée *complettement* par le duc de Brunswick, suivant le gazetier de Leypsik; il est impossible de ne pas être frappé non-seulement de la fausseté du fait, mais encore de l'inconséquence de l'expression; car, en supposant même que les neuf mille hommes eussent été ou pris ou tués, n'est-il pas évident que l'armée du Rhin des *nouveaux Francs*, sans y comprendre encore la garnison de Landau, étoit de beaucoup trop considérable pour qu'une telle perte pût s'appeller une défaite complette,

Ce que vous dites de la plupart de nos modernes auteurs politiques, de ces sophistes qui sont à la discrétion de ceux qui les payent, n'est malheureusement que trop vrai; mais je réclame une exception pour *Wieland*, ce célèbre auteur de l'*histoire des rois de Scheschian*: c'est notre grand maître en politique; et il est absolument pour nous, à sa manière, ce qu'étoit Machiavel pour les Italiens, et Montesquieu, Raynal, Voltaire, J. J. Rousseau pour les Français. Il a le grand mérite d'avoir rendu nos princes attentifs à leurs devoirs, et leurs sujets à leurs droits; mérite qui ne peut être méconnu que par celui qui ignore que c'est de l'observation réciproque des uns et des autres, que dépendent le bien-être et la tranquillité de tous.

Croyez donc plutôt que Wieland eût obtenu dès long-tems plus que des trophées, si nous autres graves Allemands n'avions besoin d'être en quelque sorte tirés par les cheveux pour accorder autre chose qu'un buste, et jamais avant la mort, à un *Leibnitz*, un *Wolf*, un *Lessing*, un *Sulzer*, un *Mendelsshon*.

Que le célèbre *Wieland* ait l'année der-

mière (1793), inséré dans son mercure quelques morceaux qui vous ont fait peine ; je le conçois : quoiqu'il fût possible encore, que par une suite du jeu de son esprit, il eût, étant comprimé par la terreur, caché sous une forme adroite plus d'une vérité qu'il ne pouvoit dire, ni indiquer autrement.

Il doit vous être aisé de juger en effet, que *Wieland* connoît trop bien les hommes pour croire sérieusement à une propagande de factieux gallo-Allemands. Le Français bouillant et propagandiste trouveroit l'Allemand, dans la dernière classe du peuple sur-tout, trop mou, trop insensible pour vouloir risquer de l'associer à ses projets. *Wieland* n'est pas en outre un *Aloyse Hoffmann*, qui, dans son délire, ne voit par tout, et sur-tout parmi les francs-maçons, que coalitions révolutionnaires.

Peut-être, après tout, pourroit-on aussi dire de lui à quelques égards, ce qu'il disoit lui-même de Voltaire, à l'égard duquel il observoit, qu'il étoit bien difficile qu'un aussi grand poëte ne fût pas quelquefois un historien dangereux ; parce que cette habitude d'embellir les objets, qui

devient sur-tout dans les poëtes une seconde nature, et une ardente imagination, qu'il ne lui étoit souvent plus possible de retenir, devoient naturellement le porter à peindre les choses, non telles qu'elles étoient, mais telles qu'il les voyoit, ou plutôt qu'il vouloit les voir.

Voilà, je pense, ce qu'on peut appliquer jusqu'à certain point, dans les circonstances présentes, aux jeux d'idées, ou si l'on aime mieux, aux rèves de *Wieland*. Il est bien difficile que dans des tems d'une fièvre politique, l'homme de génie remarquable par la gaieté et l'originalité de ses idées, ne paroisse pas quelquefois faire cause commune avec des erreurs populaires, qu'il seroit trop dangereux d'attaquer de front. C'est aux bons observateurs à démêler avec sagacité ce qui est de lui, ou ce qui appartient à son siècle.

Avouons avec douleur que, dans tous les tems, les hommes ont été victimes des cruelles dénominations que la perfidie a su inventer. C'étoit autrefois les noms d'hérétiques ou de criminels de lèze-majesté qui étoient les épouvantails. Or, on comprenoit sous le nom d'hérétiques, ceux qui

étoient les plus instruits, qui voyoient mieux que les autres et qui élevoient la voix plus qu'il ne convenoit aux intérêts de l'église dominante (1) ; et sous le nom de criminels de lèze-majeste, ceux qui avoient le courage de s'opposer aux usurpations toujours croissantes des grands. Plusieurs contemporains éclairés s'indignoient sans doute de la barbarie avec laquelle on traitoit ces prétendus criminels ; mais ils n'avoient garde d'exprimer trop clairement leur indignation.

Maintenant, ces titres sont usés ; on leur a substitué ceux de propagandistes ou de *jacobins* : ce sont les mots à la mode ; ce qui n'empêche pas (à ce que me marque un de mes amis) que la noblesse de Pologne, après la notification d'un de nos manifestes, n'ait demandé naïvement ce que c'étoit qu'un *jacobin*. -- Qu'on se rappelle aussi les anciens templiers en France, les

(1) Quidquid non placet, quidquid non intelligunt, hæresis est : græce scire, hæresis est : expolite loqui, hæresis est : quidquid ipsi non faciunt, hæresis est : — *écrivoit Erasme à Albret, électeur de Mayence.*

illuminés

illuminés modernes en Bavière, etc. etc. Et qu'on cesse de s'étonner que de tout tems des dénominations semblables ayent été en vogue, en réfléchissant que par elles on donne un air de certitude aux opinions les plus incroyables, et qu'on en impose aisément à ceux qu'on a envie ou intérêt de tromper.

LETTRE XV.

N'ATTENDEZ pas aujourd'hui de moi le commentaire que vous demandez sur le héros macédonien que *Trenck* a osé comparer à Cartouche. Ce seroit pourtant une assez belle occasion de faire parade d'un peu d'érudition historique ; mais sans compter que je courrois les risques de me donner un air de pédanterie qui ne va guères à mon uniforme, cela interromproit un peu trop le fil de ma relation : je consens pourtant à répondre à celles de vos questions qui ont plus de rapport avec ce que je vous écris, et qui surtout ne m'obligent pas trop à anticiper sur ce qui naturellement doit trouver sa place dans la suite.

Vous voudriez d'abord que je vous disse ce que, par analogie, je présume de la position future de la France. Convenez que c'est une question un peu difficile : je crois ne pouvoir mieux faire pour le moment que de vous envoyer une citation de *Joseph de Wurmbrand.*

„ Lorsque l'Amérique, dit-il, dans sa
„ *confession de foi politique*, cherchoit à
„ faire valoir contre la soi-disant mère
„ patrie, le droit sacré de se soustraire à
„ des contrats qu'on avoit tant de fois
„ violés à son préjudice, le droit de secouer
„ une protection étrangère lorsqu'on peut
„ se protéger soi-même, le droit enfin de
„ jouir à sa manière des fruits de son in-
„ dustrie; alors, non-seulement les mora-
„ listes et les jurisconsultes se mirent à
„ crier contre l'ingratitude des colonies,
„ mais les prophètes en politique prévirent
„ aussi que ces bonnes gens trompés par
„ des brigands et des séditieux, lesquels
„ étoient divisés entr'eux et par l'intérêt et
„ par la jalousie, sans troupes disciplinées,
„ sans loix, sans alliés, sans argent, sans
„ crédit, alloient se trouver par toutes ces
„ raisons dans l'impuissance de rien faire,
„ et par conséquent ne pouvoient tarder
„ à rentrer sous l'obéissance.

„ Les écrivains de ce tems et sur-tout le
„ sensible *Enburey* (lequel étoit *enseigne*),
„ dans sa description de l'Amérique sep-
„ tentrionale traduite par le conseiller privé
„ *Forster*, frissonnoient en traçant les

» cruautés qui rendoient ces aveugles Américains indignes de toute compassion, et qui alloient changer pour bien des siècles leur malheureux pays en désert. Ce n'étoit pas seulement des enseignes, mais des généraux, mais des hommes importans, qui nous représentoient les troupes de ces vagabonds comme des bandes de voleurs méritant à peine d'être mises à la raison par des troupes réglées.

» Qui l'eût cru, en effet, que des gens sans bas ni souliers, qui ne savoient que fuir lorsqu'il falloit faire une retraite, qui ignoroient l'art de se déployer, de marcher en bataille etc., et dont les chefs étoient des hommes sans naissance, sans état, auroient pu venir à bout de battre, de faire prisonniers et de chasser de leur pays nos *messieurs* chamarrés d'or et d'argent, qui sous le commandement de lords, comtes et nobles, savoient si bien tout exécuter (hors le tems cependant où cela étoit nécessaire); lorsqu'on se rappelle sur-tout que les gazettes et lettres particulières ne retentissoient que des dissenssions, des discordes qui régnoient entre les membres du congrès,

» de la division des provinces, de l'a-
» narchie génerale des assassinats, des
» pillages, etc. etc. etc. Eh bien! Que
» voyons-nous maintenant au bout d'un
» petit nombre d'années? Nulle trace de
» disette, de désordres, de fermentation:
» un état nouveau plein de force et de
» dignité, et qui s'est concilié le respect
» de tous les peuples de la terre, après
» avoir conquis courageusement sa liberté
» et s'être procuré une paix honorable. —
» Phénomène polititique, sans doute bien
» étrange, que des hommes nés dans diffé-
» rens climats, maintenant fondus dans
» une seule nation; des provinces vivant
» sous des loix particulières, réunies dans
» un vaste état, sans monarque, sans no-
» blesse, sans religion dominante; dans
» une situation dont la prospérité a pour
» répondans la liberté, la paix, la bonne
» police, le commerce, les sciences, les
» arts, et qui s'accroît de jour en jour par
» de fraternelles alliances, soit avec les
» anciens tuteurs de ces mêmes Américains,
» soit avec d'autres peuples qui s'honorent
» de les prendre pour modèles!

» Ah! Combien de princes qui parloient

» dans le tems avec un si profond mépris
» de ces rébelles, s'estimeroient heureux
» d'obtenir maintenant pour un de leur
» fils un petit gouvernement dans leur pays,
» s'il étoit possible à ce peuple de concevoir
» seulement à quoi peut-être bon un fils
» de prince ! Et combien d'auteurs qui alors
» aiguisoient leurs plumes contre le congrès,
» trouveroient honorable aujourd'hui de
» recevoir une pension de ces provinces
» unies après en avoir fait le panégyrique ! »

Voilà ce que dit *Joseph* de *Wurmbrand*. On doit ajouter, et il en conviendroit lui-même, qu'il y a une grande différence entre le combat pour la liberté livré par les Américains, et celui qui a été livré par les *nouveaux Francs*. L'Amérique septentrionale n'avoit point ressenti, ni une oppression aussi accablante, ni un despotisme aussi persévérant que la France ; ainsi, la réaction en France devoit être accompagnée de plus de fermentation et de plus d'orages qu'en Amérique ; si l'on pense sur-tout que les Américains n'étoient pas comme les Français menacés en dehors et tourmentés en dedans par une multitude de traîtres puissans et adroits. Q'on ne s'étonne donc pas si Hercule

a paru quelque tems y déployer sa force d'une manière terrible, s'il a fait disparoître sans pitié les monstres, de cette nouvelle terre de la liberté; si enfin, à l'aide de sa massue, il a préparé en quelque sorte les voies à Lycurgue. A Sparte même la liberté fut illimitée ainsi que l'esclavage (1); et là aussi, la puissance qui assujettit *tout* précéda les loix qui arrangent *tout*.

Assurément, pour l'honneur de l'humanité et de la morale, je desirerois ainsi que tous ceux qui méritent de porter le nom d'homme, que les *nouveaux Francs* eussent plus respecté l'une et l'autre; mais si l'on prend l'homme tel qu'il est, surtout le Français, l'histoire et la philosophie nous apprennent que le spectateur le plus modéré, se change bientôt en un acteur bouillant lorsqu'il se trouve mis en scène, et que le ressentiment trouble plus ou moins la raison, suivant que le principe en est plus légitime ou l'individu plus irritable : et quel sujet plus naturel d'irritation, que celui que présente sans cesse à des hommes fortement agités l'alternative de renoncer, après tant

(1) Plutarchus in Lycurg. t. I. p. 37.

de fatigues, à leur liberté, leurs biens et peut-être leur vie, ou de les défendre jusqu'à la mort.

„ Vouloir en pareil cas discuter tranquillement, si une telle irritation étoit légitime ou non, est sans doute trop tard; seulement on doit examiner comment il faut s'y prendre pour l'appaiser avec le moins de pertes réciproques et en hommes et en richesses.

„ Il me semble qu'il n'y a rien de plus sot, dit ailleurs le même *Wurmbrand*, que de se perdre dans des dissertations morales et politiques sur le droit ou non droit d'une nation entière de changer sa forme de gouvernement; sur ce qu'un peuple qui se révolte auroit *dû* faire, et comme il auroit *pu* mieux faire, et plus doucement faire, et si trop ou trop peu de sang avoit été répandu.

„ Sans doute quand il est question d'un projet qu'un seul homme conçoit, on peut avoir le droit de rechercher quel en a été le motif, et si ce motif a été juste; mais quand un peuple entier, par une longue suite de causes qui ont agi sourdement, se détermine tout-à-coup à renverser la forme d'un gouvernement qui ne valoit rien en

lui-même, et qui sur-tout ne convenoit plus au tems présent ; quand tous sont animés de ce même esprit qui fait naître des résolutions désespérées ; quand cela arrive, non par un plan bien combiné, mais par une tempête qui vomit des feux long-tems comprimés, qui peut alors exiger de l'ordre ? Qui peut déterminer s'il y a trop ou trop peu ? Qui oseroit prescrire des limites à la mer lorsqu'elle perce enfin une digue que des rats et des taupes ont creusée pendant des siecles ?

» Et lorsque dans ces renversemens, il arrive des scènes à l'aspect desquelles l'humanité gémit, à qui doit-on les imputer ? N'est-ce pas plutôt à ceux contre lesquels on se soulève ou si l'on veut à leurs prédécesseurs, qu'à ceux-là même qui se soulèvent ? A ceux qui, par des actes despotiques, ont poussé le peuple au désespoir, ou qui, par de mauvais exemples, fomentant tous les vices, dépravant les mœurs, et toujours entourés de méchans, d'hommes rampans, de vils et insolens adulateurs, ont rendu le peuple victime de la séduction, du pillage, de l'oppression, l'ont irrité par-là

contre le gouvernement et se sont enfin aliéné tous les cœurs ?

» Les hommes en général aiment la tranquillité et la paix ; ils craignent de commettre au hasard des évènemens, la jouissance modique, mais sure du présent, par le simple espoir d'un avenir plus heureux qu'il faudroit acheter par trop de fatigues ; mais quand le despotisme est parvenu à son comble, quand le gouvernement ne présente plus que l'image d'une guerre de quelques-uns contre tous ; quand chaque grand prend hardiment là où il peut prendre impunément ; quand à l'abri de ses privilèges, il ne connoît plus de loix ; quand aucune propriété du citadin, du cultivateur n'est respectée ; quand l'ouvrier n'est plus certain de retirer le prix de son travail des mains toujours avides tant du roi que des princes, nobles ou ecclésiastiques ; quand en un mot, on court les risques de sa vie et de sa liberté, quelque soit d'ailleurs la part que l'on prenne aux mouvemens populaires ; qui osera traiter de criminel celui qui se décide à combattre, lorsque surtout il ne court en cela d'autres dangers que ceux dont il eût

été journellement menacé dans sa retraite paisible ?

» C'est donc, encore une fois, peine perdue de raisonner sur le droit des peuples de changer la forme du gouvernement. Toutes ces grandes mutations entrent sans doute dans le plan général de la conservation du monde par une suite des loix physiques et morales ; sans doute elles sont amenées par un flux et reflux au milieu duquel les hommes ne sont que des instrumens sous la main toute-puissante de la nature. Le moment arrive-t-il ? Tout y concourt : les efforts de quelques particuliers, les efforts des souverains, les déclamations des orateurs n'y peuvent rien : le droit du plus fort commande dans la nature entière ; car les despotes eux-mêmes fondent sur ce droit leur puissance : c'est à la tête de cent mille hommes qu'ils cherchent à prouver qu'ils ont raison ; comme c'est avec des forces supérieures qu'on leur prouve le contraire ».

Cela est juste ; mais le droit du plus fort dans son acception véritable, doit se trouver évidemment du côté des nations. C'est en elles que réside la masse des forces qu'elles confient à un seul ou à plusieurs pour les

diriger vers l'utilité publique, à l'aide de bonnes loix. Si les délégués, par un système constamment suivi, tournent ces mêmes forces au détriment de leurs commettans, ou, si par elles, ils cherchent à favoriser des vues personnelles qui ne s'accordent point avec le bien commun pour lequel la société s'est formée, avec la sûreté et la propriété des commettans ; ou s'ils introduisent des loix qui blessent ouvertement la morale des êtres intelligens ; quel mortel assez despote oseroit donc trouver mauvais qu'une nation tyrannisée de la sorte, voulût ravoir la masse de ses forces pour les commettre à d'autres ou s'en charger elle-même, étant bien incontestablement majeure, et qu'en outre elle cherchât à se défendre contre le retour de semblables abus ?

En voilà assez, je pense, pour résoudre votre question sur la légitimité de la révolution française, ou du moins pour vous aider à en trouver vous-même la solution. Ces réflexions doivent suffire en effet à l'homme qui a l'esprit droit, le cœur pur et qui autant que vous, déteste le despotisme ainsi que ses ministres à pouvoirs illimités.

LETTRE XVI.

D'APRÈS votre caractère pacifique, rendu plus doux encore par les objets qui vous entourent, je suis peu surpris que vous ne puissiez pas accorder ensemble les scènes horribles qui se sont passées chez les *nouveaux Francs* et la bonté originelle de la nature humaine : c'est que vous n'avez pas assez réfléchi sur le rapport naturel qui se trouve entre les mouvemens anarchiques et les passions d'un peuple excentriquement exalté et qui poursuit ses oppresseurs. Une horloge conserve la régularité de son mouvement lorsque toutes ses parties se contiennent réciproquement; mais si tôt qu'une des forces principales de la résistance se relâche, l'horloge obéit subitement à la pesanteur qui l'entraîne, et avec d'autant plus de rapidité que le rouage est plus usé et le poids plus considérable : quiconque alors voudroit arrêter ce poids dans sa chûte, s'exposeroit à avoir le bras cassé. --

Je laisse à votre sagacité l'explication de cette parabole et son rapport avec le détraquement de l'horloge politique en France; mais j'ai besoin de faire parler encore une fois pour moi *Joseph de Wurmbrand.*

„ Les violences populaires (1) commises en France, les meurtres, les pillages, les incendies, en général tous les actes désordonnés dans cette révolution ne sont pas comparables, peut-être, en résultat, aux désordres qu'ont entraînés des évènemens bien moins importans et dans leur principe et dans leurs conséquences. La guerre que fait tel despote ambitieux pour satisfaire de méprisables passions, coûte souvent bien plus de sang et de sang innocent. N'étoit-ce pas par exemple la chose du monde la plus misérable, tant pour nous que pour les deux nations belligérantes, de savoir à qui appartiendroit Gibraltar, aux Anglais ou aux Espagnols ? et cependant les combats livrés pour ce roc, ont fait périr plus d'hommes qui n'y avoient nul intérêt, qu'un combat d'un an pour la liberté et les loix en France.

(1) Il n'est question ici que des violences qui ont eu lieu dans les trois premières années de la révolution française. (*Note du Traducteur.*)



Ces violences dont on a tant parlé, doivent peut-être moins surprendre que celles commises en Angleterre en 1790 (1), au milieu de la paix et (ce qu'il faut bien remarquer) au nom du gouvernement. Dans les tems de la ligue et pendant les malheureuses guerres de religion, ou plutôt des moines, car il n'y a jamais eu de guerre de religion, la France étoit un théâtre de plus grands désordres encore ; et cependant ces mêmes philanthropes en paroissent peu révoltés. Qu'un prince règnant vende en détail des milliers de ses enfans, je me trompe, de ses sujets, pour les faire égorger dans quelque lieu loin de leur patrie, pourvu qu'il en revienne de l'argent pour l'entretien des maîtresses et des oisifs, ces philanthropes semblent le lui accorder; mais si, à l'époque d'une fermentation générale, le peuple dans sa fureur a frappé quelques hommes qui ne méritoient pas un tel sort, au lieu d'expliquer ce malheur en le déplorant, on cherche à soulever toutes les ames et a faire croire qu'en France, nul n'est sûr de sa vie !

„ Plus d'un souverain n'a-t-il donc pas

(1) Au sujet de la presse des matelots.

fait la même chose hors de la France, et quelquefois pis, et sans aucun prétexte? Les droits que le grand nombre d'entr'eux exercent découlent-ils donc du droit naturel? Ne sont-ils pas plutôt en contradiction manifeste avec lui? Quelqu'un a-t-il pu les leur conférer? Quelqu'un les leur a-t-il conférés en effet? A-t-on pu les leur transmettre comme un héritage? -- Plusieurs regardent le bien de leurs sujets comme leur propriété: ils troquent, ils vendent des provinces sans s'inquieter seulement s'il peut convenir à ceux qui les habitent d'être soumis à d'autres maîtres. Ils demandent des impôts, et il les extorquent sans même se donner la peine de dire si cet argent sera employé oui ou non aux dépenses de l'état; ils puisent impunément dans le trésor public pour satisfaire à leurs caprices, à leurs plaisirs, à leur luxe; ils punissent les injures faites à leur personne comme des crimes d'état; ils nomment ou déposent à leur gré tous les fonctionnaires publics; ils se croient au-dessus des loix, punissent des crimes qu'ils commettent eux-mêmes; et auprès d'une maîtresse scandaleusement et publiquement entretenue, honorée et entourée de magnificence,

magnificence, ils signent des condamnations contre les fornicateurs et les adultères !

» Pour satisfaire à leurs vengeances particulières, sans qu'il soit même question d'intérêts de famille, ils provoquent des guerres sanglantes qui causent la mort à des milliers de malheureux; ils prodiguent des privilèges à certaines classes aux dépens des autres, et fixent le taux de l'honneur public comme s'il dépendoit de leur évaluation, comme s'il étoit leur ouvrage. Le rang, les honneurs, le pouvoir ne sont pas la récompense du plus grand mérite ou des plus grands services, mais le prix de la faveur d'un seul. Un flatteur, un courtisan oisif est-il dans les bonnes graces du prince, celui-ci l'élève au rang de général en chef et l'accable de richesses qui suffiroient à tirer de la misère cent familles laborieuses. C'est ainsi que les hommes les plus inutiles deviennent les premiers de l'état et les plus riches, tandis que ceux qui servent leur patrie par le travail de leurs mains, sont méprisés et gémissent dans le besoin.

» Et dans les états où il existe une apparence de représentans du peuple, qui ont

le droit de donner ou de refuser leur assentiment pour la levée des impôts et autres règlemens, ne sait-on pas que ces représentans ne sont pas choisis par ceux qui sont les plus intéressés à de telles délibérations, mais uniquement par ceux qui, soit crainte, soit intérêt, donnent constamment leur voix au gré du prince, et doivent paroître d'autant plus suspects qu'ils sont exempts des charges qui pèsent sur les autres classes? La classe qui contribue et paye le plus, n'est-elle pas celle qui ose le moins fixer de quelle manière elle contribuera et payera? -- Des articles de paix qui renferment de nouvelles obligations de la part des peuples, sont jurés exclusivement par deux ou trois individus et rompus de même, etc. -- Et si l'on ose parler avec franchise, et pourtant d'un ton modéré, sur ces objets si importans pour le genre humain, et qui touchent d'autant plus chaque individu, qu'il s'agit et de son bien et de lui, on est sur-le-champ accusé de crime d'état.

„ Quant aux institutions religieuses et aux loix ecclésiastiques, elles sont réglées d'une manière qui ne blesse pas moins et la saine raison et la justice. Le gouverne-

ment ose s'arroger le droit de juger, comment on doit penser et parler de Dieu, et de déterminer la forme des hommages qu'on croit qu'il exige : cette forme on la nomme religion dominante, et de bons citoyens qui en suivent une autre par l'impulsion de leur conscience, peuvent à peine obtenir d'être tolérés.

» Les ecclésiastiques forment une classe à part et s'immiscent dans les affaires qui sont du ressort de l'autorité séculière ; ils dirigent l'instruction de la jeunesse, et lui font consumer la quatrième partie de sa vie en futiles discussions sur des questions dogmatiques. Au lieu d'apprendre aux enfans à devenir un jour bons citoyens ; ils en exigent, dès l'âge de quatorze ans, une profession aveugle de croyance pour toute leur vie ; comme si personne pouvoit savoir d'avance ce qu'il voudra croire une heure après, et qu'il ne fût pas souverainement juste de laisser à chacun la liberté de se décider quand il le voudra sur ce qui intéresse sa tranquillité individuelle.

» Le clergé, en pays catholique, exerce une puissance redoutable au bras séculier, et qu'il ne tient de personne ; il s'engraisse,

dans l'oisiveté, de la plus pure subsistance du pays; au mépris des loix de la nature, il condamne ses membres à un célibat destructeur et les entasse dans les couvents. — La philosophie ose fouiller par-tout excepté là, où pourtant il y a tant de conquêtes à faire pour l'humanité, etc. etc. »

» Mais qu'est-il besoin de réunir tant de traits pour peindre les inconséquences de nos institutions ? Il suffit de dire que tel est l'aspect que présentent nos constitutions européennes. Qui pourroit nier l'existence de ces abus ou en prendre la défense ? Ce n'est pas, au reste, que quelques souverains philosophes n'aient annoncé dans leurs codes, du respect pour l'homme et pour ses droits. Mais c'est un petit nombre d'exceptions fort peu rassurantes que celles qu'offrent quelques princes qui, pouvant faire impunément le mal, ont consenti à faire le bien. Nous parlons ici des constitutions même qui protègent tous les abus ou semblent les inviter à reparoître, en ce qu'elles ne mettent aucune borne à la puissance du souverain, qu'elles n'offrent aucune garantie aux droits les plus saints, et qu'au mépris de la raison et de la nature, elles paroissent

vouloir que le grand nombre soit constamment la victime des caprices et des passions d'un petit nombre de privilégiés.

» On conçoit, au reste, que dans des tems de barbarie où, parmi cent hommes, à peine s'en trouvoit-il un seul capable de réfléchir sur les rapports qui doivent gouverner les hommes en société, où d'épaisses ténèbres couvroient les yeux de la multitude, et où tous les ressorts du despotisme étoient dans une continuelle activité, on ait pu espérer de conserver cette absurde et arbitraire puissance du petit nombre sur le très-grand: mais lorsqu'enfin la multitude a ouvert les yeux, qu'elle est venue à bout de se reconnoître, et que le prestige des illusions a disparu, il faut bien qu'enfin ce régime artificiel et forcé disparoisse aussi. Ce seroit en effet une étrange folie de prétendre qu'à une époque, où les sciences ont pénétré dans tous les états, les vieilles lisières avec lesquelles on mène les hommes ignorans et stupides, je veux dire les préjugés, l'autorité absolue, l'erreur, la foi aveugle, pussent toujours tenir en bride les peuples; et cependant, il est des hommes assez peu éclairés pour penser que, dans un tems où l'obéissance

absolue répugne le plus à tous les esprits, ils pourront la rendre plus passive encore, et dont les prétentions à cet égard s'accroissent avec la haine qu'elles inspirent : c'est comme si après avoir traité un enfant avec peu de sévérité, on espéroit pouvoir le fustiger avec des verges lorsqu'il seroit devenu un homme. Peut-on concevoir un pareil délire ? Et comment croire qu'il puisse durer long-tems encore ? »

LETTRE XVII.

Ma dernière lettre a dû vous paroître un peu légère : c'est qu'elle est presque toute en citations ; que si vous m'en demandez la raison, la voici :

Entre tous les écrits sur la révolution françaíse, je n'en connois aucun qui plaide avec autant de solidité, de clarté et en même tems de chaleur, la cause du genre humain, que la *confession de foi de Joseph de Wurmbrand*. Cet ouvrage intéresse également les princes, les peuples, les hommes instruits ; et pourtant il est si peu connu, que jusqu'à ce jour, il n'a pu produire les bons effets que l'auteur avoit droit d'en attendre.

C'est pour réparer cette injustice, et par la persuasion où je suis que vous aiderez à mettre en circulation les bonnes idées contenues dans cet ouvrage lorsque vous l'aurez lu, que j'ai cru devoir vous donner un avant-goût dans les passages que j'en ai extraits.

Je me suis convaincu de plus en plus par la réflexion, que l'agitation universelle qui se manifeste dans l'époque présente, provient sur-tout de la diversité des opinions ; que cette diversité ne peut cesser que lorsque, les idées les plus contradictoires ayant été développées publiquement et long-tems, il en résultera enfin une opinion motivée qui réunira à-peu-près tous les esprits. Si l'on n'agit pas ainsi, je ne conçois plus de remède au mal, plus de terme à cette agitation ; il ne reste qu'à la comprimer : or, un tel remède peut bien endormir le mal, mais non le guérir.

Dans tout conflit qu'entraîne l'agitation des peuples, je considère trois choses : les têtes, les bourses et les bras, ou en d'autres termes, les forces intellectuelles, politiques et physiques. Il est évident que c'est le plus fort qui finit par être vainqueur ; mais où est-il ce plus fort? Est-ce le *nouveau Franc* ou son ennemi? Sont-ce les souverains ou les peuples? Est-ce le pouvoir qui prépare des loix avec la raison, ou le pouvoir qui exécute des volontés avec des forces militaires? Est-ce enfin le parti qui dispose du trésor public, ou du crédit des négocians,

ou de l'un et de l'autre, ou de l'un sans l'autre ? etc. etc.

Il est clair que ces derniers moyens ne doivent être considérés ici, que parce qu'ils servent à mettre en action la force des bras ; mais si par ce moyen factice, des bras s'étendent contre d'autres bras ; si des soldés se rangent rapidement sous la bannière des soldans, il arrive pourtant à la longue que les bourses publiques et particulières s'épuisent et ne suffisent plus ; et si dans cette multitude d'agens militaires, il s'en trouve qui partagent les craintes et les espérances du peuple en assez grand nombre pour en imposer aux autres et à leur chef, qu'arrive-t-il alors ? La situation de la France nous l'apprend : Montesquieu, Raynal et en dernier lieu Mackintosh nous l'expliquent. Voyons ce que dit ce dernier dans son *apologie de la révolution française contre M. Burke.*

„ Les despotes ne peuvent augmenter le nombre de leurs armées sans augmenter le nombre de ceux dont l'intérêt est de détruire ces mêmes armées : ainsi le peuple ne peut rester esclave que par le moyen du peuple

lui-même ; et voilà le principe de la mort du despotisme.

„ Une discipline purement mécanique peut bien dégrader quelque tems le soldat en Allemagne, et le rendre presqu'égal à la bête de somme en écartant de lui toute impression morale ; mais à la longue ces combinaisons artificielles deviennent trop foibles pour résister à l'énergie des causes naturelles : la constitution de l'homme survit à la mode passagère du despotisme ; et vraisemblablement l'histoire du siècle prochain achèvera de nous montrer combien foibles et chancelantes sont les bases sur lesquelles s'appuyent les tyrannies militaires de l'Europe.

„ Montesquieu craignoit déjà de son tems, que la manie d'augmenter toujours les armées, ne changeât à la fin l'Europe en un camp immense, tous les artisans et les agriculteurs en sauvages militaires, et ne ramenât ainsi le siècle d'Attila et de Gengiskan : mais la France a démontré que ce mal portoit avec soi son propre remède et ses limites.

„ Si l'on veut, dit-il ailleurs, que l'armée,

au lieu d'être une bande de vauriens, devienne un corps respectable de soldats, il faut qu'on leur augmente la solde ; or, l'effet naturel de ce système doit être la limitation des forces dans le Nord : son influence s'est déjà fait sentir dans les pays-Bas que le hasard semble avoir rendus à Léopold pour servir d'école d'insurrection aux soldats allemands. Les troupes autrichiennes y ont murmuré de leur pauvreté, et ont cité, dans leur demande d'une augmentation de paye, l'exemple de la France ; cet exemple doit également opérer sur les autres armées de l'Europe (1). Les despotes mal-aisés de l'Allemagne et du Nord trouveront des bornes à leur rage militaire dans la pénurie de leurs finances ».

Tout cela peut paroître fort, j'en conviens, mais cela n'est-il pas vrai ? L'accroissement des armées ne peut ni surmonter ni calmer une insurrection générale des peuples, principalement celle de la *nouvelle France*. Une

(1) Maintenant sur-tout que la proximité ou la présence de l'armée des *nouveaux Francs* ont dû discréditer l'usage des coups de bâton et la subordination servile.

épreuve trop dispendieuse a dû nous en convaincre depuis deux ans, au point qu'il est même à craindre que des généraux éclairés, mais fatigués de l'indocilité des troupes, ne finissent par abandonner un poste où il y a si peu de lauriers à espérer. -- Qui pourra aussi assurer aux monarques, que dès-à-présent il n'existe pas des chefs de leurs armées qui agissent secrètement pour les *nouveaux Francs* et pour les peuples oppressés ? Tant il y a, même parmi les politiques et gens en place, d'hommes mécontens et qui portent haine à ce qui s'élève trop insolemment au-dessus d'eux !

Il est bien certain qu'il y avoit sur les flottes anglaises, plus d'un ennemi secret de *Pitt* et autres agens corrompus de la toute-puissance de leur roi. Plusieurs voyoient sans doute, que chaque victoire sur les *nouveaux Francs* ne servoit qu'à creuser davantage la fosse de leur constitution et de leur liberté civile ; ils s'embarrassoient fort peu des vertiges de leurs grands, et ils n'étoient pas fâchés d'avoir à rejetter sur les vents contraires et autres causes le non-succès de leur entreprise.

En Hollande, on donnoit pareillement la

préférence à la cause des *nouveaux Francs* sur celle de la maison d'Orange. Qu'on lise le N°. 154 de la nouvelle gazette *d'Hambourg* 1793, et l'on verra que c'est dans le tems où l'on disoit que les Hollandais avoient été forcés de céder au grand nombre des *nouveaux Francs*, qu'ils plantèrent l'arbre de la liberté dans un village proche de Breda. On mettoit aussi sur le compte des patriotes Hollandais la défaite de l'armée Hollandaise le 13 septembre; on regardoit même comme un miracle, que les deux princes d'Orange eussent pu se sauver, etc.; et dans le N°. 174. --,, On le croira à peine dans les pays étrangers; mais il n'est pas moins vrai que les patriotes Hollandais, malgré toutes les horreurs commises par les Français, s'obstinent à être de leur parti; qu'ils se réjouissent quand ceux-ci remportent des victoires; qu'en un mot, les patriotes Hollandais soutiennent toujours les *nouveaux Francs*, soit par leur argent, soit par leur commerce ,,.

Et dans quels pièges aussi l'attachement de la plupart des palatins à la cause des *nouveaux Francs*, ne nous a-t-il pas entraînés?

Tout cela, je pense, étoit plus que suf-

fisant pour faire sentir aux puissances coalisées, qu'il étoit dangereux pour elles, vu les dispositions des peuples, de commettre au sort des armes leur ressentiment contre ces *nouveaux Francs*, qui dans tous les pays ont autant d'alliés secrets qu'il s'y trouve d'individus opprimés.

Il importeroit peu à la cause des princes (ce seroit peut-être même un nouveau danger pour elle) de mettre en armes, outre les militaires qui sont sur pied, le citadin et le paysan; cela changeroit seulement l'esprit de guerre des *nouveaux Francs*, qui ont annoncé fièrement qu'ils ne vouloient la faire que contre les tyrans et leurs suppots naturels, et non contre les peuples : mais en outre, ces nouvelles recrues seroient-elles assez nombreuses, assez fidèles, assez intrépides pour s'opposer à ce débordement d'hommes sortis de la nouvelle France ? Et la plupart de ceux dont elles seroient composées, voudroient-ils bien sérieusement faire leur propre cause de celle de leurs princes ? Ne les abandonneroient-ils pas au moment du danger ? -- Sans nous arrêter même à cette considération, ne seroit-ce pas, de la part des princes, un aveu funeste de la

dépendance où ils se trouvent de leurs propres sujets ? Et dans quelle époque !.... Les peuples n'acquerroient-ils pas dès-lors un nouveau sentiment de leurs forces terrible à la toute-puissance ? Et l'agriculture, les arts, le commerce, etc, n'en ressentiroient-ils pas des atteintes, dont, et les peuples et les princes, auroient long-tems à souffrir ?

Et si enfin l'économe Allemand parvient à sentir tout cela, et par dessus tout à prévoir les impositions extraordinaires qui tourneront au bien-être de son prince seulement, à quoi se résoudra-t-il ? Pense-t-on qu'il rendra les armes de bon gré ? Osera-t-on les lui arracher de force, dans un tems sur-tout où il a si bien appris à se méfier des promesses de la cour ? Et dès-lors, restant armé, n'exigera-t-il pas ce qu'auparavant il ne pouvoit obtenir par des supplications ?

Il doit suffire que le vrai philanthrope et le patriote souhaitent ardemment, aussi bien à l'avantage des princes qu'à celui des peuples, que cette querelle des deux partis se termine autrement que par les armes. Mais le moyen d'y parvenir ? C'est là le point difficile.

Si tous les souverains, avec leurs ministres

et conseillers, avoient enfin assez de lumières et de bonne volonté pour préférer à leur bien privé le bien général, pour estimer plus les inestimables droits des hommes que d'antiques usurpations, on n'auroit qu'à les inviter à suivre les conseils que leur donne avec franchise *Joseph de Vurmbrand*. (Voyez 8e. section de sa *confession de foi*.)

Mais, quand des hommes astucieux ont osé conclure de l'espèce d'ordre qui existe même sous le gouvernement pervers de tant de princes, qu'il faut bien que Dieu, comme premier souverain et tuteur de l'espèce humaine, protège cet état des choses, sans quoi le monde depuis long-tems seroit détruit. -- Quand de nos jours même, des souverains, ignorant les premiers élémens de la morâlité des hommes, ont pu se laisser persuader qu'il étoit possible et utile de mettre obstacle à la libre circulation des pensées. -- Quand des politiques, astronomes (1) de cour, sont assez mauvais observateurs pour imputer à la trop grande lumière des esprits

(1) Ces astronomes ne ressemblent-ils pas à celui qui s'obstinoit à voir dans la lune la souris qui s'étoit logée entre les verres de son télescope?

la

la révolution française, au lieu d'en voir clairement l'origine dans les folies et les dépenses excessives de la cour de France, comme le reconnoît même l'aristocrate *Mallet du Pan*, ainsi que *Malouet*; (1) et qu'ils ne font pas attention que ce n'est jamais la lumière qui produit le mal, mais seulement qu'elle le fait remarquer. -- Quand de ridicules théologiens et de misérables politiques ont pu surprendre la bonne foi de plusieurs souverains et ministres, au point de leur faire croire qu'ils ont le pouvoir de taxer à leur gré les têtes elles-mêmes et leurs productions, et de substituer impunément à des maîtres habiles des écoliers ignorans qui doivent tôt ou tard les couvrir d'opprobre. --Quand l'indomptable passion de dominer est, même encore, poussée si loin, qu'on prend les armes pour des bagatelles, qu'on soulève des nations entières, qu'on mène à la bou-

(1) *Cambon* en fait aussi la remarque dans son rapport *sur la dette publique.* On y voit que c'est en partie les allarmes des banquiers et propriétaires d'effets royaux, qui soulevèrent au 14 juillet et au 5 et 6 octobre le Palais-Royal. -- Ainsi ce sont les porte-feuilles plutôt que les écrits qui ont commencé la révolution en France.

cherie tant de milliers hommes, et que sous prétexte de transactions, que tant de fois on a violées soi-même, on prodigue des milliards puisés dans le trésor public, pour obtenir par la force ce qui étoit offert par une indemnisation et un accommodement à l'amiable. -- Quand plus d'une cour entretient en pays étranger des agens stupides qui ne savent rien lui apprendre, de ce qui doit essentiellement l'intéresser, de la lutte perpétuelle des dominés contre les dominans, des nouveaux rapports diplomatiques qui doivent en résulter, des mouvemens de l'opinion publique, etc.; et qui ne lui donnant à propos aucun de ces avertissemens salutaires qui eussent prévenu sa perte, la laissent se commettre imprudemment aux hasards d'une guerre terrible, trompée par de fausses apparences dont enfin, mais trop tard, elle reconnoît l'illusion. --- Quand ces mêmes apparences produisent des manifestes où l'on provoque, où l'on pousse à bout une nation entière dont on force les riches comme les pauvres à se réunir et à ne pouvoir plus séparer leurs efforts, de telle sorte qu'il en résulte un colosse immense dont la chûte même écraseroit peut-être le vainqueur. --

Quand des puissances jadis ennemies s'allient et qu'elles amalgament des armées bigarrées, dont on ne peut espérer aucun accord de pensée et de vouloir pour l'exécution des plans, fussent-ils d'ailleurs heureusement conçus. -- Quand cette alliance est fondée sur des impositions énormes, dont le poids écrase les petits alliés pour ménager les grands. -- Quand l'un ou l'autre de ces alliés est trop rusé ou trop puissant pour qu'il puisse être refusé par les co-alliés, et pour qu'on ose même improuver ses conquêtes et ses acquisitions ambitieuses. --- Quand on envoye dans des pays ennemis des troupes précédées uniquement par des épigrammes et des diatribes, et non par de sages précautions pour leur subsistance, d'où résultent maladies, découragement, misère continue, retraite honteuse et ridicule, et enfin conviction douloureuse que cet ennemi tant méprisé n'étoit pourtant pas si méprisable. -- Quand durant cette indéfinissable expédition on commet des hostilités qui ne peuvent qu'aigrir de plus en plus la nation attaquée, et nourrir en elle un besoin insatiable de vengeance. -- Quand des ministres importans des autres

puissances non coalisées, ou quelques orateurs du parti de l'opposition en Angleterre, accusent, à la face de l'univers, les cours coalisées de ce désordre politique et leur imputent tous les malheurs de cette guerre. -- Quand enfin tout cela produit de violens combats d'opinions; que le public manifeste enfin hautement sa vive improbation, et que néanmoins quelques individus se croyant puissans, n'ont pas même l'air de penser à cette énorme quantité d'hommes et de richesses qu'un tel embrasement engloutit chaque jour, pour le malheur de l'humanité entière; quel homme impartial et éclairé parmi les princes même et leurs ministres, osera désormais mettre en doute, si un tel ensemble de conduite est bien propre à former un préjugé en faveur de la plus part des souverains; si à la longue leur procès, militairement instruit, doit compter beaucoup sur l'applaudissement général et sur les contributions volontaires devenues si indispensables; enfin, si d'après les dispositions soupçonneuses des peuples tant du Nord que du Sud, on peut espérer un tel retour de confiance, qu'on s'en remette sans crainte à la libre décision des

avocats généraux armés, soit pour terminer la guerre avec les nouveaux Francs soit pour appaiser le mécontentement presque universel qu'elle a fait naître.

LETTRE XVIII.

Je n'examinerai pas ici en détail et à la rigueur, si tous les *quand* de la lettre précédente sont littéralement démontrés dans toutes leurs parties; il suffit que dans leur ensemble ils soient vrais, et qu'un tel tableau serve à fortifier la haine déjà dominante contre la classe oppressive des grands. Cette haine, au reste, se manifeste chaque jour de plus en plus, soit dans les écrits périodiques, soit dans les ouvrages plus sérieux qui dévoilent enfin les manœuvres ténébreuses de la politique et de ses agens; et elle a pénétré trop avant dans les ames de ceux qui si long-tems ont gémi, courbés sous la verge des tyrans, pour croire que jamais l'amour propre irrité puisse se calmer à cet égard: en effet, les dernières classes

du peuple préssentent déjà et publient même assez hautement, que, si la cause des princes triomphoit, elles éprouveroient le même sort que des prisonniers qui auroient cherché à briser leurs chaînes, et qui, pris sur le fait, n'en seroient que plus étroitement resserrés et traités avec plus de cruauté.

Un tel préssentiment est sans doute ce qui contribue le plus à l'aversion et à la méfiance des peuples contre les entreprises des princes; et l'on a peine à concevoir comment une vérité aussi manifeste a pu échapper jusqu'à ce jour aux souverains, aux ministres et à leurs écrivains. Il est même étonnant que des hommes qui chérissent autant la suprême puissance, s'occupent si peu des moyens d'affoiblir ces dispositions des peuples, et ne cherchent pas à se concilier leur confiance et leur affection par des moyens francs et honnêtes : et cependant, plusieurs parmi eux ont les yeux couverts d'un voile assez épais pour ne pas voir que dans un combat entre deux partis, celui-là finit par être vainqueur qui réunit la masse la plus considérable de forces physiques et morales, c'est-à-dire le plus d'hommes, de talens, de connoissances et

de vertus : d'autres croient pouvoir défendre leurs privilèges désastreux et nés de la violence, par le prétexte odieux d'une longue prescription, comme si un voleur, qui, par bonheur ou par adresse, a pu se soustraire long-tems aux poursuites, en acquérroit plus de droit sur les fruits de ses brigandages.

« Je crois, dit *Meiners*, (1) que le vrai moment de parler est venu, non pour exciter des séditions, mais pour les prévenir. Il y a une trop grande masse de lumières répandue sur la surface de l'Europe, pour que toute la puissance des princes puisse espérer de l'éteindre. Comment, en effet, refondre les têtes et les cœurs de tant de millions d'hommes ! Comment ravir aux peuples si maltraités jusqu'à présent le discernement et le sentiment de leurs maux !

» C'est le devoir de tout ami des hommes et de leur bonheur, de crier aux oreilles des princes, que la seule manière de n'avoir pas à redouter des plaintes fondées, est d'en écarter le motif; que la vérité et la franchise ne sont jamais cause des révolu-

(1) Histoire de l'inégalité des états. p. 642.

tions, mais plutôt les abus affreux qui se propagent, et qu'ils s'obstinent à ne pas vouloir détruire; qu'il n'y a que des méchans ou des ignorans qui pourroient leur conseiller d'étouffer par le silence de la presse et par une odieuse inquisition, les réclamations les plus légitimes : ce seroit un feu qu'on croiroit avoir éteint, mais qui couvant sourdement, s'échapperoit bientôt avec plus de fureur.

„ S'imaginer, écrit *Wieland*, que l'une ou l'autre manière d'éclairer les esprits (liberté de parler et d'écrire) n'auroit pas une influence sensible sur notre état politique et moral, seroit une folie; mais c'en seroit une bien plus grande, de croire qu'on arrêteroit les progrès de nos lumières par des moyens tyranniques. S'il est vrai que la puissance s'embarasse peu qu'une chose qu'elle juge convenable à ses intérêts, soit permise ou non, il n'est pas moins certain que la violence et les efforts qui tendroient à rallentir la marche de l'esprit humain, sous le prétexte des abus qui en pourroient naître, seroient maintenant sans effet. L'empire de l'illusion est passé; il n'y a que la raison qui peut corriger les écarts de la raison.

„ Loin de nous, s'écrie le bon vieillard allemand *Moser*, loin de nous l'amour de la servitude, qu'on chercheroit en vain à justifier par d'absurdes applications de la Bible ; comme si, par des subtilités théologiques, on pouvoit parvenir à faire dépendre le droit et la justice des caprices d'un prince....

„ Il est bien méprisable, celui qui croit pouvoir excuser sa soumission servile à des ordres injustes et à des projets criminels, par ce prétendu proverbe : *tu dois chanter la chanson de celui dont tu manges le pain.* Heureusement que ces lâches flatteurs, soit par ignorance, soit par leurs idées délirantes sur les droits de leur souverain, contraignent enfin le peuple à ouvrir les yeux, tournent son attention vers des abus que naguères il n'eût même osé soupçonner, et font naître, d'une étincelle qui mourroit d'elle même, un incendie dont ils finissent par être les victimes „.

Ainsi parlent des écrivains dont la plupart, dont un seul même avoit plus de lumières que tous les princes et leurs ministres ensemble ; des écrivains qui voyent toujours l'homme dans le citoyen ; qui ont

réfléchi long-tems à ce que produit le sentiment de l'oppression, lorsque, sur-tout, on s'obstine à s'y montrer indifférent ; qui saisissent, d'un coup d'œil, l'origine, la marche et les suites de toutes les usurpations, d'après l'histoire et la philosophie ; qui savent peser les droits de tous dans une même balance ; qui ne cessent de donner aux princes le sage conseil de s'accommoder à l'amiable, et de changer de conduite, pour s'épargner les funestes effets d'une insurrection violente ; qui jouissent enfin d'un ascendant plus véritable sur les esprits, que les souverains et leurs créatures.

Et cependant qu'a produit ce salutaire conseil, le seul convenable à tous ? -- Au reste, combien de princes étoient en état d'en profiter ! Combien parmi eux ont assez de bon esprit et de franchise pour en sentir le prix ! Et d'ailleurs n'y a-t-il pas un trop grand nombre de ces planètes de cour qui perdroient bientôt leur lumière réfléchie, si elles laissoient s'affoiblir le feu de leur soleil politique ?

« Et même, est-il beaucoup de princes, demande *Moser*, qui aient jamais vu, ou seulement désiré de voir les *pacta conventa* de

leur pays, qui aient une idée bien précise, et la conviction intime des règles auxquelles doit être soumis leur *vouloir* et *non-vouloir* ». Et qui auroit pu leur donner une telle conviction ? Sans doute les habitans du pays s'ils le vouloient, si l'intérêt particulier et le désir de captiver la faveur de leur *maître*, n'en faisoient des hypocrites et des flatteurs; tels que ces deux conseillers auliques qui chargés d'expliquer à *Joseph II* la capitulation qu'il avoit juré d'observer, n'étoient occupés à lui montrer, dans chaque article, que les moyens et même la nécessité de s'y soustraire.

Je pourrois parler ici de ces prétendus illuminés de la classe la plus obscure, qui par leurs manœuvres hypocrites ont séduit, ont subjugué les meilleurs princes, en écartant d'autour d'eux les hommes probes et les plus éclairés.

Mais on prétendra peut-être qu'il n'y a point de despotes dans le *St-Empire romain*? à ce compte, il n'y auroit rien à redire au train des princes, aux corvées, aux tailles, aux droits féodaux, aux exemptions d'impositions etc. etc. etc.

O vous qui pouvez le croire, et qui par

là faites voir à quel point vous ignorez l'état déplorable de notre constitution, et l'administration actuelle de l'empire, lisez *les pensées sincères sur l'affaire la plus importante de l'Allemagne*, et vous aurez bientôt changé d'opinion. Nul écrivain patriote de nos jours n'a mieux raisonné, et dans un style à-la-fois plus simple et plus mesuré. combien il seroit à souhaiter que ses pensées devinssent le manuel des princes et de leurs conseillers, et les dirigeassent jusqu'à l'époque des changemens qui doivent en être les heureux résultats.

Mais si l'on réfléchit sur l'objet de ces mêmes pensées, et sur la conduite à cet égard de tant de nos princes, on trouvera encore plus clair, ce que j'indique à la fin de ma lettre précédente, touchant le moyen d'établir une opinion publique favorable à la tranquillité ; car ce sont les grands qui, de l'aveu même de ceux qui font la guerre, sont regardés comme les plus grands obstacles à la paix.

Et si cette confusion horrible doit se terminer un jour par un accommodement à l'amiable, comme toutes les tentatives qu'ils auront faites à main armée pour opérer

une paix à leur manière, n'auront pas réussi, mais auront plutôt opéré le contraire, il faut en conclure qu'on ne doit pas attendre d'eux l'établissement de cette opinion.

D'où viendra-t-elle donc ? Sera-ce du peuple ? Mais avant qu'il pût en venir là, il faudroit que pressé par la nécessité, il sentît le besoin d'avoir un instructeur plus sévère qu'il n'en a eu jusqu'à présent ; et à cette école, il aimera mieux sans doute tomber dans un autre excès, que de trouver bon plus long-tems de se confier passivement aux expériences si funestes de ses souverains. Dans cette nouvelle route, peut-être même ne seroit-il plus possible de l'arrêter, maintenant que toutes les nations européennes sont convaincues que les rois même des peuples les plus puissans, ont perdu toute leur force dèsqu'ils se rendent indignes de la confiance de leurs sujets, et que la noblesse du plus grand empire, ne compose qu'un très-petit nombre d'hommes foibles, qui peut être anéanti presque sans coup férir.

Ainsi cette opinion ne peut naître et s'affermir promptement que par de bons écrits. J'en suis tellement convaincu que je crois

même tout autre moyen de l'établir beaucoup plus dangereux qu'utile.

C'est par cette raison que je soutiens, que tous ceux qui dévouent leur plume à l'affermissement du despotisme, loin d'accroître, comme ils l'espèrent, l'autorité de leur souverain, en deviennent par là les plus cruels ennemis.

Quant aux écrivains philosophes et politiques, je présume que tout ce qui a été dit jusqu'à présent leur fournira du moins d'assez bons matériaux.

Mais les princes auront-ils le bon esprit de se conformer à leurs décisions ? Sans doute cela eût été à peu près impossible dans un autre moment : et cependant si la fermentation actuelle parvient à se calmer, une dure expérience aura fait naître bien des réflexions; le mieux, c'est-à-dire le plus utile pour tous sera enfin reconnu, et tout prince qui ne sera pas complettement imbécille sentira sans doute le besoin d'écouter la raison.

LETTRE XIX.

Quand je vois paroître en pays étranger, dit *Ildebald* (1), un homme trop incivil pour un Français, trop cérémonieux pour un Anglais et trop peu pour un italien, trop souple pour un espagnol, trop empésé pour un Hollandais, un homme en un mot assez révérentieux auprès des étrangers pour flagorner toutes leur manières ; le très-humble serviteur de tous ceux qu'il croit au-dessus de lui ; quand je vois un tel homme, je m'écrie bien vite : celui-là est à coup sûr de mon pays ; et alors, en franc Allemand, je désire de bien bon cœur que chaque étranger se serve d'un bâton pour lui marquer sa reconnoissance.

Et moi quand je vois un homme à-peu-près semblable, je suis tenté de dire : celui-là est un auteur à gages ; car en vérité,

(1) Dans son voyage au pays de la liberté, dans les années 1780 à 1790, *pag.* 85.

peut-on mieux caractériser cette foule d'écrivailleurs qui se font un vil métier de leur état. La plupart d'entr'eux ne présentent-ils pas en effet le caractère de cet Allemand ? Combien n'en est-il pas qui se montrent dans leurs écrits si bassement flatteurs, que les princes doués de quelque sentiment de justice les repoussent eux-mêmes avec mépris, comme tendant plutôt à leur aliéner les peuples qu'à les leur ramener ! C'est vouloir nager contre le courant que de lutter contre l'opinion générale ; et ce n'est pas ainsi qu'en agit le sage.

Mais qui ne connoît pas ces hommes, et leurs menées plus qu'infructueuses ? Tandis-qu'ils s'étudient à cacher aux yeux des cours l'embrâsement qui se prépare, ou qu'ils les portent à des moyens violens pour l'éteindre, ils ne font qu'accroître sa fureur, c'est-à-dire qu'ils augmentent, comme on l'a déjà remarqué, le mécontentement public, et qu'ils redoublent l'attention du peuple contre la cause des princes, et l'obstination mal-adroite de ceux qui la défendent. Avocats inconsidérés, ils tombent, comme *Arthur-Young*, d'une inconséquence dans un autre, et pour vouloir prouver trop, ils finissent par

ne

ne rien persuader. Selon cet écrivain, nul prince, instruit par le traitement des Français envers Louis XVI, ne doit écouter les plaintes de ses sujets, ni laisser affoiblir sa puissance et ses décisions absolues à la voix de la persuasion, du sentiment et de l'humanité ; mais plutôt tenir davantage ses peuples sous le joug. (Voyez *la révolution française* par *Arthur-Young*, page 129.) Il dit aussi (p. 293) que l'esprit tolérant de l'ancien gouvernement français a été une des principales causes de sa destruction; que s'il étoit, lui, premier ministre en Espagne, il ne balanceroit pas à conseiller à son maître de ne pas supprimer l'inquisition; que nous devons aux sociétés prétendues populaires, d'avoir appris qu'une telle institution étoit indispensablement nécessaire.

Mais si *Arthur-Young* eût examiné avec plus d'attention les faits de la révolution française, il n'auroit pas déraisonné à-la-fois comme historien et comme politique, à la manière de *Pitt* et de *Burke*. Cette question se seroit nécessairement présentée à son esprit : qui a donné naissance aux sociétés populaires et à leur puissance ? C'est incontestablement l'extrême despotisme de la cour

et la ferme volonté de la majeure partie de la nation de s'en affranchir comme elle pourroit. Il ne se seroit pas dissimulé que ce n'étoit pas l'intérêt des peuples ni même celui des princes, qui lui apprenoit à faire de si odieux sophismes, mais son intérêt particulier; car il dit lui-même: (p. 253.) « la guerre de 1756, celle de l'Amérique, celle de 1744, qui ont grevé l'Angleterre de presque toute sa dette nationale, lesquelles d'ailleurs étoient même mal combinées politiquement parlant, ne m'avoient pas extrêmement affecté. Je n'en redoutois rien pour ma *personne*, dit-il, (p. 265); mais rien ne m'est indifférent dans la guerre présente. »

Le voilà donc notre philosophe économiste, si indifférent à trois guerres désastreuses, et qui ne veut pas l'être à celle-ci; sans doute parce que lui, *Pitt* et *Burke* trouvent très-illégal, que les *nouveaux Francs* prennent toutes leurs mesures, pour empêcher un souverain, ou son ministère d'imaginer à l'avenir des guerres sans consulter la volonté nationale d'accumuler par ce moyen des dettes énormes qui diminuent les sources de la fortune publique, ou les tarissent même entièrement.

Quoi de plus déplorable que de tels auteurs corrompus ! Leurs perfides suggestions ne font que raviver le feu qu'ils prétendent étouffer ; et ils sont d'autant plus funestes dans beaucoup de pays, qu'on y prend plus de part à la révolution Française. Tout évènement extraordinaire est déjà par lui-même capable d'entraîner notre attention, mais sur-tout lorsqu'il promet des avantages. L'imagination exaltée se nourrit alors d'espérances, se dissimule les torts, les crimes même, et l'on est porté à tout entreprendre pour reproduire les mêmes évènemens.

A l'appui de cette réflexion, je me contenterai de citer celle que je trouve dans la préface de l'histoire des Pays-Bas par *Wanderwinct* (imprimée en 1765.) « Les anciens troubles, dit-il, arrivés en Allemagne, en France et en Angleterre, lesquels n'ont pas été à beaucoup près exempts de cruautés, ont eu indubitablement dans la suite une grande influence sur les troubles des Pays-Bas, et doivent être regardés par là comme les précurseurs de cette révolution terrible qui a communiqué ses effets violens aux deux tiers de l'Europe. Il se peut

cependant, ajoute-t-il, que l'origine des troubles, dans les Etats voisins, ait eu des causes bien différentes; mais les premiers ont beaucoup servi à les développer ».

Ainsi, que deviendront dans la suite quelques contrées de l'Allemagne, si la perfidie des écrivains continue à les tromper, en les flagornant. Parce que l'oppression de ces contrées est moindre que celle de l'ancienne France, s'en suit-il donc qu'elle n'existe pas? Et ne sait-on pas qu'à quelque degré qu'elle agisse, elle peut, aidée de diverses causes, provoquer un embrâsement, sur-tout à l'époque où un grand incendie éclate dans le voisinage?

Ou bien, faudra-t-il croire que dans ces contrées de l'Empire, le cultivateur se sent tout autrement que ne le pense *Schmidt*, dans son *histoire du sentiment de soi-même*, p. 152? « Lui seul, dit-il, se considère comme un malheureux, comme une victime de la lâche cupidité d'autrui : il se voit seul, condamné au travail, seul exposé à l'intempérie des saisons, et rejetté encore par l'habitant des villes et le soldat affamé, dans une classe que l'un et l'autre regardent avec mépris. »

« Et pourtant, combien souvent arrive-t-il,

continue ce judicieux écrivain, que des soucis rongeurs le conduisent à la charrue, et pénètrent en quelque sorte avec elle dans les sillons; qu'il est agité par la crainte de ne pouvoir conserver ce qui est nécessaire, pour lui et les siens, des productions qu'il fait naître par de si pénibles travaux; et qu'excédé de fatigues il jette un regard douloureux sur sa chaumière, d'où il voit sortir une famille éplorée qui vient lui demander ce qu'il est dans l'impossibilité de lui donner!

„ Mais n'est-il pas possible, demande le même auteur, d'adoucir du moins son état, en lui faisant connoître les beautés de la nature; en lui inspirant de bonne-heure le désir de l'obtenir; en cultivant son esprit, et le rendant capable d'utiles réflexions?

„ Non, non, s'écrient les despotes et leurs adjoints! une ignorance absolue convient bien mieux à l'agriculteur qu'un esprit éclairé. Le lion, selon la remarque de *Pline le naturaliste*, lorsqu'on lui couvre les yeux, fait une pauvre figure, et se laisse manier comme l'on veut; mais ce qui vaudroit bien mieux, seroit de lui crever les yeux dès sa naissance pour qu'il ne connût jamais ses forces: alors on n'auroit pus rien à redouter. C'est d'après ce prin-

cipe, sans doute, qu'un gentilhomme russe disoit, qu'il ne seroit pas content si ses paysans en savoient plus que : *Saint-Serge, priez pour nous*. Et combien de despotes, hors de la Russie, sont du même sentiment (1) ».

Combien d'auteurs aussi, combien de courtisans paroissent avoir adopté ces mêmes maximes! et c'est ainsi que le cultivateur se trouve, dans certaines contrées, plus maltraité que ses bêtes, et que tous les projets de soulagement en sa faveur sont restés jusqu'à ce jour sans execution: mais, je le répète, l'oppression produit la contre-oppression d'autant plus forte, que la première est plus forte elle-même : delà, la haine contre les oppresseurs, les plaintes contre le gouvernement, le mépris pour les administrateurs, une opinion sourde sur le droit de rompre soi-même ses chaînes; puis une plus étroite coalition des mécontens, jusqu'à ce qu'enfin ils s'apperçoivent que la somme et la direction de leurs forces l'emportent sur celles de leurs tyrans : c'est alors qu'on exige hautement; et si l'on ne fait pas droit à la demande, c'est alors qu'il en

(1) L'auteur s'exprimoit ainsi en 1772. Que n'auroit-il pas dit en 1794!



résulte des soulèvemens soit contre quelques articles de la constitution, soit même contre la constitution toute entière.

D'après la marche ordinaire des évènemens, qui ne sont pas toujours l'ouvrage de la prudence, et dont souvent une bagatelle détermine l'explosion, le sentiment général de l'oppression excite d'abord le desir de s'en voir délivré d'une manière légale : mais si le gouvernement s'obstine à repousser ce vœu, en excédant constamment les bornes de sa puissance, est-il étonnant que tout se bouleverse ; qu'on ne reconnoisse bientôt plus de devoir d'obéir, et qu'enfin on brave tous les dangers de l'insurrection, alors que tout annonce qu'on a plus à gagner qu'à perdre au changement ? -- En un mot, tous les mouvemens populaires proviennent des fautes du gouvernement.

Ceux-là donc sont bien perfides et bien véritablement séditieux, qui conseillent aux princes d'éluder les plaintes des peuples, et de braver l'opinion publique sans se donner la peine d'en prévoir les suites, malgré l'exemple frappant de la France. Qui est-ce en effet qui a donné aux premiers représentans du peuple, à leurs successeurs, et principalement aux jacobins la prépondérance si décisive dans

toutes les délibérations et entreprises même les plus cruelles ? C'est l'opinion publique ; c'est celle-ci, et non l'armée révolutionnaire qui ne consistoit qu'en 6000 hommes, à qui tous les départemens obéissent. C'est un colosse effrayant, né d'une longue oppression, et fortifié par le raisonnement. Malheur à qui tenteroit de lui résister !

Sa force est d'autant plus terrible, que dans ses cruautés même, au milieu des tempêtes révolutionnaires, il s'appuie sur la morale et la politique. Tantôt on dit : Nécessité n'a point de lois ; tantôt : Un motif saint sanctifie même les moyens les plus irréligieux, etc; d'où il suit que ce que les étrangers non intéressés appellent violence, vol, assassinat, tyrannie, est appelé dans ce cas, moyen de se sauver soi-même, défense légitime, punition dès long-tems méritée, vengeance de ses droits usurpés mais inaliénables, sacrifice pour le bien de tous, etc... Et voilà pourquoi nos raisonnemens et déraisonnemens n'aboutissent à rien pour arrêter les scènes qui se passent en France, et ne sont pas plus écoutés que ceux qui se fesoient en Angleterre du tems de la révolution des Américains.

C'est ce que voyent très-bien les philo-

sophes et les politiques ; et cependant ils ne s'en déchaînent pas moins pour se mettre au ton du jour, et faire preuve d'aristocratie. Doit-on s'en étonner, puisque de très-chauds démocrates eux-mêmes, se croient souvent obligés, pour échapper à l'espionnage, de porter sur eux un livre aristocratique.

Il seroit bien à souhaiter que ceux qui se constituent médiateurs entre les souverains et les peuples, jugeassent digne d'eux d'étudier l'homme dans l'homme; qu'ils s'appliquassent à faire voir qu'il se laisse plutôt conduire moralement et même physiquement par la raison et des lois convenables, que par des coups d'autorité, et par la rage d'un gouvernement militaire ; qu'ils remarquassent que des lois imparfaites, ouvrages de législateurs très-imparfaits, ne peuvent lier les hommes comme les lois invariables de la nature et les lois impératives de cette raison universelle qui a tracé le premier code social ; qu'ils reconnussent que l'obstination de défendre les pretentions des souverains contre le vœu de tous les hommes éclairés, et d'exciter leurs amis à combattre par les armes leurs usurpations, relâche bien plus qu'elle ne resserre les liens d'affection entre les princes et les peu-

ples ; qu'ils comprissent bien que le projet de relever le mur de séparation déjà si odieux entre les dominés et les dominans, ou de l'étayer tel qu'il est par des appuis militaires, ne peut attirer au prince que mépris pour sa personne et pour ses volontés; enfin, qu'à l'exemple de Socrate, ils ne fissent cas que des lois adaptées à la dignité et au bien-être des citoyens, et qu'ils ne proposassent aux souverains que celles qui s'accordent avec les lois de la nature physique et morale de l'homme.

Combien est belle et juste à cet égard la remarque de *Voigt* dans la préface de son ouvrage sur *la république Européenne!* « Le monde physique, ainsi que le monde moral, ont des lois invariables que la divinité a posées de toute éternité ; et il me semble que les dieux de la terre et les apôtres de la divinité ne peuvent rien faire de mieux que d'étudier ces lois, et de les mettre ensuite en circulation. Tous les systêmes, tous les édifices, toutes les dispositions qui ne sont pas fondées sur elles, doivent nécessairement tomber en ruine ».

» Il faut que le souverain, ajoute-t-il (page 84), soit un être bien étrangement orgueilleux

s'il croit que son étroite sagesse doit servir de règle à toutes les têtes et aux nations européennes.

„ La divinité seule, dit-il aussi (en termes presque équivalens), peut embrasser dans sa pensée tous les rapports, tous les besoins: or, la volonté commune est, à cet égard, l'organe naturel et immédiat de la divinité qui, ayant gravé dans le cœur de chaque homme le désir de son bonheur, a voulu que du concours de ces désirs s'éclairant et se modifiant l'un l'autre, naquît une règle certaine pour la conduite de tous. Un souverain doit donc, lorsqu'il se propose une loi, descendre en quelque sorte dans chaque famille, s'élever, par elles, au vœu des communautés; de là à celui des tribus, et de degré en degré arriver enfin au vœu général qui doit former la loi commune. Chaque état doit être considéré comme une pyramide: pour que cette pyramide reste inébranlable, il faut que la partie supérieure repose sur des masses toujours croissantes : il faut en un mot que le sommet soit porté par la base; que si au contraire la pyramide étoit renversée, alors la base étant portée par le

sommet, celui-ci chancellera ou se brisera bientôt, et il entraînera enfin la masse entière dans sa ruine ».

Cette remarque est certainement juste; mais y a-t-il beaucoup de pays, (excepté la Prusse) où le code des lois soit taillé sur cette forme? Frédéric le grand a été le seul prince qui ait su interroger la volonté générale, les besoins généraux, et qui en conséquence ait combiné ses lois, autant cependant que le système de la Prusse et ses rapports avec les autres Etats le permettent; et c'est par-là qu'il a prévenu dans ses Etats toute révolution.

C'est par-là aussi que les lois de Frédéric ont été sanctionnées par l'opinion de ses sujets, que son gouvernement en est devenu plus ferme, et qu'en ce moment même la Prusse s'enorgueillit de l'avoir eu pour chef.

Ce qui est arrivé en Prusse, peut arriver ailleurs, pourvu que les princes sachent être instructeurs au lieu d'être maîtres. Il en est, en un mot, des peuples comme des enfans. Ils deviennent tels qu'on les élève.-- Que l'on jette les yeux sur la Prusse et sur la France!

Ainsi, hommes de tous les partis, pénétrez-vous de ces réflexions, et faites-en sortir la

nécessité de tenir un juste milieu dans vos opinions, comme il convient à des frères : surtout, loin de nous l'odieuse maxime, que lorsqu'on a à faire à des ignorans, il vaut mieux les châtier que les instruire, et passer les bornes que rester en deçà.

LETTRE XX.

Mes citations nombreuses et sans doute un peu bigarrées, vous prouvent que mon goût pour la lecture n'a pas manqué d'alimens : le Palatinat m'en a fourni beaucoup, ainsi que les libraires de Francfort et de Mayence.

Je suis, à cet égard, je l'avoue, comme le convalescent, comme le voyageur, long-tems privés de nourriture. Pour satisfaire leur faim dévorante, ils se précipitent sur les mets qui s'offrent à leurs regards ; et souvent après s'en être rassasiés, ils chargent leurs poches des débris pour en offrir sans mesure à ceux de leurs compagnons qu'ils supposent pressés des mêmes besoins : mais souvent aussi ils se trompent dans leurs conjectures, les besoins

et les desirs n'étant point les mêmes de part et d'autre.

C'est ainsi que peut-être, vous et plusieurs de mes lecteurs prussiens, ne voudrez prendre que peu de chose des provisions que j'ai ramassées dans ces lettres : et en effet l'humanité de Frédéric Guillaume les rend sans doute moins nécessaires en Prusse que partout ailleurs, que dans l'endroit sur-tout que j'étudie depuis un an.

Que si au reste mes provisions paroissent mal en ordre, qu'on pense que c'est un soldat qui se délasse avec sa plume, et qui songe plutôt à recueillir qu'à disposer.

Et pourquoi, dira-t-on, les avoir recueillies? C'est dans le dessein de réprimer par la raison les écarts du sentiment, et de ramener ainsi les hommes à la paix et à la justice.

C'est en effet bien affligeant de voir tant d'hommes innocens livrés à toutes les fureurs de la guerre par ceux qui pouvant arrêter ces malheurs, ne font que les accroître ou les aigrir sous les prétextes les plus frivoles e les plus propres à aliéner les esprits.

Et d'où provient une telle conduite? Sans doute, des princes, ou plutôt de leurs conseillers, dont l'intérêt s'accorde si mal avec

l'intérêt commun, et avec celui des princes eux-mêmes.

Entre les diverses preuves de ce que j'avance, je rapporterai ici seulement ce que l'on s'est permis contre les *nouveaux Francs* dans les papiers publics : car c'est - là que je vois un poison mortel, par qui seront atteints tôt ou tard ceux qui le distribuent.

Quiconque lit nos papiers nouvelles depuis le commencement de la guerre, sait que la conduite des Français, soit chez eux soit envers l'étranger, y est présentée avec les couleurs les plus noires et les plus odieuses : mais si lon rapproche ces papiers allemands, des papiers français, de l'expérience, du simple bon sens ; ou si l'on consent à se laisser éclairer par l'histoire ancienne et moderne, on voit disparoître bientôt ces fausses imputations, et l'on se sent bien plus porté à compatir aux *nouveaux Francs*, qu'à les juger indistinctement dignes de cette haine qu'on leur a vouée. C'est ce qui paroîtra sensible à quiconque réflé-chira sur les nouvelles relatives à leur conduite, d'abord envers leur propre pays, ensuite avec l'étranger.

Que les *nouveaux Francs* agissent cruellement dans leur patrie, c'est ce qui n'est mis en

doute par personne en Allemagne ; mais personne non plus en Allemagne ne met autant d'intérêt aux causes, aux objets et au but d'une telle conduite que la plupart des spectateurs ou acteurs qui sont en France : il est donc probable que les *données*, pour juger de ces évènemens, sont trop éloignées de nous ; et probablement aussi de près comme de loin, elles sont sujettes à illusion.

Eh ! qui auroit pu croire qu'il y eût un village, une ville ou un pays au monde, qui souffrît dans son sein une bande de scélérats s'arrogeant le droit d'incarcérer ses membres par soupçon seulement, sans avoir préalablement instruit leurs procès, sans délits publiquement reconnus, et de les assassiner ensuite l'un après l'autre par centaine et par mille? Chaque individu n'avoit-il donc pas le même sort à redouter pour lui le lendemain ou le sur-lendemain, en voyant ses semblables si arbitrairement sacrifiés ; et pour cette raison ne devoit-il pas y avoir contre cette bande un soulèvement de tous ceux qui n'en faisoient pas partie ? (1)

---

(1) Quand on voit (Mercure de 1794 p. 131) qu'une poignée de sans-culottes comme *Robespierre* et ses

Cela

Cela n'arrivant pas, il faut donc que ce qu'entreprend en ce moment la faction dominante, ait en sa faveur la volonté nationale; (1) et dès-lors le système adopté en France n'y paroît pas comme en pays étranger, un système d'assassinat et de vol. Il en est de cette diversité de jugemens, comme de ceux qui eurent lieu dans la guerre des Anglais contre les Américains, au sujet du major *André*. Les premiers lui érigèrent un mausolée à Westminster, et les derniers l'accrochèrent à un gibet.

Demander maintenant si cette volonté des *nouveaux Francs* et leurs motifs s'accordent

---

complices, tyrannise d'une manière aussi extraordinaire une grande nation, on est porté à croire que la plus grande partie de la nation a un motif pour le souffrir, plus puissant que les sentimens, passions, préjugés et coutumes, auxquels on fait violence par ce gouvernement tyrannique. -- La réponse, que la majorité de la nation s'est laissé épouvanter par la guillotine, doit paroître foible lorsqu'on pense qu'il n'existeroit plus de guillotine, si la majorité étoit décidée à n'en plus vouloir.

(1) On voit ici et dans ce qui suit, l'embarras du bon prussien, pour accorder avec la tyrannie de *Robespierre*, l'amour des Français pour leur liberté. (*Note du Traducteur.*)

avec les droits de l'humanité et les principes de la morale, seroit une question qui paroîtroit absurde ou même immorale au *club* dominateur, depuis qu'il a su se mettre en possession de cette volonté nationale. Au reste, plus d'un roi n'en a-t-il pas agi ainsi? Combien de princes, devenus marchands de leurs sujets, les ont vendus comme du bétail, ou forcés de s'expatrier? --- Eh! qui donc, s'il n'est pas un enfant, peut s'étonner que des intrigans se livrent des combats à mort; que des ambitieux se querellent pour des postes d'honneur, pour la puissance, pour les richesses: que la violence soit mise à la place du droit, et qu'une prétendue nécessité serve de prétexte aux plus grands crimes; et en ce cas, avouons que ce qui arrive présentement, est une répétition de ce qui est arrivé par le passé : de plus, quand le parti prépondérant d'une belliqueuse et puissante nation qui se trouve en état de révolution et en combat à mort avec des ennemis intérieurs et extérieurs, est à la fin poussée à l'extrémité, on ne doit malheureusement pas attendre d'elle, tant qu'elle éprouve de la résistance, aucune modération, aucun respect pour la liberté, la propriété, la vie

même des particuliers ; aucune justice, religion ni humanité. La nécessité de fer justifie à ses yeux des actions que dans d'autres circonstances elle regarderoit elle-même comme des crimes impardonnables. Tels sont les hommes !

Mais, direz-vous, il faut que ce soit des êtres bien cruels, ceux qui peuvent soutenir si long-tems, et si indifféremment le pillage, et cette journalière tuerie même des criminels ! J'en conviens, et pourtant, que ne produisent pas l'erreur et l'habitude soutenues de quelques formes de raisonnement ? Qu'on songe aux actions des Israëlites ! qu'on songe à ces Romains si effrayés d'abord à l'aspect du combat des bêtes, et depuis si familiarisés avec le sang des hommes ! Pauvres humains, un même sort vous est donc réservé dans tous les tems, tantôt victimes de la fureur d'un républicain, tantôt de la tactique froide d'un royaliste ? et n'est-ce pas là ce qui se voit de nos jours ?

D'après le calcul de Fréderic-le-Grand, la guerre de sept ans enleva indirectement un million d'hommes, sans compter même ceux qui perdirent la vie dans les combats ou qui y furent estropiés : lui-même jette là-dessus,

dans ses écrits, un regard philosophique; il observe que lorsque les souverains ont envie de jouer, c'est toujours les sujets qui servent de jetons; et pour toute consolation, il ajoute que les successeurs ne deviendront pas plus sages par l'expérience de leurs prédécesseurs.

Qui le croiroit! Les *nouveaux Francs* eux-mêmes, dans leur fureur actuelle, disent qu'ils ne tuent que forcément, à regret, et pour bannir à jamais la tuerie systématique de la Saint-Barthélemi ou de Rosback!

Au reste, si tout arrivoit en France comme on le dit, il est clair qu'elle ne pourroit faire ce qu'elle fait; il faut qu'il y existe encore une force centrale qui puisse contenir et diriger toutes les parties, puisque au milieu même de l'anarchie la plus féroce, après la dissolution de tous les liens des lois, des coutumes, des préjugés, des mœurs, de la religion, elle surpasse et déconcerte l'attente générale de l'Europe. Concluons que l'énergie de la partie dominante a su se faire et se conserver de forts appuis dans la confiance du peuple; et qu'enfin les sages, dans leur prévoyance politique, calculent tout excepté le cœur humain.

En voilà assez sur la conduite des Français dans leur pays ; voyons celle qu'ils tiennent envers les pays étrangers ; c'est naturellement la conduite d'ennemis, suivant la maxime de l'épigraphe de cette troisième partie, mais d'ennemis très-conséquens : car leur fureur, ils la tournent particulièrement contre ceux dont la longue habitude a été de despotiser les hommes et de les tenir sous le joug de la superstition : quant aux autres, tels que le bourgeois et le paysan, ils sont généralement épargnés d'après les lois militaires et le vœu national. Il y a pourtant quelqu'exception, là comme chez nous, et comme dans toute armée, quelque disciplinée qu'elle soit.

Telle est la raison pour laquelle le plébeïen de tous les pays, quand il ose parler librement, préfère le français à nous et à tous les coalisés, voit en eux ses sauveurs ou ses vengeurs. C'est ce que l'observateur impartial a dû remarquer dans tous les lieux qui ont été le théâtre de la guerre actuelle.

Quant à l'ennemi, les nouveaux Francs se conduisent à son égard avec audace s'il est armé, avec beaucoup d'humanité dès qu'il ne l'est plus; ils sont, il est vrai, moins

modérés à l'égard des Autrichiens, ainsi que la suite le montrera.

Mais nos gazettes conviennent-elles de ces faits? Bien loin de là ; lors qu'à différentes époques on a vu les nouveaux Francs animés de patriotisme, de courage, ou d'une vengeance tant provoquée, les gazettes ont prétendu qu'il falloit en rapporter la cause aux liqueurs fortes dont les soldats français s'ennivroient, et dans lesquelles ils puisoient à-la-fois et leur courage et leurs fureurs. Étrange folie, ou plutôt étrange mauvaise foi!

N'est-ce pas ici le cas d'appliquer le proverbe : nous voulons prendre des oiseaux, et nous leur jettons des pierres.--Et qu'elle impression cela ne doit-il pas faire sur les nouveaux Francs? Aussi a-t-on soupçonné, avec quelque fondement, que ces absurdes relations avoient pour principe l'envie secrete et perverse d'irriter encore davantage cette nation déjà si courroucée, et de la porter à pénétrer plus avant dans notre pays, ou bien d'essayer de rendre odieux par des absurdités, ceux qu'on ne pouvoit refuter par des raisons.

Au reste, tout patriote, tout ami des hommes qui aura refléchi sur l'empire des petites

choses, qui se rapellera que c'est la bonté prévenante d'Auguste qui seule a retenu le bras de Cinna levé sur lui, doit souhaiter sincèrement avec moi, quelque soit l'horreur que lui inspirent les cruautés des nouveaux Francs et chez eux et dans les pays étrangers, qu'on s'interdise dans les écrits publics tout ce qui ne sert qu'à irriter les esprits; et une expérience très-amère de deux ans doit prouver également, et aux peuples et aux princes, combien cela importe à la pacification générale.

Pour parvenir à ce terme si désirable à tous, il importe souverainement que les alliés s'en tiennent à une guerre défensive, se souvenant qu'ils n'ont rien pu gagner sur le seul Frédéric, dans la guerre de sept ans. C'est ce que je démontrerai bientôt dans un écrit intitulé: *Rêveries, remarques et conversations sur la situation et les progrès de la guerre des alliés contre les nouveaux Francs;* on trouvera en même tems, dans ce petit écrit, tant sur les évènemens que sur les opinions, des réflexions que chaque jour confirme et éclaire davantage: on y remarquera aussi des vues de guerriers et politiques célèbres qui se trouvent parfaitement d'accord avec les résultats de mon expérience.

En un mot, j'y déposerai en quelque sorte les pièces justificatives de cette relation et des réflexions qui l'accompagnent ; et sans doute alors, je me trouverai d'accord avec plus d'un lecteur qui m'accuse aujourd'hui d'hérésies politiques, et me croit zélateur forcéné de la démagogie des nouveaux Francs. Quant à vous, je n'ai pas besoin d'apologie, et en attendant, il suffira que je dise aux autres avec l'auteur des *voyages d'Ildebald*: ›› la meilleure cause a son mauvais côté, comme la plus mauvaise a son bon ; et d'après cela, le pays le plus libre n'est pas sans esclavage ni esclaves, comme aussi le gouvernement le plus despotique n'est pas sans liberté et sans hommes libres. ››--Il s'agit plus, pour notre liberté, de notre intérieur que de notre extérieur, plus de nous mêmes que des autres. Epictète, quoiqu'enchaîné, reste libre : en un mot, la liberté politique de tous, sans la liberté morale des individus ou du plus grand nombre d'entr'eux, est une chimère ; mais c'est aussi une chimère de s'attendre à trouver des Epictète, là où la constitution politique rend à-peu-près impossible de l'être.

LETTRE XXI.

Il est tems de revenir sur les détails de notre campagne en France. Vous vous rappellez, sans doute, ce qui est dit dans ma douzième lettre, sur la situation où nous nous trouvions en Champagne; le désavantage de notre position, comparée à celle des *nouveaux Francs*, étoit tel, qu'une retraite seule pouvoit nous sauver. Le ciel, la terre et les hommes sembloient conjurés contre nous : toujours de la pluie, nul lieu pour nous reposer à sec, point de bois pour se chauffer, rarement du pain, des ennemis de toutes parts, même parmi les citadins et les paysans; devant nous des rivières, et une chaîne de montagnes sur lesquelles Dumouriez, avec une cavalerie choisie, une artillerie terrible et une infanterie innombrable et bien approvisionnée, nous tenoit tête : de plus Kellermann, Arthur-Dillon, Labarolière, Stengel, Bournonville et Galbaud battant la campagne autour de nous; des forteresses ennemies

à nos côtés et derrière nous, et ce qui étoit pis, des maladies continues sans pouvoir y porter remède ; enfin, le courage perdu, aucune apparence de secours, etc. Tel étoit l'état déplorable où nous étions réduits et dans lequel notre unique consolation étoit de voir que notre roi et nos chefs partageoient le même sort. Cela nous présageoit une retraite.

Elle s'effectua, mais non sans de grandes difficultés ; il suffit de savoir que du camp de *la Lune* jusqu'à Luxembourg, qui n'étoit pourtant éloigné que de 28 lieues, nous nous traînâmes en quelque sorte pendant trois semaines. Frédéric II s'étoit vu dans la guerre de sept ans obligé de faire plusieurs retraites ; mais dans aucune, ses troupes ne souffrirent comme dans celle-ci.

Les premiers jours furent assez beaux ; malheureusement nous étions tourmentés par la faim ; nous mangions en grains le bled que nous trrouvions en route ; la viande ne nous manquoit pas pour l'ordinaire, mais elle étoit singulièrement mauvaise : on ne pouvoit même en faire du bouillon ; c'étoit des bœufs et des vaches pris aux Français, et qui souvent périssoient en route faute de

nourriture. Les soldats, suivant l'usage, avoient encore tout ce qu'il y avoit de plus mauvais.

Souvent, nous marchâmes depuis la pointe du jour jusques bien avant dans la nuit sans faire plus de deux lieues ; c'est ce qui nous arriva, sur-tout lorsque nous traversâmes la ville de *Grandpré*; nous restâmes devant elle près de huit heures dans la boue ; l'artillerie ne pouvoit pas avancer ; et l'on n'épargna pas les plus beaux arbres fruitiers qui tinrent lieu de pontons dans ces marais.

Si les *nouveaux Francs* eussent mis de l'ardeur à nous poursuivre jusqu'à Grandpré ; il eût fallu nous rendre sans résistance ; ils ne pouvoient pas ignorer notre horrible situation, ni sur-tout la contrée marécageuse que nous avions à traverser, et néanmoins ils nous laissèrent rétrograder tranquillement sans nous inquiéter en aucune manière.

Beaucoup de nos soldats, exténués de fatigue moururent en route. Quelque tems après, me trouvant à Vielbel, près Francfort, je m'entretins avec un *nouveau Franc* qui me dit avoir trouvé, à son passage de *la Lune* à Verdun, un grand nombre de cadavres Prussiens. Tous les Prussiens qui sont restés

ainsi en arrière, ont été rangés dans la classe des déserteurs. On n'eût osé dire la vérité qui auroit fait frémir.

Rien n'étoit plus fréquent que des chûtes de chevaux; de jour en jour on en voyoit 60, 80, jusqu'à 100 qui se trouvoient hors d'état. Ceux même qui pouvoient se traîner mouroient bientôt de faim. La route, depuis les montagnes de Hanse jusqu'à Coblentz, étoit couverte de chevaux morts; de là, un très-grand nombre de cavaliers obligés de marcher à pied. Les chevaux d'artillerie n'eurent pas un meilleur sort; plus d'une fois il fallut sacrifier les provisions de guerre pour les soulager.

Du reste, les villages ne furent point épargnés; celui qui pouvoit piller le faisoit sans crainte; le pillage étoit devenu légitime. Quelques villages furent même inondés, et, comme on le disoit toujours, par des Autrichiens.

Quelques troupes légères des *nouveaux Francs* se firent enfin voir à une certaine distance, comme pour nous signifier en amis de retourner d'où nous étions venus, ou au moins de ne pas ruiner entièrement la province par des pillages et des incendies.

Nous nous arrêtâmes quelques jours, non loin de Dun, petite ville située sur une éminence. Le mauvais tems ne discontinua point; toujours de la pluie et du vent; toujours nous enfoncions dans la boue, même sous la tente. Cependant, les vivres commencèrent à se multiplier et à devenir meilleurs à l'arrivée de quelques vivandières qui nous apportèrent aussi des cervelas et de l'eau-de-vie: jamais les soldats ne dépensèrent leur argent de si bon cœur.

Nous pûmes appercevoir là avec quelle rapidité un homme entreprenant feroit fortune dans les circonstances présentes. Un juif de Berlin, fit voiturer à Berlin du tabac qu'il avoit acheté 500 écus : au bout de quelques jours tout fut vendu, et son profit fut de 1500 écus.

Pendant notre séjour à *Dun*, j'eus occasion de revoir le brave monsieur *Pierrot*; je me réserve d'en parler dans mes *rêveries*.

Nous continuâmes notre retraite sur Verdun, que nous traversâmes; à peu de distance de là, nous séjournâmes quelques jours. Ces différens repos étoient indispensables tant pour les hommes que pour les chevaux.

La disette de souliers nous rendit extrême-

ment malheureux. L'excessive confiance des émigrés qui nous avoit rendus si imprévoyans, en fut la cause première. Nous ne manquions pourtant pas de cordonniers; mais ils ne pouvoient suffire à tant de besoins sans cesse renaissans. Cette circonstance fatale rallentit encore notre retraite; un grand nombre de soldats furent estropiés, et par suite plusieurs en moururent.

Des environs de Verdun, nous marchâmes sur Longwi; nous apprîmes là qu'une partie de l'armée des Francs nous poursuivoit; on doutoit d'abord si c'étoit en apparence ou sérieusement; mais il parut bientôt que ce n'étoit qu'une feinte, car nos ingénieurs avoient à peine marqué un nouveau camp, que sur le bruit que les Francs alloient nous attaquer par notre flanc droit, il fut ordonné d'abandonner le camp, et de tourner rapidement sur la gauche.

Cet ordre s'exécuta, et ce ne fut que bien avant dans la nuit que nous fîmes halte dans un bois où nous nous disposâmes à nous défendre : mais cette retraite inopinée nous avoit privés de nos tentes, tellement que le roi lui-même et le duc, furent obligés de coucher, comme on dit, à la belle étoile.

Les *nouveaux Francs* ne hazardèrent pourtant pas l'attaque, et nous, pour être prêts à tout évènement, nous n'osions même pas quitter notre position. Cependant, le lendemain l'armée fut mieux postée dans une forêt où l'ennemi n'eût pas eu beau jeu de venir nous attaquer.

Je n'oublierai de la vie notre nouveau campement; trois jours et trois nuits en plein air et sous une pluie continuelle ; point de marmites pour faire bouillir notre viande, nos sabres au lieu de tournebroche pour la faire rotir : de là, bien des maladies, et quelquefois la mort.---Nous quittâmes bientôt cette forêt, perdant toujours en route un grand nombre de chevaux et de bestiaux, et nous dressâmes notre camp, non loin de *Longuyon* (1). A notre passage, ce bourg étoit tout en feu ; on mettoit aussi cet embrâsement sur le compte des Autrichiens : j'ignore si c'est à tort ou raison ; mais je ne puis que gémir ici sur cette horrible barbarie éxercée même en pays ennemi : la

---

(1) *Longuyon* avoit d'excellentes fabriques d'acier, des fonderies et forges de fer qui produisoient un revenu de 1,200,000 livres.



conduite des *nouveaux Francs* en Allemagne ne doit donc être regardée que comme une représaille.

Un de nos généraux fit la proposition de s'arrêter pour éteindre le feu; mais la crainte de ne pas arriver avant minuit dans notre nouveau camp, empêcha l'exécution de ce généreux avis.

Nous restâmes quelques jours auprès de Longwi; et de là nous entrâmes dans le pays du Luxembourg, ayant jugé convenable de rendre auparavant aux *nouveaux Francs* les deux forteresses de Longwi et de Verdun. Il nous fallut même entendre les ennemis poussant, presque à notre vue, des cris d'allégresse, et célébrant à coup de canon la reprise de ces forteresses; ils nous permirent pourtant d'aller chercher dans le magasin de Longwi des provisions de toute espèce, tant pour nous que pour les Hessois et les Autrichiens: sans doute qu'il en restoit assez pour eux; enfin, nous marchâmes vers le Luxembourg, comme je l'ai déjà dit, et c'est ainsi que se termina notre voyage en France.

LETTRE XXII.

Que pensez-vous maintenant de nos pompeux manifestes, de nos grands et petits exploits et de leurs suites ?

Nous avons pris Verdun et Longwi presque sans perte, et il nous a fallu les rendre aux *nouveaux Francs* dans l'impossibilité de les garder plus long-tems. Que s'en est-il suivi? L'imprudente témérité de nous engager plus avant, sans nous pourvoir des moyens de subsistance tant pour les hommes que pour les chevaux ; d'où sont nées, avec le concours du mauvais temps, des pertes énormes.

J'estime à six mille le nombre d'hommes morts, dont à peine cinq cents eussent péri dans un autre tems ou avec des soins ; quant aux autres, tous étoient réduits à un état de souffrance plus ou moins douloureux.

Le nombre de chevaux crevés est incalculable ; qu'on suppute par la pensée tous ceux qu'on amena des garnisons, ceux qu'on acheta après, et ceux qu'on enleva aux paysans français ; eh bien ! il en restoit à peine

de quoi traîner l'artillerie et les provisions les plus indispensables. La moitié de la cavalerie étoit démontée, et le peu de chevaux qu'on ramena étoient exténués et incapables d'une seconde campagne.

Tous les effets de campement furent abandonnés ou perdus; les caissons à poudre, les affûts de canons ruinés, les tentes jettées, les habits des soldats réduits en lambeaux.

Tout cela montre assez combien nous fut désastreuse cette campagne, et à quel point notre roi fut victime des insinuations des émigrés et de la politique versatile des cours; et qu'on s'étonne encore si nous nous irritons contre ces émigrés!

Ce qui completta notre perte, fut qu'elle tourna toute entière au profit des *nouveaux Francs*: ces apprentifs, en voyant notre manière de faire la guerre, apprirent à connoître nos forces; et notre retraite déplorable, sur-tout après la jactance de nos propos et de notre ton, dut ranimer leur courage et bannir bien loin d'eux leurs anciennes frayeurs de Rosback.

Ce ne fut pas là le seul avantage qu"ils en recueillirent; ils firent prisonnière la petite armée de Mayence, enle-

vèrent des magasins, mirent à contribution Francfort, et levèrent des impositions sur un grand nombre de princes allemans et d'abbayes. De plus, ils prirent possession de Konigstein, près Francfort, se fortifièrent sur le Rhin, et tous les efforts pour les en déloger furent long-tems inutiles et très-dispendieux : quels progrès ne firent-ils pas ensuite dans les Pays-Bas, à Liège? etc., et combien n'a pas fait de prosélites leur système, par leur attention à ménager les citadins et les paysans! enfin, notre invasion en France et la part que nous avons voulu prendre à ses affaires n'a-t-elle pas empiré le sort de la famille royale, à Paris, renforcé la révolution, et hâté la constitution républicaine?

Ces réflexions sont pénibles, mais il convenoit de les présenter, ne fût-ce que pour rapprocher les effets de leurs vraies causes; puissent-elles, au moins pour l'avenir, nous rendre plus sages et plus réservés : reprenons.

De Longwi, comme il a été dit plus haut, nous entrâmes dans les pays du Luxembourg; les habitans y sont lourds, insensibles, ennemis des hérétiques, et très-animés contre les Prussiens. Nous en fîmes l'expérience. Le terrain par où nous fîmes notre route

n'y est pas aussi visqueux qu'en France ; mais la pluie rendoit les chemins non moins impraticables, et nous perdîmes là autant de chevaux que dans le pays des Francs.

Quand nous dressâmes nos tentes, le ciel étoit serein et promettoit du beau tems; aussi se garda-t-on de nous distribuer de la paille. Elle étoit très-chère, et les orthodoxes luxembourgeois ne s'attendrissent pas aisément sur la misère des hérétiques. La voix de la nature fut étouffée par celle de l'église : ainsi les soldats, quelques malades qu'ils fussent, étoient couchés sur la terre nue.

Vers les onze heures du soir, il tomba une pluie d'automne, si abondante que toutes les tentes en furent traversées. Les officiers aussi bien que les soldats se trouvèrent donc réduits à se rouler dans la fange, et il s'en suivit de plus, une perte incalculable de hardes et de cartouches.

Auprès de notre camp, étoit un village dont le curé faisoit lui-même le commerce de poires et de pommes de terre ; l'acheteur se disoit-il catholique ? il obtenoit une remise sur le prix, laquelle n'étoit point pour le luthérien ou le protestant, et par-dessus

le marché, il recevoit de bons avertissemens pour se préserver du poison des hérétiques: ainsi son commerce étoit entre ses mains un moyen de prosélitisme. Tel est l'esprit de la religion romaine.

Nous restâmes dans ce camp jusqu'à midi, et de-là nous cheminâmes vers le Luxembourg, où il fut dressé un nouveau camp. Ici pour la première fois tout étoit en abondance moyennant de l'argent; mais la pluie continuoit et la dissenterie fit les plus grands ravages.

Les troupes des émigrés partirent d'ici pour aller dans les Pays-Bas où leur nombre diminua beaucoup, et les Autrichiens se campèrent, ainsi que nous, près de Luxembourg.

C'est là que nous attendions notre sort ultérieur: plusieurs se flattoient de l'espoir de retourner chez-eux par la Westphalie; mais cet espoir s'affoiblit par la nouvelle que les *nouveaux Francs* avec Dumouriez s'avancoient en force vers les Pays-Bas, et déjà les politiques nous destinoient à lui aller tenir tête. Personne au reste ne jugea bien la vraie cause de notre marche, car personne ne songeoit à l'invasion des *nouveaux Francs* en Allemagne par l'Alsace.

Enfin, le 28 octobre nous décampâmes d'ici, jettant les piquets de nos tentes, nos tentes même et une foule d'ustensiles, et nous traversâmes la ville de Luxembourg pour aller nous cantonner dans des villages.

Ce fut dans cette route que notre double qualité de prussiens et d'hérétiques, nous rendit particulièrement odieux. Etrange puissance des noms sur l'esprit des hommes! notre marche se dirigea vers Trèves.

L'armée, au reste, ne pouvoit plus aller en colonnes, et les régimens s'en allèrent par des chemins différens. Le manque de souliers rendit sur-tout cette marche pénible, et bien des soldats en furent estropiés. Le roi en voyant plusieurs dont les pieds étoient saignans et entendant qu'ils se plaignoient d'être trop chargés : *en ce cas mes enfans*, leur dit-il, *jettez vos fusils, vos gibernes et même vos sabres; il ne vous en arrivera rien, je prends tout sur moi.*

Ainsi Frédéric Guillaume manifestoit en toute occasion sa bienfaisance et sa popularité : certes il eût été injuste de lui imputer nos malheurs dans cette campagne : tout le reproche doit retomber sur ceux qui l'ont engagé dans cette malheureuse guerre.

Il arriva de là, que plusieurs soldats ne rejoignirent leur corps que deux à trois jours après les autres. Les capitaines heureux encore de pouvoir réunir tout leur monde, n'osèrent pas être moins humains que le roi.

Ce que j'observai, sur-tout dans le pays de Trèves, fut une aversion bien manifeste pour les émigrés et ceux qui les premiers avoient pris fait et cause pour eux. Je ne puis me refuser à citer ici une anecdote qui caractérise les chefs de cette horde fugitive.

Après le 10 août 1792, où la chûte de la liste civile coupa toute communication entre les émigrés et le trésor de l'État, le comte d'artois n'en entretenoit pas moins 200 chevaux et tout le train de son ancienne cour: des parfums, des dames pour amuser monseigneur, une table de sybarite et autres plaisirs, rien n'étoit interrompu; une seule chose inquiétoit ce bon prince; c'étoit de savoir si la marche sur Paris étoit déjà effectuée: en attendant, pour se désennuyer, monseigneur alla à Spa pour y visiter la banque; là il hazarda un jour, en riant, un va-tout de 50,000 ducats; il perdit; il recommença; il

perdit encore, et, riant de son malheur, il s'en alla en sautillant, comme de coutume : qu'on juge par là ce que lui et les siens devoient faire lorsqu'ils avoient la clef du trésor national! -- Et doit-on s'étonner si ceux qui ont été témoins de la conduite de tels émigrés les ont pris en aversion eux et tous ceux qui les ont soutenus par une guerre aussi désastreuse.

D'après cela, je conçus très-bien pourquoi nous étions mal reçus dans le pays de Trèves : des logemens fort mauvais ; point de cuisine, ou plutôt une cuisine qui n'étoit pas pour nous ; enfin, entre Trèves et Coblentz, rien ou presque rien, même en bien payant : par-tout on nous regardoit de travers ; par-tout on disait que sur les lieux de notre passage nous allions attirer une terrible vengeance des Francs. Qu'on ajoute que ces bonnes gens, sur-tout aux environs de la Moselle, se trouvoient tellement épuisés, d'abord par les émigrés, puis par les passages des coalisés, qu'il leur restoit à peine de quoi subsister ; aussi un corps de troupes nombreux n'auroit pu se soutenir là : heureusement notre séjour n'y fut pas de longue durée.

Les Autrichiens, en leur qualité de catholiques, étoient un peu mieux traités. Quelle honte pour l'humanité que ce soit là une raison déterminante ! mais voilà les hommes.

Les Autrichiens nous devancèrent pour empêcher sur la Moselle l'invasion des *nouveaux Francs* ; ils avoient peu agi jusques là et ne firent rien non plus ici ; l'avantage étant resté du côté de l'ennemi.

J'ai eu souvent occasion de démêler les sentimens des Autrichiens, tant officiers que soldats, à notre égard ; rarement les ai-je trouvés tels qu'on devoit les attendre d'alliés : beaucoup d'entr'eux étoient encore choqués de la guerre de sept ans ; plusieurs s'offensoient de notre protestantisme; d'autres nous regardoient comme fort au-dessous d'eux parce qu'ils servoient un empereur, et nous seulement un roi, ou même un électeur de Brandebourg ; il y en avoit qui ne pouvoient consentir à nous croire braves par la raison que nous ne nous étions pas mesurés avec les Turcs. -- Sur-tout cela souvent on se disputoit jusqu'à l'emportement, et il étoit facile d'en conclure que jamais les Autrichiens et les Prussiens ne seroient sincèrement amis.

Il est très-vrai que les Autrichiens portent haîne aux Français ; mais tout prouve qu'ils nous haïsent bien davantage ; qu'on juge donc si une alliance avec eux peut nous présager d'heureux effets, lorsque sur-tout la façon de penser des officiers est si peu différente de celle des soldats : il est indubitable qu'un général de l'empereur, ou tout autre officier, ne pourroit se résoudre à soutenir son camarade prussien s'il pouvoit en résulter de la gloire pour celui-ci : les Anglais, nos alliés, étoient les mêmes à notre égard dans la guerre de sept ans.

Ce vice semble gravé en nous par la nature même. Les hommes, étant une fois partagés par l'orgueil national, la soi-disant religion, les préjugés de peuple à peuple, des intérêts divers et sur-tout la politique à mille couleurs de leurs souverains, et de telle manière que la ruine d'un parti tourne à l'élévation des autres, quel fruit peut-on attendre d'alliances ainsi disparates ? Que l'on consulte l'histoire. -- Les brebis, nous dit Esope, souffrent toujours de leur alliance avec ceux qui ont intérêt à les manger. -- Fréderic-le-Grand nous l'apprend également dans plus d'un endroit.

LETTRE XXIII.

Ce fut principalement entre Coblentz et Trèves que nos soldats souffrirent par le manque de souliers ; il fallut les transporter sur des charriots jusques dans le margraviat de Bade, et de là les embarquer sur la Moselle et le Rhin jusqu'à Newied.

Quelques-uns de nos bataillons s'avancèrent jusqu'à Luxembourg et y séjournèrent ; ils se crurent là tellement en sûreté, qu'ils s'amusèrent à démonter et nettoyer leurs fusils, et sur-tout à se bien divertir ; le service s'y faisoit avec une telle négligence, qu'avant que le bruit en fût parvenu dans la ville, les nouveaux Francs étoient déjà à ses portes.

Alors, on se ramasse a la hâte et l'on se présente à l'ennemi qui nous reçut à coups de canon. Ici les Prussiens firent merveille, sur-tout ceux du régiment de Kunitz : ne pouvant se servir de leurs canons, ils se defendirent si bien avec leurs fusils, que les

nouveaux Francs commencèrent à perdre du terrain, et que leur perte fut plus considérable que la nôtre, ainsi que me l'ont assuré les habitans de Limbourg, quelque affectionnés qu'ils soient aux *nouveaux Francs*; mais ceux-ci ayant reçu du renfort, les nôtres, qui se virent dans l'impossibilité de résister, se retirèrent en bon ordre de l'autre côté de Limbourg près de la Lahne.

Les nouveaux Francs prirent donc possession de Limbourg, burent à la santé des habitans, distribuèrent des cocardes, plantèrent l'arbre de la liberté, et n'oublièrent pas de demander beaucoup d'argent comme indemnité des dégats faits par les alliés en campagne; les Limbourgeois en furent surpris, ainsi que de l'arbre de la liberté; mais il fallut bien céder: la somme, ayant été remise, les *nouveaux Francs* dressèrent leur artillerie et parurent vouloir rester longtems à Limbourg, mais la nuit même ils partirent et s'en retournèrent au lieu d'où ils étoient venus.

Nos généraux se tinrent alors sur leur garde, et, craignant que les *nouveaux Francs* ne se portassent sur eux en force et secretement, ils firent mettre en marche toutes les

troupes pour aller au devant d'eux ; ils dressèrent une forte batterie à Monthabaver, à quatre lieues de Coblentz ; mais l'ennemi rusé ne bougea point, et nos troupes eurent ordre, quelques jours après, de se diviser dans les villages voisins, où elles jouirent d'une quinzaine de jours de repos.

Ce n'était certes pas sans besoin. Quant à moi, je parcourois les villages pour connoître le sentiment des paysans ; je les trouvai plus mal disposés encore que dans les villes ; ce n'est pas que l'agriculteur fût plus éclairé que le citadin, mais il étoit plus opprimé ; or, c'est l'oppression et non les lumières qui provoque le mécontentement du peuple et sa revolte ; j'ai vu des paysans faisant des souhaits, dans la simplicité de leur ame, pour que dieu voulût bien bénir les armes des *nouveaux Francs.*

Pour éclaircir ce qui va suivre, jettons un coup d'œil sur les desseins et les entreprises des *nouveaux Francs* depuis le siège de Thionville par les Autrichiens.

A notre entrée en France, la nation française avoit rassemblé un corps considérable de troupes sur les frontières d'Alsace, d'abord sous les ordres de Lukner, puis du nommé

Custine, qui prenoit le titre de *citoyen général de la république française* ; et ce corps étoit là comme aux aguets pour tenter une invasion en Allemagne ; Custine crut en avoir trouvé l'occasion lorsque le général comte d'Erbach reçut l'ordre de quitter, avec ses 10,000 hommes, les frontières de l'Alsace pour renforcer l'armée qui assiégeoit Thionville ; Custine saisit ce moment pour pénétrer dans les contrées du Rhin ; il enleva la petite armée des Mayençais qui auroit dû lui barrer le passage, s'empara de Spire, et parvint, sans trouver de résistance, jusqu'aux portes de Mayence.

Je suis encore à concevoir comment on a pu donner ordre au général d'Erbach de quitter sa position pour marcher à Thionville, et dégarnir par là les frontières d'Allemagne : c'est cette faute qui paroît avoir empêché l'électeur Palatin Bavarois de renoncer à sa neutralité ; il eût craint de livrer par là à l'ennemi qui s'avançoit, et ses sujets et son pays.

Custine arriva donc jusqu'à Mayence, cette première forteresse de l'empire ; elle n'étoit nullement garnie de forces suffisantes, et par conséquent hors d'état de se défendre ;

ainsi Custine somma le commandant Gymnich et le général Hatzfeld de lui ouvrir les portes.

On a prétendu qu'il s'étoit servi du stratagème de se dire lui et sa troupe attaché aux princes : mais qu'avoit-il besoin d'un tel moyen, puisqu'il avoit ses troupes et ses canons ? La garnison ouvrit donc les portes après une défense simulée, à l'armée des *nouveaux Francs*, laquelle voulut bien renvoyer, avec les honneurs de la guerre, la forte garnison autrichienne.

A peine Custine fut en possession de cette forteresse, qu'il se mit à changer la forme du gouvernement de Mayence à la mode des *nouveaux Francs* : ainsi, liberté, égalité, servirent de mot d'ordre, et l'arbre de la liberté devint l'idole de tous les enthousiastes. Le général Custine, avec ses adulateurs fanatiques et étourdis, ne songeoit qu'à planter des arbres, à remplir son livre rouge et noir, à chanter des chansons, à célébrer Vénus et Bacchus, et à se signaler par de ridicules fanfaronnades au lieu de poursuivre le système politique de la France, en allant toujours en avant les armes à la main ; en un mot, si l'Allemagne existe en-

core comme elle est, je pense qu'elle en est redevable aux fautes militaires de Custine, et à ses foiblesses sans nombre.

Du reste, il s'attacha les Mayençais et par des formes populaires, et par sa discipline sévère envers ses troupes : aussi ils se prononcèrent hautement pour la constitution des nouveaux Francs, et leur jurèrent une éternelle fraternité : il avoit donné des ordres rigoureux pour qu'on ne molestât point le bourgeois, pour qu'on respectât toutes les propriétés, qu'on payât comptant, et ces ordres furent ponctuellement exécutés : le commerce ne reçut aucune atteinte par eux ; et en général ils profitèrent assez habilement de l'aversion de la plupart des Mayençais pour leur régence, et les nobles du pays.

Pour s'assurer de la conservation de sa nouvelle conquête, et en faire pour ses troupes une place forte, il mit une garnison dans la petite ville de Cassel, située de l'autre côté du pont du Rhin, qui est pour ainsi dire un faubourg de Mayence, et la fit en peu de tems très-bien fortifier de redoutes et de batteries, d'après les principes des fortifications françaises. De plus, il répara et augmenta les fortifications de la forteresse

de

de Mayence, et après avoir établi son quartier général dans cette ville, il s'avança vers Francfort, sur le Mein, et demanda à y être introduit.

Les habitans de Francfort ne pouvoient faire une longue résistance; ils n'avoient que peu et de mauvais soldats, en un mot des soldats de l'Empire : leur ville n'étoit protégée ni par une citadelle ni par des ouvrages fortifiés : elle pouvoit donc avec très-peu d'hommes et de munitions être emportée de vive force. Le magistrat ne vit donc rien de plus raisonnable que d'entrer en accommodement avec Custine, et ensuite de lui ouvrir les portes.

Custine étant donc entré, adressa à voix haute ces paroles à ses soldats : *écoutez Francs, libres citoyens, je vous ordonne de respecter tout ce qui est aux habitans de cette ville qui sont nos amis, libres, et indépendans comme nous.*

Cette proclamation solemnelle donnoit lieu d'espérer à la bourgeoisie que les nouveaux hôtes se comporteroient en amis, que même ils donneroient par leur goût naturel pour la dépense, une nouvelle activité à leur commerce auquel ils attachent tout leur bonheur :

aussi on les traita à merveille, et l'on rendit à Custine preque des honneurs de souverain.

Mais cette illusion dura peu ; car le lendemain on vit avec un grand étonnement, qu'à l'hôtel de ville, où il avoit de bonne heure convoqué les magistrats, il leur demanda, sous prétexte d'épargner les bourgeois, deux millions de florins du Rhin, et cela dans un terme très-court et sous peine d'exécution militaire.

Le principal motif de cette demande étoit que le magistrat de Francfort avoit reçu les émigrés, et les avoit soutenus par des secours d'argent: cette conduite ayant irrité la France, il demandoit cette somme comme satisfaction.

Une telle demande eût embarasssé Caton, combien plus, le noble magistrat de la ville impériale de Francfort! le citoyen général Custine ne manquoit pas de prétextes pour colorer sa demande, comme tous les généraux en pareil cas; aussi fut il inflexible.

On usa de divers moyens pour le porter à se relâcher un peu de sa demande, ils furent tous inutiles: ainsi il fallut en peu de tems ramasser un million en écus de 6 livres qu'il fit transférer à Mayence dans

17 barriques ; et quant à l'autre million, il le reçut en lettres de change : du reste, Custine consentit à ce que le magistrat de Francfort envoyât des députés faire à ce sujet ses réclamations à la Convention nationale ; mais la haine qu'on lui portoit étoit telle qu'on ne voulut pas paroître tenir de lui cette permission. C'est pourtant là l'exacte vérité, mais il ne faut pas l'aller chercher dans les gazettes de l'empire.

La ville de Francfort envoya donc à Paris son ambassade qui consistoit en 6 députés des plus notables. M. de Gunderrode, homme probe et éclairé, en étoit le chef, mais il étoit aisé de prévoir l'issue de cette démarche : la Convention étoit trop excitée contre les émigrés pour écouter avec faveur les supplications d'une magistrature qui, du moins en apparence, favorisoit l'ennemi principal de la constitution des *nouveaux Francs.*

Custine connoissoit trop bien l'art de tirer parti de la guerre en pays ennemi pour se borner à ce châtiment de Francfort : il alla avec quelques corps de troupes rançonner le Hombourg, qui est la résidence d'une ligne collatérale de la maison de Hesse : de là il se rendit à Usingen et à Weil-

bourg, dont il mit les petits souverains à contribution : on rapporte que dans ce dernier endroit ses soldats ne soutinrent pas bien leur réputation, qu'ils arrachèrent des doigts du prince ses anneaux, etc. A ces expéditions contre les princes, les patriotes se firent même traiter d'excellences, et vécurent comme plus d'un grand seigneur, et à la royale, aux dépens d'autrui : par opposition, nos *grands* à la même époque enduroient la faim, et apprirent à se réduire au pain et aux pommes de terre.

Cette troupe fit subir à l'abbaye des Bernardins d'Arnsbourg, le même sort qu'avoit éprouvé l'abbaye de Chatillon. Il paroît qu'en général les *nouveaux Francs* sont fort peu enclins à ménager les biens du clergé non-plus que ceux des princes et de la noblesse ; ils considèrent et traitent leurs possesseurs comme les principaux appuis du despotisme et les sangsues de l'hnmanité, sans trop examiner si l'Allemagne mérite à cet égard les mêmes reproches que la vieille France.

Ils menèrent encore une plus agréable vie à l'abbaye d'Erbach, près du Rhin : là, on fit une consommation prodigieuse du fameux vin de Rhingau, dont les re-

ligieux plus attentifs aux besoins de leur estomac qu'à ceux de leur esprit, avoient fait ample provision. Les soldats de Custine pouvoient à peine se tenir sur leurs jambes; et lui même n'étoit guères différent de ses soldats.

Les paysans dans les campagnes non-plus que les citadins dans les villes ne furent molestés ni par Custine ni par son armée. *Nous n'en voulons*, disent-ils, *qu'aux despotes et au clergé riche : quant aux sujets, nous voulons les affranchir.* Aussi vivoient-ils tous familièrement et en francs : les personnes et les biens furent épargnés, et toute-fois les *nouveaux Francs* en payant comptant les objets de leurs besoins avoient l'air un peu embarassés.

Dans les divers pays d'Usingen, de Weilbourg, de Hombourg, que j'ai parcourus depuis, j'ai entendu par-tout les bourgeois et les campagnards faire l'éloge de la popularité de Custine et de la discipline de sa troupe. On leur savoit un gré infini d'avoir mis les princes, nobles et moines, dans le cas d'apprécier par eux-mêmes les douleurs de l'oppression. En un mot, le plus grand nombre dans ces contrées pensoit et raisonnoit comme les *nouveaux Francs.*

La manie de Custine de planter des arbres de la liberté et d'arborer par-tout des cocardes tricolores, commençoit à lui faire tort dans l'esprit des peuples; et il faut avouer que cette espèce de fanfaronade ne s'accordoit guères avec l'esprit sérieux des Allemans, et que d'ailleurs leur ancienne constitution durant encore, il étoit bien à craindre que ce qu'on plantoit aujourd'hui ne pût subsister dans trois semaines et n'attirât même sur le pays un châtiment sévère après la retraite de ces *marchands d'épouvantails*; car on n'ignoroit pas que les coalisés se réunissoient pour arrêter les ouvrages des *nouveaux Francs* dans les contrées du Rhin et de la Moselle.

C'est par cette raison aussi que toutes les cajoleries employées par Custine pour mettre le peuple de Francfort dans ses intérêts furent inutiles, et qu'il échoua dans son projet de faire révolter les bourgeois de cette ville contre leurs magistrats. Cependant, ainsi que me le confirma un patricien de Francfort, ces bourgeois, comme tous les autres citadins des villes libres et impériales, haïssent leurs magistrats et ne demandoient pas mieux que de se soustraire

à leur autorité s'ils avoient pu compter sur une protection véritable des *nouveaux Francs*, et par elle se mettre à l'abri du ressentiment des coalisés.

En un mot, les artifices de Custine ne produisirent presque rien ni pour lui ni pour le nouveau système des Français ; et lui présent, on se borna à discourir assez publiquement sur le bonheur prochain d'être bientôt délivré de son despotisme.

La nouvelle certaine de notre approche jointe au peu de consistance des troupes de Custine à Francfort, fit hasarder au magistrat de cette ville de lui refuser l'ouverture de l'arsenal ; il parut vouloir s'en emparer de vive force, mais un mouvement de révolte qui se manifesta, dérangea ce projet.

Les troupes de Custine se portèrent à Friedberg ; et là, même conduite envers les particuliers : s'approchant de Giessen, elles apprirent que le Landgrave de Hesse-Darmstad y étoit posté avec quelques milliers d'hommes ; mais leur projet n'étant pas d'assiéger des villes, et n'ayant ni grosse artillerie ni munitions, elles s'en retournèrent.

A cette expédition aussi, les troupes de Custine ménagèrent extrêmement les cam-

pagnards; preuve, qu'elles étoient réellement disciplinées; qu'elles respectoient leur chef, les lois, et leurs semblables même en pays ennemi : des brigands n'eussent pas senti ce besoin moral d'obéissance, sur-tout étant exaltés par le sentiment tout neuf de la liberté et de l'égalité. Quoiqu'on en dise, le militaire nouveau de la France est un sujet fécond de réflexions pour les souverains, les généraux et les moralistes.

J'ai pensé que la raison pour laquelle les patriotes à cette époque ne se présentèrent pas devant Hanau, étoit que Custine ne se croyoit pas alors des forces suffisantes pour faire éprouver au Landgrave de Hesse-Cassel et à son pays le sort cruel qu'il leur réservoit. Il avoit résolu aussitôt qu'il auroit reçu des renforts qu'il attendoit de Kellerman, auquel en effet on avoit déjà donné des ordres de Verdun pour se joindre à l'armée du Rhin, mettre obstacle à la retraite des Allemands, et chercher ensuite à enlever Coblentz et Saint-Goard; il avoit résolu, dis-je, d'entrer en Hesse, et d'y dévaster tout ce qui appartient au Landgrave.

Que Custine eût été capable d'une telle conduite, est chose facile à croire. il ma-

nifestoit hautement ses sentimens à l'égard du Landgrave ; et les gazetiers ne manquoient pas d'en instruire le public. Un déserteur m'a dit même que son plan de vengeance s'étendoit beaucoup plus loin qu'on n'eût pu l'imaginer ; mais dans ce cas on doit s'étonner de l'imprudence de Custine, qui d'avance en faisoit trophée devant tout le monde.

Un détachement de ses troupes sous les ordres de Houchard, s'empara à Nauheim, près Friedberg, d'une saline considérable du Landgrave : au commencement un petit corps de Hessois du régiment de Kospoth s'y défendit vaillamment; mais à la fin il fut cerné et fait prisonnier par la cavalerie des *nouveaux Francs*. Le glorieux Custine fit promener comme en triomphe ces braves gens, au nombre de cent vingt, dans les rues de Francfort sous l'escorte des cavaliers, et les envoya ensuite dans les prisons de Mayence. Dans cette excursion ils n'oublièrent pas le couvent d'Ilbenstadt et amenèrent des otages.

Une quantité immense de ce sel conquis, fut transportée à Mayence et ailleurs pour la consommation des troupes, et il en fut

vendu presque autant aux gens de la campagne moitié au-dessous du prix ordinaire, ce qui ne les empêcha pas de murmurer, disant que Custine l'avoit encore à bien meilleur marché : celui-ci en outre fit à l'égard du chantier de bois de Mayence, ce qu'il venoit de faire au sujet du sel de Nauheim.

LETTRE XXIV.

Custine, d'après le portrait que m'en ont fait des hommes impartiaux, même des nobles, avoit un air martial, étoit plein d'esprit, de feu, impétueux, intrépide; sa figure avoit au premier abord quelque chose de repoussant, mais il ne tardoit pas à se mettre au niveau de chacun et paroissoit très-populaire; il étoit sobre dans le manger, pas autant dans le boire; esclave de sa parole et possédant la confiance du soldat; ses ennemis même lui rendent ce témoignage. Ce qu'on lui réprochoit le plus étoit ses fanfaronades et ses bravades au sujet même des entreprises qu'il se proposoit d'exécuter: du reste, on verra bientôt qu'il n'étoit pas un maître consommé en tactique, que du moins il manquoit de la vigilance du général, si nécesaire pour saisir le moment favorable.

Une de ses grandes attentions étoit d'empêcher par-tout que le petit peuple n'eût à

se plaindre de lui et de ses troupes ; elles étoient composées en grande partie de troupes de ligne dont les gardes nationales imitoient assez bien la discipline, l'émulation et l'exactitude : les nouveaux principes de la révolution française leur faisoient un devoir de ces attentions populaires, quand même on voudroit leur contester ce sentiment profond et délicat qui respecte les droits de chacun sans distinction quelconque.

Un courtisan d'un des princes du Rhin maltraités par les Francs, qui savoit demêler dans les actions des hommes les principes qui les font agir, m'a assuré que Custine étoit un ardent patriote, sur-tout un violent ennemi des aristocrates ; pour le prouver il me racontoit que voulant lui persuader d'épargner au moins le palais de son prince, Custine lui répondit : » Le palais de votre maître est un monstre en » architecture, et nous sommes résolus de » n'en plus souffrir par-tout où l'on s'est » montré l'ami des émigrés : l'irrégularité » bizarre de ce bâtiment gothique est l'image » de son gouvernement où *toutes les règles* » *sont violées*, et où le peuple, ce pilier » principal dans tout édifice politique, est

„ horriblement surchargé, cela ne peut pas „ durer long-tems ; il faut que tout s'é- „ croule : les ruines de France nous l'ont „ appris. En résultat, ce peuple si injuste- „ tement accablé est par-tout sous ma pro- „ tection ; tel est l'esprit de la constitution „ française, et nous ne voulons plus en- „ tendre parler ni des princes ni de leurs „ palais „.

Custine savoit aussi dans l'occasion se montrer généreux et prévenant, ainsi que sa troupe; un de nos chirurgiens congédié en fit la preuve : celui-ci s'en retournant dans sa patrie fut pris par les chasseurs français, et amené au quartier général de Custine : ce général s'informa de la position des coalisés en champagne, s'affligea sur-tout du sort des Prussiens, et parla avec beaucoup d'égards de leurs chefs; et comme le chirurgien proféra une fois le mot, *votre grace*, Custine le prit par la main, l'appella son frère et lui montrant le ciel : ce n'est que celui-la lui dit-il, qui est gracieux : moi je suis votre égal, et mon devoir est de vous faire tout le bien qui dépend de moi : le chirurgien d'abord effrayé, mais rassuré par ces paroles fraternelles, lui demanda

sans crainte un passe-port; Custine le lui fit expédier à l'instant, lui donna de l'argent pour sa route et le congédia en paix.---A peine ce pauvre chirurgien fut-il hors du quartier général, qu'à leur tour les soldats de Custine s'en emparent, le font entrer dans la tente, lui servent à boire et à manger, lui font en outre de petits présens, le conduisent au bout du chemin, lui portent son havresac, et prennent congé de lui avec la plus franche cordialité. Je fus, écrivoit-il, touché jusqu'aux larmes d'un tel procédé, et dieu sait qu'elles pensées s'élevèrent en moi et sur les guerres, et sur les rois. . .

Les *nouveaux Francs* ont été d'abord à l'égard de leur nouvelle idole, la liberté, ce qu'est une mère à l'égard d'un fils qu'elle vient de mettre au monde ; elle en parle à tout le monde, elle le présente à tout venant, elle le caresse, elle l'admire, elle est heureuse de l'entendre louer : c'est cette ivresse bien pardonnable qu'ont éprouvée les *nouveaux Francs* : de-là des déclamations sans doute exagérées sur le despotisme et la liberté ; de-là aussi des provocations aux divers peuples tantôt sérieuses tantôt risibles, pour les porter à imiter les Français.

Pour seconder le prosélitisme que les Français exerçoient dans les pays étrangers comme chez eux, Custine se servit des membres fondateurs du club nouvellement établi à la française dans Mayence, et surtout de la plume de MM. Bohmer et Stamm. Celui-ci étoit un strasbourgeois, homme sans consistance : l'autre avoit été professeur de l'école latine à Worms, et étoit fils du célèbre professeur de droit, à Gottingue.

L'un et l'autre agirent plus qu'inconséquemment, soit à Mayence soit à Worms : passant d'ailleurs pour assez braves gens, mais beaucoup trop exaltés. Ils traduisirent en allemand, les ordres, appels et proclamations de Custine et autres chefs des *nouveaux Francs*, ainsi que quelques ouvrages d'instruction à l'usage des Allemands : ils ajoutoient du leur à leur manière, sur-tout Bohmer, ainsi que Custine l'observa avec éloge à la Convention nationale.

Du reste, se sont-ils comportés d'une manière honnête ? n'ont-ils pas conduit eux-mêmes Custine vers Francfort et dans les pays de Hesse ? C'est ce que je ne décide pas ; je dirai seulement que leur conduite a été souvent très-insidieuse ; qu'ils se sont

rendus coupables de personnalités odieuses ; que souvent ils ont présenté comme incontestables des faits très-incertains, et que par-là ils ont peut-être contribué beaucoup à la dévastation de plusieurs pays. Leur esprit au reste peut se reconnoître dans l'appel de Custine aux soldats de Hesse-Cassel ; il y est dit :

„ Le Landgrave de Hesse-Cassel rassemble „ dans la proximité de sa résidence des „ troupes nombreuses. Ne pense-t-il donc „ pas que le jour du jugement de tous les „ princes injustes, et le jour de la déli- „ vrance des peuples enchaînés par eux est „ arrivé ?

„ Il fait camper autour de lui ceux dont „ il espère renforcer son trône chancelant, „ cette partie la plus pure de son peuple „ dont il vendoit naguères le sang pour rem- „ plir son trésor. Ce point seul décidera le „ sort de ce tyran.

„ Monstre, sur la tête duquel se sont „ rassemblés depuis long-tems comme une „ nuée orageuse, la malédiction allemande, „ les larmes des veuves et les cris des „ orphelins que tu as faits, tes soldats „ abusés vont te livrer à la juste vengeance des

» des *nouveaux Francs* : tu ne saurois échap-
» per par ta fuite ; car se pourroit-il qu'un
» peuple quelconque accordât un asile à
» un tyran tel que toi.

» Et vous soldats hessois, vous qui
» n'êtes pas les ennemis du peuple Français,
» cette nation vous offre un sort heureux ;
» quinze sols par jour si vous voulez ser-
» vir : quarante-cinq florins de pension si
» vous ne servez pas, le droit de citoyen,
» amour fraternel, et la liberté.

» C'est ce que moi, en ma qualité de
» général de la République des Francs, je
» vous fais savoir.

Adam-Philipe Custine.

Les autres écrits de ces messieurs étoient à-peu-près de la même force. Les peuples y étoient expressément sommés de secouer le joug de leurs despotes, de s'allier avec les *nouveaux Francs*, et par-là de se rendre indépendans et libres. On les fit imprimer et afficher à Mayence, insérer dans la feuille périodique de la ville, distribuer de tous les côtés, lire publiquement. Ils étoient aussi critiqués, réfutés ou défendus par d'autres,

et il en seroit très-probablement résulté un grand succès pour la cause des Francs, si Custine eût montré plus de sagesse, et ses prédicateurs de la liberté plus de religion ; sur-tout si les troupes prussiennes et hessoises n'eussent pas été aussi près, car ces bonnes gens s'inquiétoient un peu de ce qui pourroit leur arriver s'ils se laissoient entraîner aux espérances fanfaronnes du seigneur Custine et de ses adhérens.

Les autres soldats ennemis furent également sommés par Custine de se ranger sous ses drapeaux, et aux mêmes conditions ; qu'ils n'auroient plus à redouter les coups de bâton de leurs chefs, pas même de mauvais traitemens ; que tout le monde étoit libre avec lui ; et mille autres amorces ; mais cette sommation fit peu d'effet; car ils n'entendoient pas le français, et dans le tems sur-tout ou l'on croyoit vaincre les *nouveaux Francs*, ils avoient lieu de craindre d'être pris et punis comme des traîtres.

D'autres aussi se sentoient humiliés de servir parmi des troupes qui n'étoient pas habillées uniformément; les gardes nationaux étoient en effet de toutes les couleurs, bleus, verds, rouges, blancs, noirs : ces corps d'ail-

leurs n'étoient pas enrégimentés, ils étoient par divisions, et formoient des bataillons fort bigarrés.

Un corps de soldats ainsi composé convient fort peu pour le plat pays, mais dans les villes fortes il peut être plus utile que les troupes réglées. Ce n'est pas ici le lieu d'examiner ce point important de la tactique militaire.

J'ai parlé plus haut de nos gens qui s'en sont retournés de la Champagne déguenillés et presque sans souliers ; les patriotes français ou les gardes nationaux n'avoient pas un air plus brillant à leur arrivée en Allemagne. Beaucoup d'entr'eux ressembloient aux Suédois dans la guerre de trente ans, ou aux soldats du prince évêque Bernard de Galen ; ils n'avoient pas d'uniforme, portoient des habits de paysans ; mais d'ailleurs leurs fusils, gibernes et havresacs étoient en meilleur état que les nôtres.

Du reste, quelques-uns d'entr'eux imitèrent les jactances de leur chef Custine : là, un seul vouloit se mesurer à-la-fois avec quatre prussiens ; ici, un autre vouloit aller à Berlin *saluer la reine de Prusse*, et autres fanfaronades ; et nous autres aussi avons

voulu aller à Paris ! et que de choses n'y avions nous pas arrangées d'avance.

On a accusé les gardes nationaux d'insubordination, mais c'est à tort; leur subordination n'est plus à la vérité comme autrefois l'ouvrage du bâton; elle est précisément ce qu'elle doit être chez un peuple libre; aucun ne tremble plus devant l'officier; celui-ci ne jure plus avec insolence; chacun, de soi-même, suit la règle militaire; sans cet esprit, comment auroient-ils pu soutenir les fatigues de la guerre? Mais ils sentent qu'ils doivent leur liberté à leur obéissance aux lois et à leurs chefs, et cela leur suffit: n'avons-nous pas sur ce point, comme sur tant d'autres, assez expié notre crédulité aux assertions des émigrés.

Après tout, parmi des troupes républicaines plusieurs choses peuvent et doivent même se passer qui seroient taxées de révolte parmi des troupes monarchiques.

On a dit souvent que les *nouveaux Francs* manquoient d'ingénieurs habiles, de chefs, d'officiers; que la fleur de tout cela étoit émigrée; point du tout, messieurs; il n'y a d'émigrés que les titulaires, mais leurs suppléans, mais les véritables militaires sont res-

tés, ou si quelques-uns de ceux-ci ont émigré, ils ont été parfaitement remplacés : la résistance des Francs, la prise et reprise exécutée par eux de tant de postes importans ne nous l'ont-elles pas assez appris ? Et pourquoi donc tant de puissances si formidables, si bien exercées n'ont-elles rien opéré de décisif contre-eux? ou plutôt, pourquoi n'avoir pas un peu mieux réfléchi sur tout cela ?

Quant au culte extérieur, les soldats Français sont maintenant à cet égard complettement Francs. Les catholiques des environs du Rhin triomphoient à l'arrivée des premiers *nouveaux Francs*, se persuadant que par eux tout le monde alloit devenir catholique! quelle fut la surprise de ces bonnes gens lorsqu'ils virent que les Français n'alloient plus à la messe, qu'ils se mocquoient sans scrupule des moines, des saints, de la vierge; qu'ils abattirent sur le pont la tête de Saint-Jean Nepomucene, mirent un bonnet rouge et une cocarde à la mère de Dieu, et ne faisoient plus de signes de croix! bon-dieu! s'écrioient-ils, quelle est donc la foi de ces gens là? Ils ne pensent plus à Dieu! est-ce donc que Custine leur en tient lieu? Et plusieurs pensoient que Cus-

tine pourroit bien être un sorcier, qu'il avoit fait un pacte avec le diable, et autres visions pareilles. Il faut le dire : cette conduite irreligieuse des *nouveaux Francs* est ce qui nuisit particulièrement à leur prosélitisme politique.

Tel étoit l'état des affaires des *nouveaux Francs* sur le Rhin ; mais pendant que Custine, Kellerman, Houchard, Van-Helden et Neuwinger cherchoient à pénétrer plus avant ou à se maintenir dans leurs conquêtes, Dumouriez, Beurnonville et Valence entrèrent dans les Pays-Bas, s'ouvrirent partout un chemin avec leur artillerie formidable ; tantôt enlevant des corps détachés d'artillerie, tantôt les chassant devant eux, ils mirent garnison dans les villes fortes, s'emparèrent des magasins et d'une énorme quantité de provisions de guerre et de bouche, s'étendirent ensuite dans le pays de Liége et dans la Hollande. Eh ! qui prévoyoit à l'époque des *manifestes* tant de succès des armes françaises ? Qui les croyoit possibles lorsque nous marchions sur Paris ?

Mais cette imprévoyante précipitation qui d'abord nous avoit portés à mépriser l'ennemi, et qui ensuite se tourna en crainte

et en estime, remplissoit alors de sinistres pressentimens tous ceux qui chérissant la justice, la paix et la prospérité des peuples voyoient avec effroi se réaliser les plans de conquête et de domination de Custine et de Dumouriez. Il étoit tems que les alliés, éclairés par l'expérience, réunissent leurs forces pour arrêter la marche de cet ennemi conquérant, et sentissent la nécessité de ne pas tant s'inquiéter des affaires des autres pays, tant qu'ils en auroient d'aussi importantes dans le leur. Cette idée bien simple est pourtant au-dessus de la portée de la plupart des princes.

On saura dans la suite la part que les Prussiens ont eue dans ces nouvelles résolutions; mais quel bonheur pour nous que Custine n'ait pas su profiter de l'occasion, et que Dumouriez, égoïste, ambitieux, se soit avisé d'être un traître.

Fin du troisième et dernier livre.



